

Comptabilité générale (Partie I)

"Principes, fondements et législation comptable"

Notes du cours du Professeur Fabien HEBETTE 2005-2006

Complétées au moyen de divers ouvrages de comptabilité générale

Dernière mise à jour : 4 décembre 2005

Jérémie MALENGREAU

Délégué 1^{ère} graduat comptabilité EICW 2005-2006

Introduction : Le graduat en comptabilité & la profession

Le comptable a 3 rôles : il est évaluateur, interprète et oriente les finances de l'entreprise.

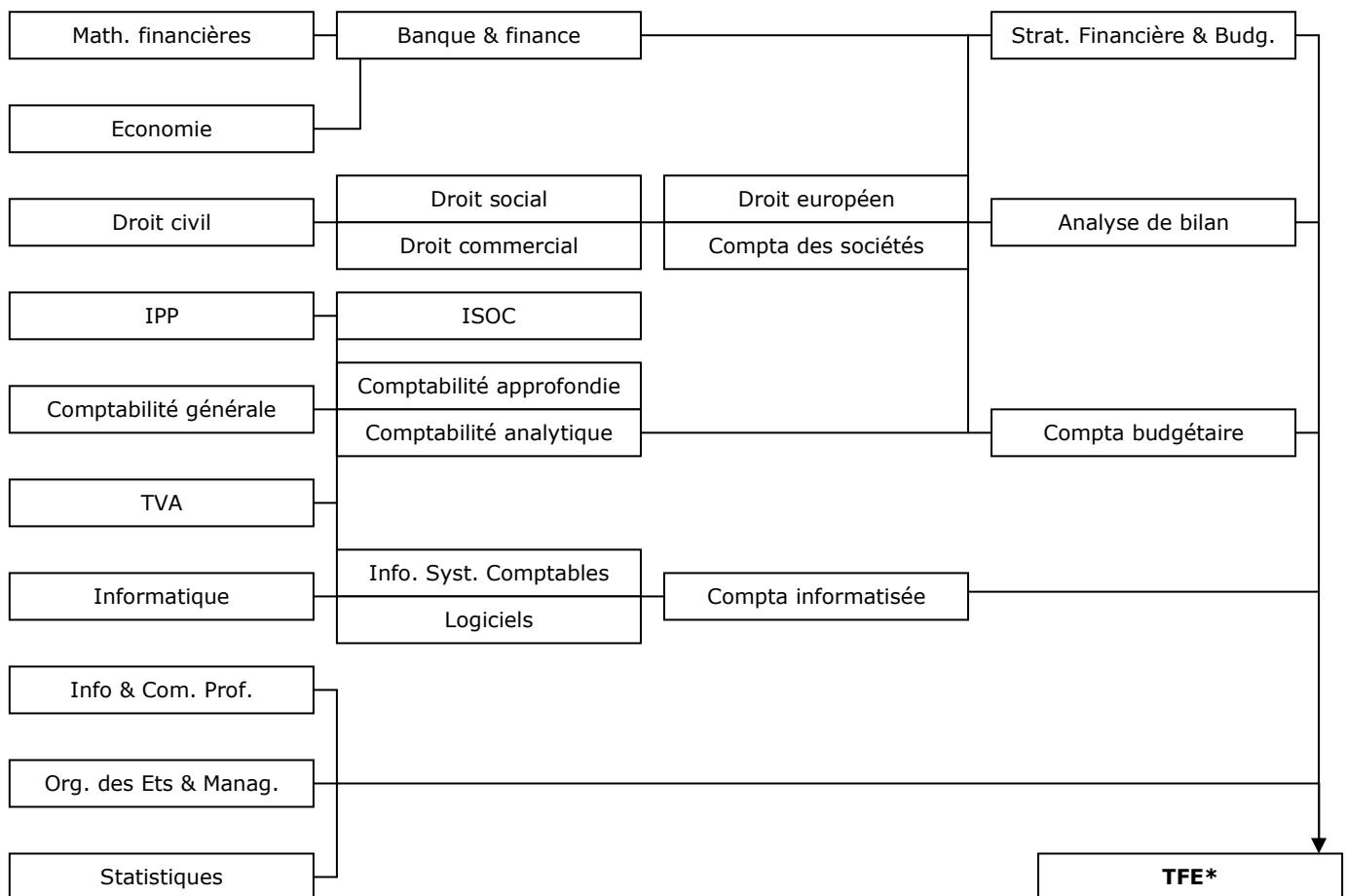
- Rôle d'évaluation : image fiable des comptes annuels (comptabilité générale)
- Rôle d'interprétation : comptabilité analytique
- Rôle d'orientation : comptabilité budgétaire (mise en évidence des causes des écarts entre budget et réalisés)

1. Organisation du graduat en comptabilité (modules)

Nous l'avons vu, le comptable a différents rôles. Pour pouvoir assumer pleinement ces rôles, cela implique la connaissance de toute une série de matières...

Le graduat en comptabilité est organisé en modules. Sur base de ce principe, on peut réaliser une sélection des modules où la totalité de ceux-ci. La deuxième hypothèse, additionnée d'un travail de fin d'études permet l'obtention du graduat en comptabilité.

Les différents modules supposent un ordre relativement logique, comme nous le montre le schéma ci-après :



* Par TFE, comprenons travail de fin d'études ou épreuve intégrée. Ce travail consistera en la réalisation d'une monographie comptable ou en l'analyse d'une entreprise.

2. Organisation professionnelle de l'exercice comptable et fiscal

Il est important de distinguer ici, l'exercice de l'activité comptable et fiscale en tant que salarié ou indépendant.

Il existe en Belgique trois instituts professionnels :

- IPCF : Institut professionnel des comptables et fiscalistes (fondé en 1992)
- IECF : Institut des experts comptables et fiscaux (fondé en 1988)

- **IRE** : Institut des réviseurs d'entreprises (fondé en 1953)

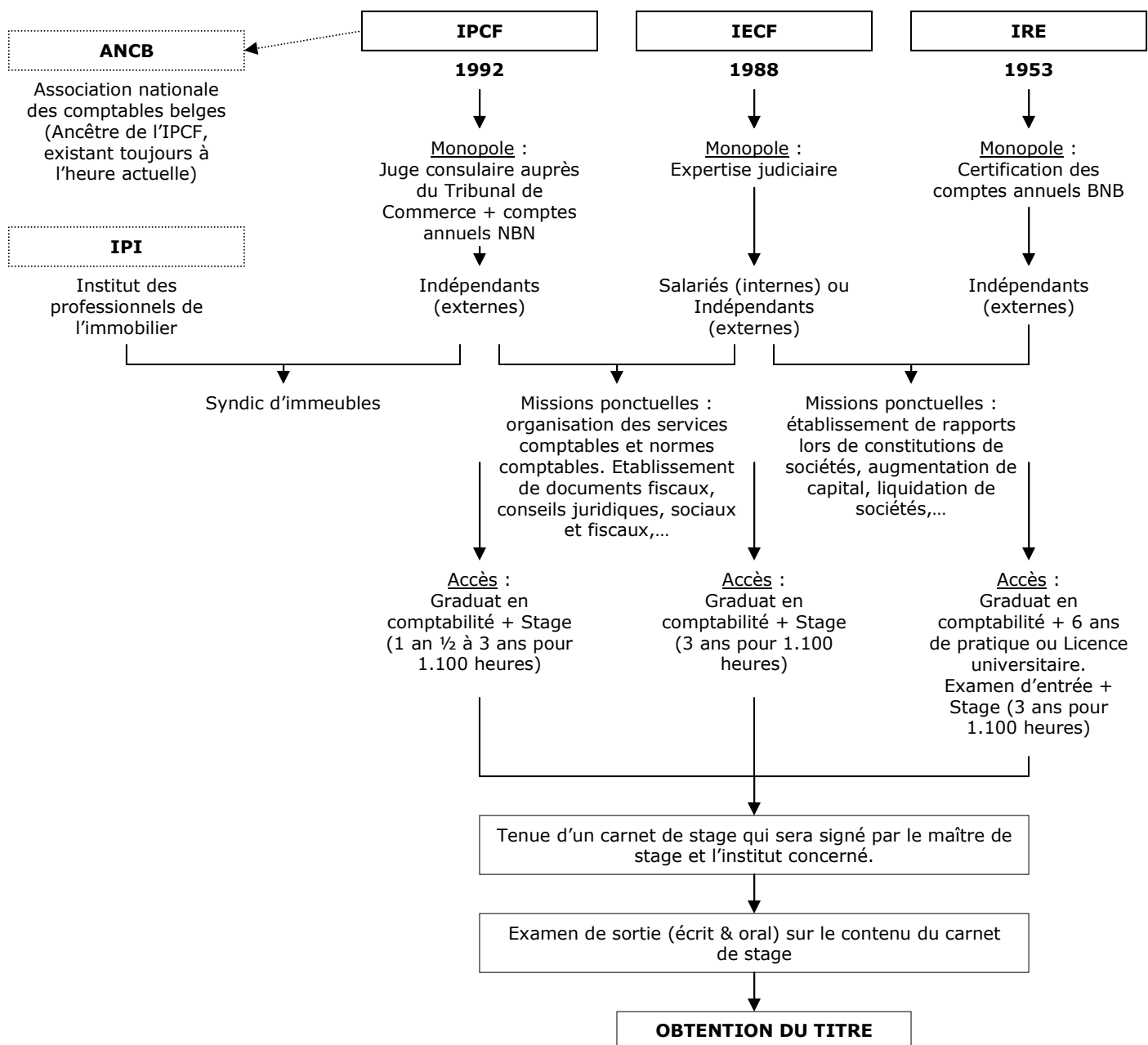
La profession de comptable a été réglementée dans l'Arrêté Royal du 21 février 1985.

Chacun des instituts possède au minimum un monopole, une activité exclusive qui lui est propre et qu'en aucun cas, un affilié d'un autre institut peut exercer. Ainsi, les monopoles sont les suivants :

- **IPCF** : Juge consulaire auprès du Tribunal de Commerce (analyse des comptes et détection du risque de discontinuité de l'entreprise)
- **IECF** : Expertise judiciaire
- **IRE** : Certification des comptes annuels de la Banque Nationale de Belgique (BNB). Essentiellement pour les grandes entreprises, nous le verrons plus loin, pour lesquelles, cette certification par un réviseur est légalement imposée.

Il est possible que dans les années futures, nous assistions à une fusion de l'IECF et de l'IRE, puis dans doute de l'IPCF. Le système actuel des trois instituts étant unique et typiquement belge.

Comme nous allons le voir dans le schéma qui suit, les critères d'affiliation aux différents instituts sont différents. A côté de leurs monopoles respectifs, certaines missions peuvent être communes à deux instituts.



Nous avons exploré l'organisation de la profession, les trois instituts officiels qui chacun possèdent leur monopoles. A côté de ceux-ci, il existe des diverses associations auxquelles il est sans aucun doute intéressant de s'affilier afin de se mettre à jour de temps à autre.

Chaque institut impose une formation permanente de minimum trente heures par année. Ces formations de remise à niveau peuvent être dispensée par l'ANCB (association nationale des comptables de Belgique) ou par l'OECCB (ordre des experts comptables et comptables de Belgique). Cette dernière association est installée à la Maison de la Comptabilité, rue de la Mutualité, 13 à 1180 Uccle.

Enfin, d'autres organismes tels que l'ACW (association des comptables de Wavre) fournissent une aide à la profession, aux étudiants et aux jeunes entrepreneurs.

3. Organisation du cours de comptabilité

Il est conseillé de faire des fiches pour chacune des matières abordées durant le cours. Des renseignements complémentaires pourront être obtenus sur le site Internet www.comptables.be et auprès du professeur : Fabien HEBETTE (010/24.13.53 – dhiconsultant@hotmail.com).

Articulation du cours de comptabilité :

1. Catégorisation des entreprises (cadre légal de la comptabilité) : petites, moyennes, grandes
Distinction : entreprise individuelle (personne physique), entreprise sociétaire (SA, SPRL, SCRL,...), associations, ASBL,...
2. Organisation de la comptabilité
 - 2.1. Ligne du temps
 - 2.2. Documents à tenir (depuis 01/07/2003, création de la Banque Carrefour des Entreprises ou BCE qui a allégé considérablement les formalités administratives à la création d'une entreprise, nous y reviendrons plus loin dans le cours)

Remarque : alors que pour une personne physique on parle de registre national RN (au dos de votre carte d'identité, c'est votre date de naissance à l'envers accompagnée de 5 chiffres AA.MM.JJ --- --), pour une entreprise on parlera de n° de TVA et de registre des personnes morales RPM (le numéro de TVA devancé du chiffre zéro 08--.---.---). Ces deux numéros s'obtiennent auprès de la BCE bien souvent par l'intermédiaire d'un comptable ou d'un secrétariat social.

3. Principes d'établissement des comptes annuels
 - Image fidèle (*True and fair view*) : information fidèle aux tiers
 - Principe de continuité (Going concern)
4. Les règles d'évaluation (passer en revue les différentes rubriques du bilan et définition)
5. Analyse du risque de discontinuité
6. Intégration de la TVA
En effet, dans un but purement pédagogique, nous n'intégrerons la TVA qu'à l'issue des cinq grands premiers points du cours. Nous considérerons pour la situation d'un paradis fiscal sans impôts ni TVA.

4. Préliminaires à la comptabilité (les deux volets de la comptabilité)

- 1) La comptabilité externe ou financière : soumise à la loi cadre du 17 juillet 1975 avec son premier AR du 8 octobre 1976. Le but de cette comptabilité est d'informer fidèlement les tiers à l'entreprise (cours de comptabilité générale, cours de comptabilité des sociétés, cours d'analyse de bilans), compte tenu des normes IPP et ISOC.
- 2) La comptabilité interne : avant-projet de loi du 17 juillet 1975 qui nous dit que le législateur n'a pas voulu imposer de modèle analytique, mais a laissé à chaque secteur d'activité économique

l'initiative de développer son propre plan et structure analytique (son propre système). Ainsi, actuellement deux secteurs de la vie économique belge ont leur propre plan comptable et structure analytique : le secteur pétrolier (depuis 1976) et le secteur des hôpitaux (depuis 1997). Le but de cette comptabilité analytique, c'est d'évaluer le patrimoine de l'entreprise. On va parler d'orientation et d'analyse, autrement dit, on va interpréter le résultat autrement que par nature, on va le faire par centre de frais, par section, de manière à guider le processus de prise de décision du dirigeant (cours de comptabilité analytique ou de management/gestion, cours comptabilité budgétaire en coûts préétablis, cours de stratégie financière).

Chapitre 1 : La catégorisation des entreprises

Selon la loi cadre du 17/01/1975 (AR 08/10/1976), toute entreprise doit tenir une comptabilité ; mais, suivant leur spécificités propres, certaines d'entre-elles sont aussitôt exclue de l'application de cette loi cadre et une loi particulière leur est appliquée.

Il en est ainsi des ASBL, mais aussi des compagnies d'assurances et des organismes de crédit au sens général du mot. Nous allons procéder ici à la catégorisation des entreprises commerciales.

1. La catégorisation comptable des entreprises commerciales

Petites entreprises	Moyennes entreprises	Grandes entreprises
<ul style="list-style-type: none"> Commerçant personne physique (PP) Société en commandite simple (CSC) : Elle est composée d'associés dont la responsabilité est illimitée et solidaire, mais uniquement pour une partie de ceux-ci appelés les commandités. A côté des commandités, on retrouve les commanditaires qui sont les bailleurs de fonds de la société (ceux qui ont apporté l'argent, qui sont donc propriétaires de la société). Le statut des commanditaires est comparable à ceux des associés de la SPRL. Société en nom collectif (SNC) : tous les associés sont responsables de manière illimitée et solidaire (comme dans une SCRI) 	<ul style="list-style-type: none"> Société privée à responsabilité limitée (SPRL) : composée d'un associé dans le cas d'une société privée à responsabilité limitée unipersonnelle (SPRLU) ou deux minimum dans une SPRL. Leur responsabilité est limitée à leur apport ; capital souscrit 18.600 € (engagement obligatoire à prendre par les associés), capital à libérer à la constitution 6.200 € (pour SPRL), 12.400 € (pour SPRLU). Société anonyme (SA) : capital minimum souscrit et libéré 62.000 €. Minimum deux actionnaires et deux administrateurs s'il n'y a que deux actionnaires. Minimum trois administrateurs s'il y a plus de deux actionnaires. Leur responsabilité est limitée à l'apport. Société coopérative à responsabilité limitée (SCRL) : trois fondateurs associés au minimum, mais un seul administrateur suffit. Capital souscrit de 18.600 €, mais il s'agit de ce que l'on appelle la partie fixe du capital. Au-delà des 18.600 €, le capital est variable, c'est-à-dire qu'il peut augmenter sans entraîner un changement des statuts (ce qui supprime dès lors des frais et une procédure administrative applicable dans les autres formes de sociétés). Capital à libérer lors de la constitution, 6.200 € comme pour SPRL. Société coopérative à responsabilité illimitée (SCRI) : idéal pour une activité complémentaire, mais nous y reviendrons. Société en commandite par action (SCA) : comme dans la SCS, il y a deux catégories d'associés : les commandités mais qui contrairement à la SCS, on leur responsabilité limitée (statut proche des associés de la SPRL), les commanditaires qui eux, voient leur responsabilité limitée (statut proche des actionnaires de la SA). 	
<p>Chiffre d'affaires < 500.000 € Sauf pour les entreprises d'hydrocarbure où le chiffre d'affaire doit être < 620.000 €. Si le chiffre d'affaires est dépassé, on devient automatiquement une moyenne entreprise mais en gardant les avantages de la petite.</p>	<ul style="list-style-type: none"> Nombre de travailleurs : 50 (avec une limite de 100) Total du chiffre d'affaires hors TVA : maximum 7.300.000 € Total du bilan : maximum 3.650.000 € 	<ul style="list-style-type: none"> Dès que la limite de 100 travailleurs est franchie, et ce, sans regarder les autres critères, nous parlerons de grande entreprise. Entre 50 et 100 travailleurs, il faudra qu'au moins un des deux autres critères soient dépassés pour avoir une grande entreprise. Si moins de 50 travailleurs, les deux autres critères devront être dépassés pour parler grande entreprise.
<p><u>Comptabilité simplifiée</u> :</p> <ul style="list-style-type: none"> Pas de partie double (débit/crédit) Pas de plan comptable minimum normalisé (PCMN) Pas de règles d'évaluation. <p><u>4 livres</u> : financier, facturier des entrées, facturier des sorties, livre des inventaires.</p> <p>Déclaration à la TVA Déclaration fiscale</p>	<p><u>Comptabilité complète</u> :</p> <ul style="list-style-type: none"> Partie double (débit/crédit) Plan comptable minimum normalisé (PCMN) Principes et règles d'évaluation 2 livres (à ne pas confondre avec les journaux comptables) et si la comptabilité est tenue sur PC, les backups informatiques suffisent : livre des inventaires et livre centralisateur <p>Déclaration à la TVA Déclaration fiscale</p>	

<p><u>Remarque</u> : les professions libérales exerçant en personne physique doivent au minimum tenir un livre de recettes/dépenses, lequel sera, avant sa première utilisation, paraphé et authentifié par le contrôleur des contributions directes dont il dépend.</p> <p>Si la profession libérale exerce son activité en société, il s'agira d'une société civile ; mais qui pourra adopter une forme de société commerciale.</p>	<p><u>Remarque</u> : Que contient le livre des inventaires ?</p> <p>Conformément à l'article 7 de la loi cadre, l'inventaire reprend non seulement l'inventaire des avoirs et des dettes, mais aussi celui des charges et des produits, ainsi que les droits et engagements hors bilan. Dans le livre des inventaires, nous retrouverons les règles d'évaluation, le bilan et le compte de résultat ainsi que le résumé des stocks et le rapport de gestion.</p> <p>Le livre centralisateur ; une fois par mois suivant l'organisation de la comptabilité. Nous allons y regrouper les journaux comptables en minimum total débit/crédit.</p>	
Pas de schéma BNB imposé	Schéma BNB abrégé	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Schéma BNB sous forme complète ▪ Nomination d'un réviseur d'entreprise commissaire réviseur qui devra d'une part, faire la certification de l'image fidèle des comptes annuels BNB et, d'autre part, la certification de l'information fournie au conseil d'entreprise (information de base).
	<p><u>Remarque</u> :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Comité d'hygiène et d'embellissement des lieux du travail à partir de 20 travailleurs ▪ Conseil d'entreprise (à partir de 100 travailleurs) <p>Le conseil d'entreprise fournit 4 types d'information :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Information de base ▪ Information annuelle ▪ Information périodique ▪ Information occasionnelle 	

1.1. Remarques

- Responsabilité limitée (à l'apport) : la responsabilité des associés est équivalente au capital injecté dans la société. Cela signifie qu'en cas de faillite, les associés ne perdront "que" le capital qu'ils auront investi dans l'entreprise.
- Responsabilité illimitée : les associés sont responsables en cas de faillite. Ils perdent les fonds injectés dans l'entreprise et leur patrimoine personnel peut être utilisé afin de couvrir les dettes de l'entreprise en faillite.
- Responsabilité solidaire : les associés sont solidaires entre eux, les créanciers pourront dès lors saisir le patrimoine de l'un ou l'autre des associés suivant le disponible.
- Pour les petites entreprises : les livres ne sont plus des "légaux" car ils ne doivent plus être signés par le registre de commerce, cette dernière institution n'existant plus depuis la création de la BCE en 2003.
- Contenu de l'information de base : l'identité de l'entreprise, la composition de l'actionnariat de l'entreprise, l'organigramme du groupe et de l'entreprise, les comptes annuels, certains éléments de comptabilité analytique (par exemple, le calcul du coût de revient), la liste des principaux concurrents, l'importance du marché national et international, quels sont les effets en matière de recherche de l'entreprise.
- La SCRI : ne doit pas publier de comptes à la Banque Nationale (mais elle peut), les autres formes juridiques doivent toujours publier sous forme abrégée ou complète.

2. Distinction entre moyenne et grande entreprise

Nous l'avons vu, 3 critères définissent moyennes et grandes entreprises :

- 1) Le total du chiffre d'affaires
- 2) Le total du bilan
- 3) Le nombre de travailleurs

2.1. Le total du chiffre d'affaires

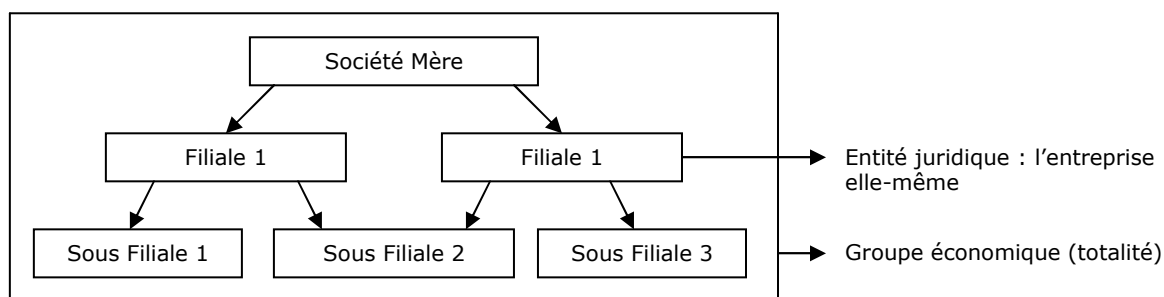
Le chiffre d'affaires (CA) ne se résume pas uniquement aux produits des ventes ; en effet, il existe trois types d'entreprises (commerciales, industrielles et prestataires de services et notamment immobilières et les entreprises financières).

Nous le verrons plus loin dans le cours, dans le plan comptable minimum normalisé (PCMN), le chiffre d'affaires apparaît dans la classe 7 (les produits).

Pour interpréter la notion de chiffre d'affaires, suivant le type d'entreprise, nous prendrons, soit uniquement le compte 70 (chiffres d'affaires : ventes) qui se subdivise en 700 et 705, soit le 70 + 74 (autres produits d'exploitation), soit 70 + 74 + 75 (produits financiers).

Le chiffre d'affaires s'apprécie, non seulement au niveau de l'entité juridique de l'entreprise elle-même, mais si celle-ci fait partie d'un groupe économique, le chiffre d'affaires sera additionné pour toutes les entreprises faisant partie du groupe.

Ainsi, nous avons tous déjà entendu parler de "maison mère" ou de "filiales". Nous pourrions apprécier le chiffre d'affaires de chacun des "éléments" du groupe économique la totalité de celui-ci.



2.2. Le total du bilan

Le total du bilan devra être le fruit du respect des principes comptables et ; notamment, celui de non compensation entre les avoirs et les dettes.

Exemple : si notre client est fournisseur ; si il nous doit 1.000 euros et que nous le devons la même somme, on ne peut pas "apurer" le compte client, d'une part, et le compte fournisseur, d'autre part.

Cette pratique est strictement interdite, car elle fausserait le bilan.

2.3. Le nombre de travailleurs

Le nombre de travailleurs sera exprimé en moyenne annuelle exprimée en équivalent temps plein. Il s'agit d'une obligation du bilan social (31/12/1996).

La notion d'équivalent temps plein est une fraction dans laquelle nous retrouverons au numérateur, le nombre d'heures effectivement prestées à temps partiel et au dénominateur, le nombre d'heures normalement prestées par un travailleur temps plein.

3. Changement de catégorie d'entreprise en cours d'exercice comptable

Si à la clôture d'un exercice comptable, la société doit présenter et publier un schéma complet, et que, dans le courant de l'exercice comptable N + 1 un ou deux des 3 critères vient à être modifié de sorte qu'elle redevienne moyenne entreprise, elle maintiendra toutefois son schéma complet pour cet exercice N + 1, afin d'assurer la comparaison des données entre les 2 exercices. Ce n'est que pour l'exercice N + 2, qu'elle présentera un schéma abrégé à condition qu'elle réponde toujours au critères de la moyenne entreprise.

Chapitre 2 : Chronologie des opérations comptables sur un exercice type (calendrier)

1. Remarque préliminaire

Avant toutes choses, il convient de préciser que l'exercice comptable d'une société ne correspond pas nécessairement à une année civile. Bien qu'elle puisse décider de débiter son exercice comptable au 1^{er} janvier pour l'achever le 31 décembre, il n'existe aucune obligation à ce sujet. Un exercice comptable devra néanmoins correspondre à une période d'un an. Exception faite du tout premier exercice, lors de la naissance de la société où, les statuts peuvent prévoir un premier exercice de quelques mois afin de rejoindre une date déterminée, cette dernière correspondante à l'ouverture du nouvel exercice comptable.

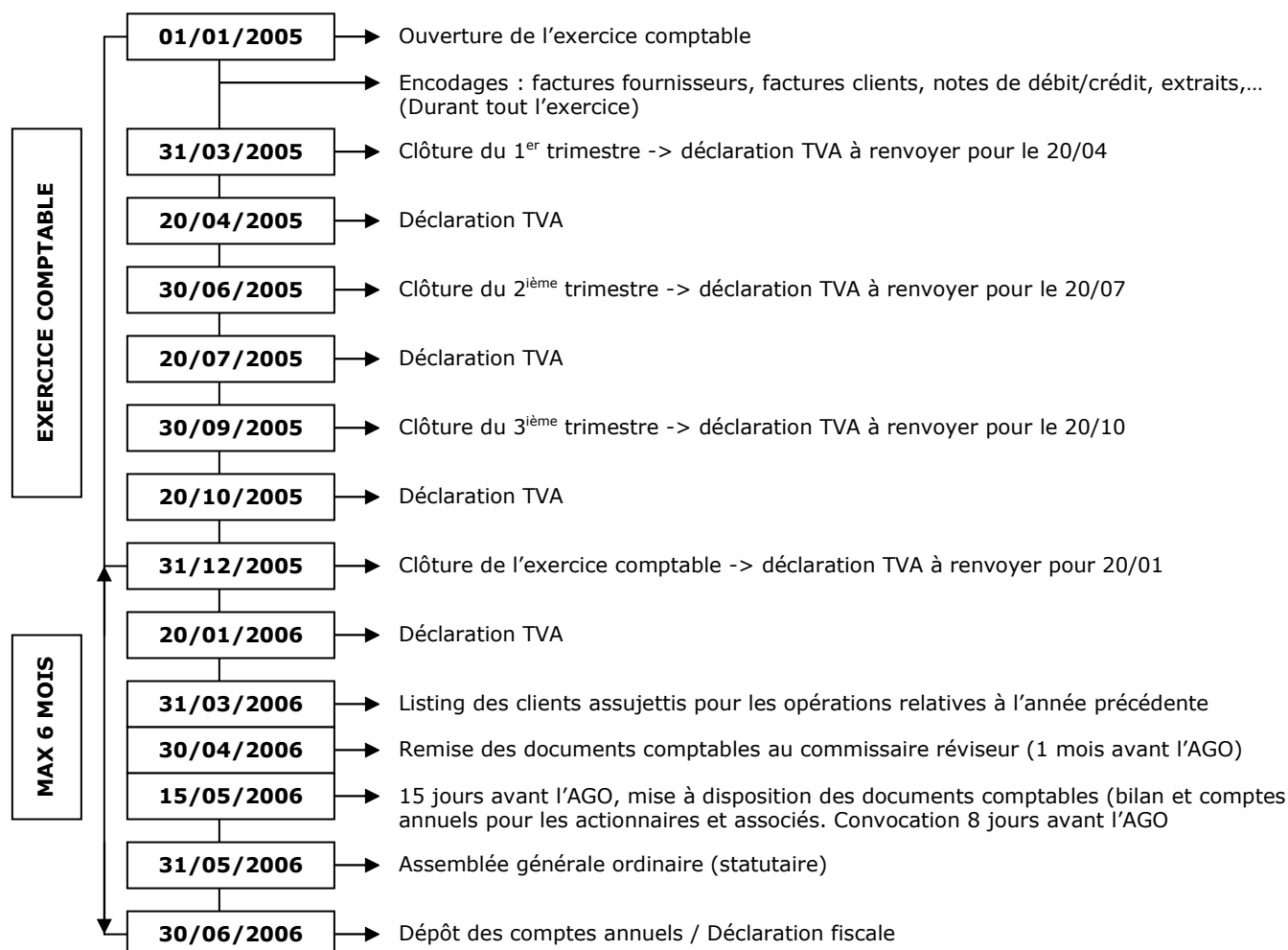
Une société pourra ainsi définir son exercice comptable pour :

- 1) Profiter d'un creux de l'activité
- 2) Pour harmoniser les clôtures d'un groupe économique
- 3) Pour raisons fiscales

Néanmoins, exercice comptable sera toujours égal à l'année civile pour les personnes physiques. Ces dernières devant remplir une déclaration d'impôt des personnes physique, telle que la connaissons chaque année avant l'été, portant sur les revenus de l'année écoulée.

Pour des raisons pédagogiques, nous réaliserons notre chronologie des opérations comptables sur une année civile afin de clarifier au maximum les différentes échéances importantes à connaître.

2. Chronologie des opérations comptables



3. Note relatives à la chronologie des opérations comptables

3.1. L'assemblée générale ordinaire

L'assemblée générale ordinaire (AGO) est définie dans les statuts de la société. Son objectif principal est l'approbation des comptes annuels. Les actionnaires sont convoqués 8 jours avant. Si on est en présence d'une société anonyme, on annonce l'assemblée générale dans des journaux.

Légalement, les comptes annuels doivent être publiés un mois maximum après leur approbation par l'assemblée générale. Néanmoins, dans la mesure où le Ministère des Affaires Economiques inflige des amendes pour non dépôt des comptes annuels dans le délai prescrit et que, d'autre part, nous constatons, d'années en années, que la déclaration d'impôt des sociétés (ISOC) doit être rentrée pour le 30 septembre et non pas pour le 30 juin, il s'en suit un décalage entre la publication à la Banque Nationale et cette déclaration ISOC ; dès lors, il a été convenu, à partir de l'exercice d'imposition 2005, revenus 2004, qu'il n'y aura pas d'amendes si les comptes annuels sont publiés à la BNB après le 30 juin mais avant le 30 septembre.

3.2. La déclaration à la TVA

Notons que concernant la déclaration TVA du 20 juillet, une rentrée de celle-ci pour le 10 août en raison des nombreux personnels en congé est tolérée.

L'administration TVA remet les compteurs à zéro au 20 janvier de chaque année. Dans la mesure où la TVA fonctionne toujours par année civile et ceci, même si la société a un exercice comptable chevauchant deux années civiles. Il en va de même avec l'Office National de la Sécurité Sociale (ONSS).

Notons que la clôture TVA trimestrielle concerne essentiellement les PME, les grandes entreprises devant faire une déclaration mensuelle.

Chapitre 3 : Articulation des logiciels comptables

1. Deux types de logiciels

Il existe deux familles de logiciels comptables :

- Logiciels en accès direct (mise à jour instantanée)
- Logiciels en accès différé ou séquentiel (mise à jour différée)

Suivant le type de logiciel comptable, certains d'entre eux travaillent en accès direct, autrement dit, dès que nous avons imputé une facture fournisseur ou une facture client ou encore un extrait bancaire, la mise à jour des écritures est définitive et irréversible. On ne sait plus modifier les imputations comptables sauf par le passage d'une opération diverse (OD).

Par contre, d'autres logiciels proposent une mise à jour différée ; une fois que nous aurons imputé une facture fournisseur, client ou extrait bancaire, le logiciel comptable ne va mettre à jour que les fichiers clients et fournisseurs ; les données relatives aux comptes généraux seront stockées dans une mémoire tampon. Cette alternative nous permet de récupérer n'importe qu'elle imputation pour la modifier ou l'annuler.

La mise à jour définitive sera au maximum exécutée à l'échéance de la première obligation légale (déclaration TVA de l'année comptable en cours). Dès validation, les écritures comptables deviennent irréversibles et, conformément à la législation comptable, l'écriture primitive, si elle doit être modifiée, elle devra faire l'objet d'une OD.

Remarque : en comptabilité, à côté des écritures d'achats, de ventes ou financières, les autres écritures seront considérées comme des écritures d'opérations diverses. Nous reviendrons sur cette notion plus loin dans le cours.

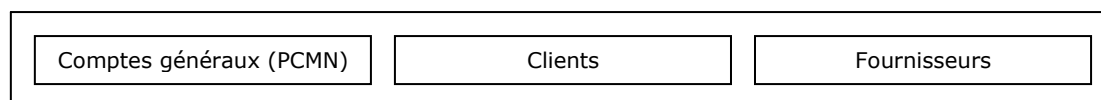
Exemple de logiciel en accès direct : POPSY

Exemple de logiciels en accès différé ou séquentiel : CIEL, WINBOKS, EXPERT/M, ORBIS, CUBIC

Notons encore l'attention que nous devons avoir, dans un logiciel en accès différé, en cas d'annulation d'une facture. Si, par exemple, nous avons encodé 100 factures et que nous décidons d'annuler la facture 73, d'oublier de signaler au logiciel que la comptabilisation ne doit pas reprendre la numérotation à 74.

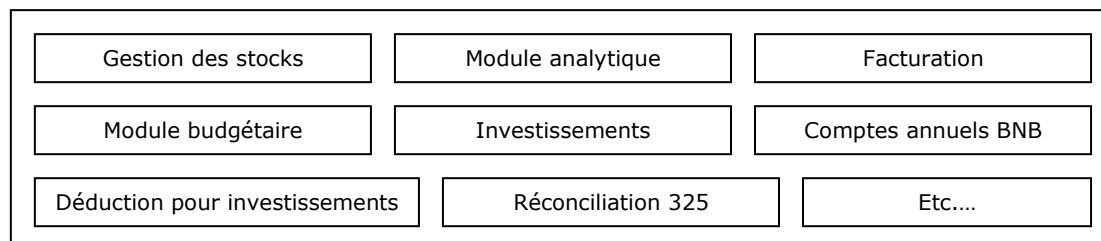
2. Structure type d'un logiciel comptable

MODULES DE BASE



Dans la plupart des logiciels, on retrouve souvent, lors de leur achat, des modules de base qui peuvent être additionnés de modules de gestion selon les besoins de l'entreprise. Ainsi, nous pourrions, par exemple, ajouter les modules suivants :

MODULES DE GESTION

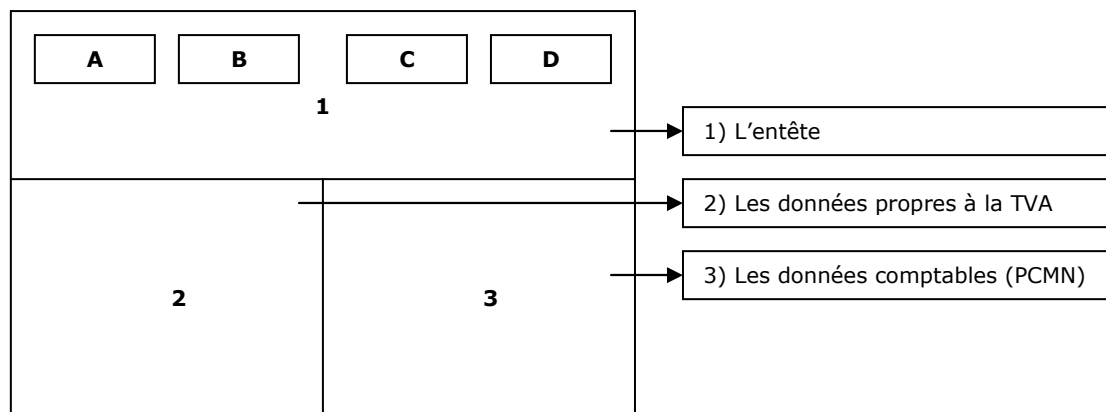


Différents modules, qui serviront les besoins de l'entreprise en matière de facturation, gestion des stocks et inventaires, fiches de salaires, édition des comptes annuels,...

Une liste qui n'est pas exhaustive, certains logiciels proposant de nombreux modules parfois créés sur mesure pour une entreprise.

3. Présentation des écrans de saisie

3.1. Facture d'entrée (fournisseur)



Voici donc la structure généralement adoptée par les logiciels comptables.

Zone 1 (l'entête) :

- A) La période et l'année (contrôle obligatoire) : à l'ouverture de l'écran de saisie d'une facture fournisseur, le logiciel devra nous interdire d'encoder les opérations sur une période ultérieure ; mais si nous devons revenir à une période antérieure, il devra nous signaler que la TVA de cette période est déjà clôturée.
- B) Date de la facture (donc, nous classerons nos factures par périodes comptables et par fournisseurs)
- C) Le fournisseur (le logiciel nous proposera une recherche alphanumérique)
- D) Le montant total à payer (TVAC, s'il y a une TVA) : constitue le deuxième contrôle obligatoire ; le montant à payer permettra au logiciel de réconcilier le total des imputations comptables avec les TVA déductibles ou non (zone 2) et le total de la facture (contrôle arithmétique du document).

Pourrait également apparaître dans cette zone un champ pour les devises, dans le cas où nous achetons des factures libellées dans une autre monnaie que l'Euro.

Zone 2 (données TVA) :

Nous pouvons trouver les cas de figure suivants :

- TVA intérieure à la Belgique (6, 12 ou 21 %)
- TVA intracommunautaire (au sein de l'Union Européenne)
- TVA hors UE
- TVA spéciale (cocontractant)
- Pas de TVA

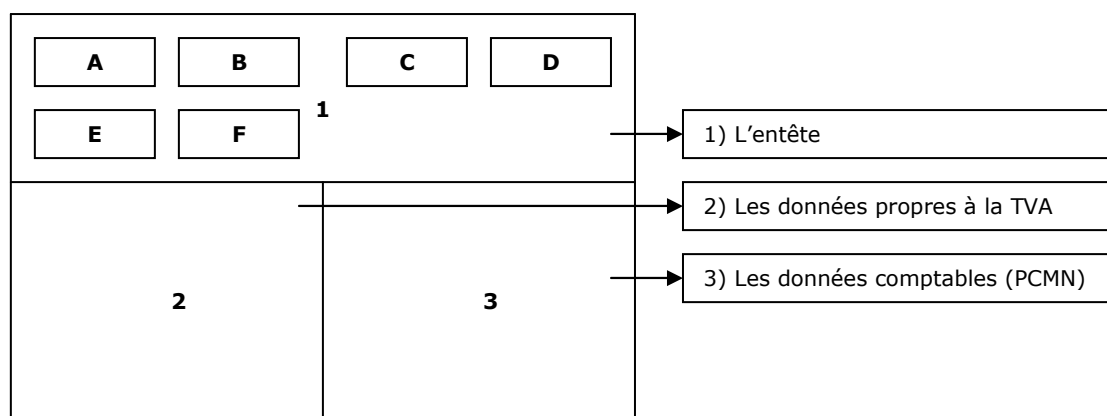
Zone 3 (données comptables) :

Mention des comptes de charges (dans le PCMn, classe 6) ou de classe 2. Nous imputerons ici les documents HTVA avec un lien, bien évidemment, vers la zone 2.

A l'issue du remplissage de ces trois zones, nous validerons l'encodage, lequel sera arithmétiquement vérifié par le logiciel.

3.2. Facture de sortie (client)

Dans un logiciel comptable, il existe généralement deux grands "moules". Le premier concerne les factures clients et fournisseurs. Le deuxième concerne les écritures financières et le OD. Nous verrons que la structure de l'écran de saisie d'une facture client est similaire à celle d'une facture fournisseur.



Zone 1 (l'entête) :

- A) La période comptable
- B) La date de la facture client
- C) Le code de la fiche client (recherche alphanumérique)
- D) Le montant total à payer pour le client (TTC)
- E) Devise EUR ou non EUR (avec le cas échéant le taux de change associé)
- F) Le numéro du document (exemple : 2005-0001)

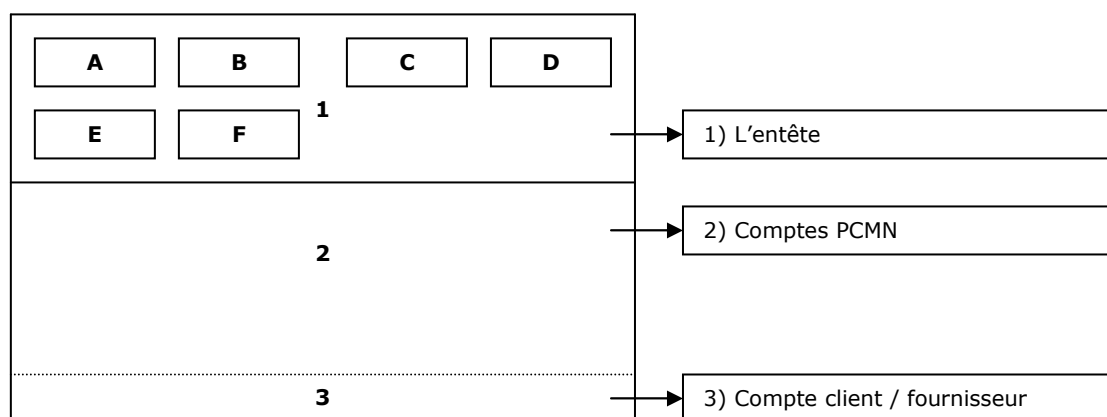
Zone 2 (donnés TVA) :

Il faut signaler au logiciel le taux de TVA (0, 6, 12 ou 21) et indiquer si il y a un régime spécial :

- TVA intracommunautaire sur biens
- TVA intracommunautaire sur services
- TVA export hors UE
- TVA spéciale (cocontractant)

Zone 3 (données comptables) : chiffre d'affaires de notre entreprise (compte 70 dans le PCM)

3.3. L'écran des financiers

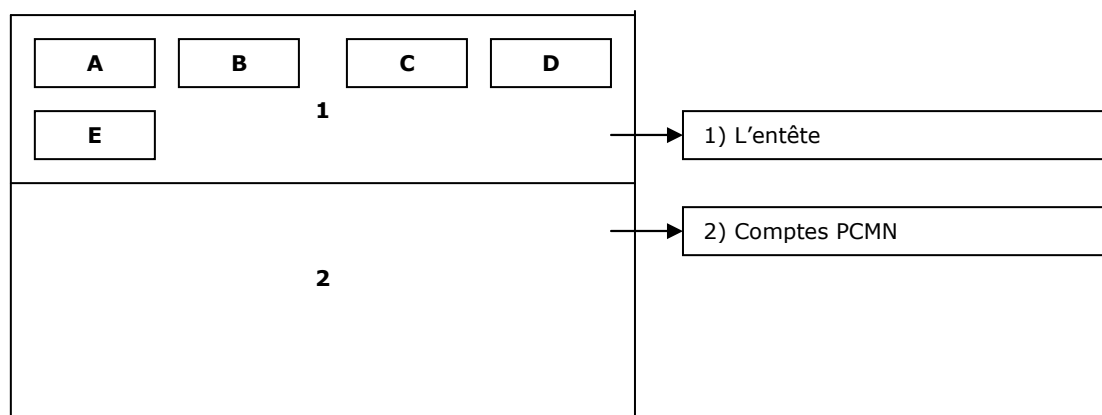


- A) Période comptable
- B) Date du document
- C) Numéro de l'extrait bancaire, de la pièce de caisse
- D) Ancien solde
- E) Nouveau solde
- F) Type d'opération financière (caisse, banque, CCP,...)

Les cases ancien et nouveaux solde permettent au logiciel de vérifier la cohérence arithmétique des montants imputés ; en effet, au moment de la validation de la pièce justificative (extrait bancaire, par exemple), le logiciel affichera dans la case "ancien solde" le même montant que dans la case "nouveau

solde" ; la différence étant nulle le logiciel validera le document et permettra de passer à l'extrait suivant.

3.4. L'écran des opérations diverses



- A) Période comptable
- B) Date de l'opération diverse
- C) Numéro de l'opération diverse
- D) Ancien solde
- E) Nouveau solde

Dans le journal des OD, les cases "nouveaux solde" et "ancien solde" seront toutes les deux à zéro avant l'imputation de l'OD et reviendront à zéro après celle-ci, permettant ainsi la validation du document.

En effet, chaque opération comptable doit équilibrer le débit et le crédit et, par conséquent, le compteur "ancien solde" sera incrémenté à chaque compte débité et le compte "nouveau solde" sera incrémenté à chaque compte crédité. A la fin de l'imputation de l'OD, le débit est égal au crédit, les compteurs sont égaux et reviennent à zéro.

Remarque : Le journal des opérations diverses ne peut jamais avoir un lien automatique, et donc informatisé avec la déclaration TVA ; en effet, c'est dans le journal des OD que nous procéderons, une fois par mois ou par trimestre, aux opérations suivantes :

- 1) Regroupement des comptes TVA dans les comptes courants TVA
- 2) Ce regroupement permettra de réconcilier la comptabilité avec l'extrait de compte TVA et notamment, d'imputer les intérêts et les amendes portées en compte par l'administration de la TVA (cette matière sera vue en détail lors du cours de TVA)

Par conséquent, si nous devons opérer une régularisation TVA via le journal des OD, laquelle doit avoir un impact sur la déclaration TVA, nous devons corriger la déclaration manuellement dans le logiciel (pas par voie automatique).

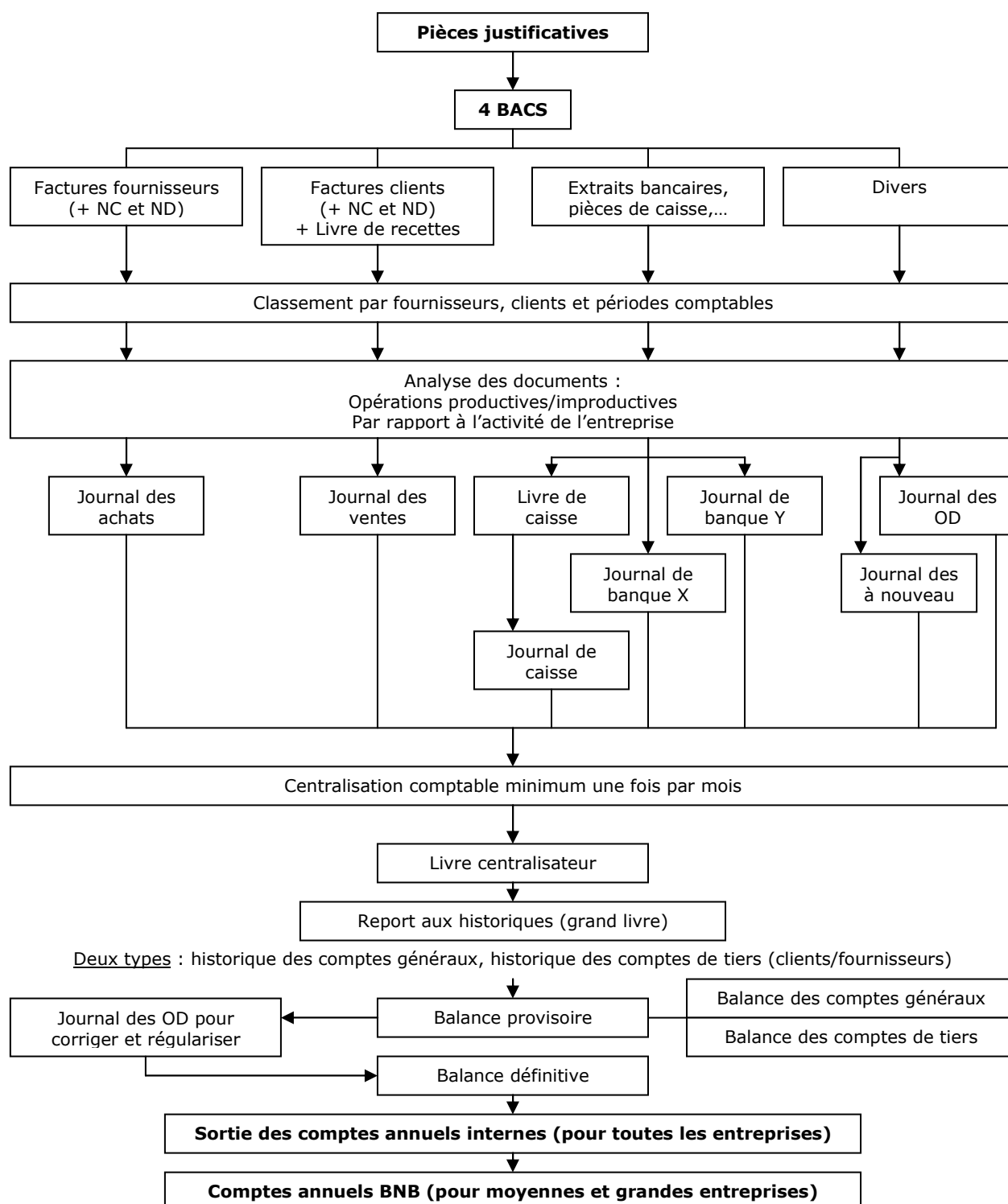
Chapitre 4 : Organisation de la comptabilité et chronologie des opérations comptables.

D'après la législation comptable, toute écriture repose sur une pièce justificative...

Le comptable disposera de 4 types de pièces justificatives :

- 1) Factures fournisseurs (et notes de débit ou crédit)
- 2) Factures clients (et notes de débit ou crédit) + Livre de recettes (obligation TVA)
- 3) Extraits de banque, pièces de caisse (pièces financières)
- 4) Divers (lettres d'avocats, décompte des rémunérations, inventaires, lettres de change, clients douteux, procès verbaux du conseil d'administration,...)

De manière imagée, supposons donc sur le bureau du comptable 4 bacs.



1. Le livre centralisateur

Le but du livre centralisateur : rendre les écritures comptables irréversibles et, dans le logiciel comptable, peut importe la famille de logiciel (direct ou différé), cette irréversibilité est assurée par la mise à jour des différentes écritures comptables.

1.1. Centralisation informatisée

Dans une centralisation informatisée (comptabilité sur logiciel), l'écriture de centralisation devra reprendre au minimum le total débit/crédit de chaque journal auxiliaire :

Exemple :

Numéro	Journal	Débit	Crédit
1	Achats	X	X
2	Ventes	X	X
3	Banque	X	X
4	Caisse	X	X
5	OD	X	X
TOTAL		X	X

Dans la mesure où, nous avons une comptabilité informatisée, nous pouvons assurer la simultanéité d'écritures entre les journaux auxiliaires et le report aux historiques des comptes généraux clients et/ou fournisseur, la centralisation ne reprendra que le total débit/crédit par journal auxiliaire.

1.2. Centralisation manuelle

Exemple :

Numéro	Journal	Compte	Débit	Crédit
1	Achats	60	X	X
		61	X	X
		64	X	X
2	Ventes	70	X	X
		71	X	X
		74	X	X
TOTAL			X	X

Dans une centralisation manuelle (comptabilité manuelle), le comptable ne pouvant pas assurer la simultanéité d'écritures entre les journaux auxiliaires et le report au grand livre (ou historique) des comptes clients/fournisseur, la centralisation devra reprendre au minimum et par journal auxiliaire, les comptes à deux chiffres du PCMN (comptes de synthèse du PCMN) :

2. Note sur le mot "entreprise"

Nous constatons dans la fin du schéma de l'organisation de la comptabilité et de la chronologie des opérations comptables, que le mot "entreprise" est utilisé. Précisons ici l'importance de ne pas confondre ce dernier avec le mot "société".

En effet, alors que nous parlerons de petite, moyenne ou grande entreprise, il conviendra de préciser qu'une petite entreprise peut être en personne physique et dès lors, ne pas être une société. La législation impose aux moyennes et aux grandes entreprises de rentrer des comptes annuels à la BNB tandis qu'aux petites entreprises (qui peuvent être société, voir deuxième chapitre du présent cours).

Comptes annuels internes (pour toutes les entreprises)

Comptes annuels BNB (pour certains entreprises) :

- Schéma abrégé et rapport de l'assemblée générale ordinaire pour les moyennes entreprises ;
- Schéma complet, rapport de gestion, procès verbal de l'assemblée générale ordinaire et le cas échéant, rapport du commissaire réviseur.

3. Note sur le rapport de gestion

Le rapport de gestion n'est pas obligatoire pour les petites entreprises ou petites sociétés. En absence de rapport de gestion, les éléments importants prévus dans le rapport de gestion sont repris dans le procès verbal de l'assemblée générale ordinaire (problème de discontinuité, convocation de assemblée générale extraordinaire, pertes importantes, actif net négatif,...)

Chapitre 5 : Les opérations productives et improductives

1. Définitions

Opération improductive : une opération est dite improductive lorsqu'elle n'affecte **que** le bilan (patrimoine de l'entreprise)

Opération productive : une opération sera dite productive lorsqu'elle engendrera un impact positif ou négatif sur le compte de résultat. En d'autres mots, elle aura un impact sur le résultat contrairement à une opération improductive qui n'a aucune incidence sur le résultat (compte de résultat).

2. Les opérations improductives

2.1. La structure du bilan comptable

Le bilan comptable correspond à la "photographie" de l'entreprise à un moment précis (en fin d'exercice comptable ou en cours d'exercice pour se rendre compte de la situation de l'entreprise). Il est présenté en deux colonnes :

- L'actif (appelé aussi "avoirs" en termes juridiques, ou "emplois" en économie)
- Le passif (appelé aussi "dettes" en termes juridiques, ou "ressources" en économie)

Dans le bilan nous retrouverons 5 masses dans lesquelles nous retrouverons 10 rubriques à l'actif et 10 rubriques au passif :

BILAN

ACTIF (classé par liquidités croissantes)		(classé par exigibilité croissante) PASSIF	
ACTIFS IMMOBILISES I. Frais d'établissement II. Les immobilisations incorporelles III. Les immobilisations corporelles A. Terrains et constructions B. Installations, machine et outillages C. Mobilier et matériel roulant D. Immobilisations détenues en leasing et assimilés E. Autres immobilisations F. Immobilisations en cours et acomptes versés IV. Les immobilisations financières ACTIFS CIRCULANTS V. Les créances à plus d'un an VI. Les stocks et les commandes en cours d'exécution VII. Les créances à un an au plus VIII. Les placements de trésorerie IX. Valeurs disponibles X. Comptes de régularisation		CAPITAUX PROPRES I. Capital A. Capital souscrit B. Capital non appelé (-) II. Les primes d'émission III. Plus -values de réévaluation IV. Les réserves (<i>au sens comptable du mot</i>) A. Réserve légale B. Réserve indisponible C. Réserve immunisée D. Réserve disponible V. Bénéfice reporté ou perte reportée (-) VI. Subsidies en capital PROVISIONS P/ IMPÔTS & RISQUES DIFFERES VII. Les provisions pour risques et impôts différés DETTES VIII. Dettes à plus d'un an IX. Dettes à un an au plus X. Comptes de régularisation	
	- liquide		- exigible
	+ liquide		+ exigible

2.1.1. Les capitaux propres (ou fonds propres) tels que définis dans l'A.R. du 08/10/1976

- Capital souscrit : mise de fonds initiale des actionnaires ou associés, c'est-à-dire, l'engagement des associés ou actionnaires d'apporter le capital souhaité ou légal.
- Capital non appelé : un petit "-" apparaît symbolisant par là qu'il s'agit de la partie du capital souscrit par les associés, mais qu'ils n'ont pas encore libéré ou versé à la société.
Ainsi, le capital libéré ou versé additionné du capital non appelé (non libéré ou non versé) est égal au capital souscrit.
Il s'agit de la créance à long terme que la société possède sur ses actionnaires ou associés ; dans la mesure où le capital obligatoirement souscrit intégralement (par exemple 18.600 euros pour une SPRL) ne doit être libéré (versé) que du minimum légal (6.200 euros dans l'exemple). Ce

compte, malgré le principe de non compensation des avoirs et des dettes, figure au passif du bilan en moins (d'où le signe moins à la droite de la rubrique). Ainsi, à tout instant, nous pouvons connaître le capital réellement versé et à disposition de la société.

- Les primes d'émission : assimilées à du capital, il s'agit d'un droit d'entrée demandé aux nouveaux associés ou actionnaires afin de garantir l'égalité de traitement entre les anciens et les nouveaux actionnaires ; nous rencontrerons cette problématique en cas d'augmentation du capital. En effet, le pair comptable de l'action n'est pas égal à la valeur de l'actif net ; le pair comptable est égal au capital souscrit divisé par le nombre de titres. L'actif net est égal au capital augmenté des réserves comme nous allons le définir plus loin.
- Plus-values de réévaluation : de manière générale, nous distinguons trois catégories de plus-values :
 - 1) Les plus-values latentes ou non exprimées au bilan ;
 - 2) Les plus-values exprimées ou comptabilisées et reprises au bilan (c'est le point III) ; cette deuxième catégorie de plus-values, est immunisée d'impôts tant qu'elle répond à la condition d'intangibilité fiscale, c'est-à-dire tant qu'elle est maintenue dans la rubrique III du passif qui sera à considérer comme une réserve indisponible (on ne peut pas y toucher).
 - 3) Les plus-values exprimées ou comptabilisées et réalisées ; c'est-à-dire, lorsque l'objet de la plus-value est vendu (exemple : on vend l'immeuble qui a réalisé la plus-value- et la plus-value devient alors imposable).
- Les rubriques IV et V : elles constituent le report, d'années en années, du bénéfice ou de la perte de l'exercice comptable, lors de l'affectation des résultats. Ces rubriques servent de lien entre le bilan et le compte de résultat, comme nous le verrons plus loin dans le cours.
- C'est dans ces deux rubriques que nous allons retrouver le solde du bénéfice ou de la perte nette d'impôts d'années en années.
- Subsides en capital : il s'agit de "faux" fonds propres ; en effet, nous y comptabiliserons les aides octroyées par la région (wallonne pour nous) suite à un investissement réalisé par fonds propres. C'est pour cela que l'on retrouve cela dans les fonds propres car ils vont compenser les efforts en investissements.

2.1.2. Les actifs immobilisés

- Les frais d'établissement : il s'agit de frais supportés lors de la création, de la transformation ou de l'augmentation de capital d'une société (exemples : frais de notaire, les frais de consultants tels que ceux que nous engendrons, les frais d'avocats qui établirait les conditions générales de vente de notre entreprise,...) ; il s'agit d'actifs fictifs ("faux" actifs) ; En effet il s'agit de "frais" qui grève la rentabilité du premier exercice comptable ; nous pourrions décider de les activer (de les reprendre dans cette rubrique I de l'actif) afin de les répartir sur les premières années de l'exploitation de l'entreprise, par le jeu de l'amortissement.
- Les immobilisations incorporelles (ou immatérielle) : il s'agit par exemple, des frais de recherche et de développement (qui seront aussi des actifs fictifs, vu qu'une fois encore on parle de frais), de goodwill (il s'agit de la différence entre le prix de vente d'un fond de commerce et sa valeur comptable, autrement dit, c'est la moins-value pour l'acheteur ou la plus-value pour le vendeur), le know-how (ou savoir faire), acquisition d'un brevet ou acquisition d'une licence exclusive d'exploitation.
- Immobilisations détenues en leasing et assimilés : synonyme de leasing, location-financement ou crédit-bail ; il s'agit d'une opération d'acquisition financée par un tiers, la société de leasing, dans laquelle la société de leasing est et reste le propriétaire juridique du bien loué jusqu'à la dernière échéance de remboursement et le locataire (l'entreprise qui achète le bien) est considéré, dès la signature du contrat, comme le propriétaire économique du bien, raison pour laquelle on retrouve le leasing à l'actif du bilan car bien avec une option d'achat. Dans la même rubrique, « et droits assimilés » ; il s'agit d'opérations emphytéotiques, c'est-à-dire, des

locations à très long terme, un bail à très long terme (99 ans) (exemple : Louvain-la-Neuve), on paie dès lors chaque année un « canon » emphytéotique.

- Autres immobilisations corporelles : même si l'on utilise le terme « autre » cela reste précis, on y retrouve en effet les frais d'aménagement des locaux dont l'exploitant est propriétaire ou locataire (suivant que l'on est propriétaire ou locataire, l'amortissement sera différent, nous y reviendrons plus loin).
- Les immobilisations financières : elles reprendront deux grandes catégories d'opérations :
 - 1) Les actions et parts acquises dans d'autres sociétés, lesquelles seront elles-mêmes réparties en 3 catégories :
 - b) Les participations dans des entreprises liées (participation strictement supérieure à 50%) >50%
 - c) Les entreprises avec lien de participation (participation comprise entre 20 et 50%) <=50%
 - d) Les autres participations (participations comprises entre 0 et 20%) <=20%
 - 2) Nous y retrouverons également les cautionnements (ou garanties) versés en numéraire (en espèces) (exemple : la garantie locative, la garantie versée au secrétariat social, la garantie versée à Electrabel,...et toutes autres garanties versées à un tiers).

2.1.3. Les actifs circulants

- Les créances à plus d'un an : lorsque nous établissons un bilan, nous devons distinguer les créances mais aussi les dettes dont l'échéance, par rapport à la date de clôture de ce bilan est supérieur ou inférieur à 12 mois (1 an). Dès que l'échéance de la créance est supérieure à 12 mois, on placera dans la rubrique « créances à plus d'un an ». On verra plus loin que dans les comptes annuels de la BNB on tiendra compte des dettes inférieures à 1 an, à 5 ans et à plus long terme.
- Les stocks et commandes en cours d'exécution : cette rubrique, reprendra 2 catégories d'opérations :
 - 1) Les stocks : répartis suivant le secteur d'activité de l'entreprise ; nous aurons ainsi, pour les entreprises industrielles, le résultat de l'inventaire des stocks d'approvisionnement et matières premières, les en-cours de fabrication, et les produits finis ; pour les entreprises commerciales, le stock de marchandises restant à la date de clôture du bilan ; pour les sociétés immobilières, le stock d'immeubles à vendre ou construit en vue de la revente.
 - 2) Les commandes en cours d'exécution : elles concernent les entreprises qui travaillent sur commande (par exemple : les imprimeries)
- Les placements de trésorerie : Peu importe leurs durées, moins d'un an égal ou plus d'un an, nous y imputerons le fruit de l'acquisition d'actions et parts, de titres à revenus fixes (comme les bons de caisse ou encore les obligations ou fonds d'état), nous y imputerons aussi le fruit des livrets d'épargne ou autres carnets de dépôt. Mais attention de ne pas confondre les rubriques 8 et 4 !

Remarque : avant d'imputer le résultat de l'acquisition d'actions ou parts, nous vérifierons quelle a été l'intention de l'acquéreur (l'entreprise) ; en effet, dans la rubrique IV (immobilisations financières), nous avons, notamment, les actions et parts détenues en dessous de 20% ; celles-ci seront soit imputées dans la rubrique IV s'il y a intention de contrôle de la filiale. Par contre, s'il s'agit d'un placement du BPF (bon père de famille, suivant l'expression juridique consacrée), elles seront imputées dans la rubrique VIII (placements de trésorerie).

- Valeurs disponibles : nous y regrouperons les comptes à vue détenus auprès des organismes financiers, de la poste ainsi que la caisse.
- Comptes de régularisation : aussi bien à l'actif qu'un passif ; il s'agit là de comptes de pure technique comptable qui, lorsque nous tenons une comptabilité complète, nous permettrons de respecter le principe du CUT OFF ; c'est-à-dire, de la césure précise (partage) entre chaque exercice comptable. Autrement dit, il s'agira d'approprier les charges et les produits à l'exercice comptable auquel il se rapporte. Ainsi, nous distinguerons les charges à reporter et les produits acquis pour l'actif (rubrique X) et d'autre part, les charges à imputer et les produits à reporter pour le passif (rubrique X).

2.1.4. Provisions pour impôts et risques différés

- Provisions pour risques et impôts différés : nous y comptabiliserons :
 - 1) Les provisions pour risques et charges (exemple : réparations importantes, changement de machines de production,...) ;
 - 2) Impôts différés : nous y comptabiliserons l'impôt latent (futur) sur les subsides en capital et sur les plus-values de réévaluation.

2.1.5. Dettes

- Dettes à plus d'un an : comme nous l'avons vu à l'actif pour les rubriques V et VII, nous comptabiliserons dans la rubrique VIII les dettes dont l'échéance de remboursement, par rapport à la date d'établissement du bilan, est supérieure à 12 mois.
- Dettes à moins d'un an : dont l'échéance est inférieure à 12 mois (toujours par rapport à la date d'établissement du bilan). En outre, ces deux rubriques (VIII & IX) distinguerons les dettes suivant leur nature ; nous aurons ainsi les dettes financières contractées auprès des établissements de crédit, les dettes de leasing, les dettes commerciales (notamment les fournisseurs), ainsi que les dettes fiscales, sociales et salariales.

2.2. Les équations comptables

Nous allons ici introduire les équations comptables. Pour bien comprendre cette notion il convient de savoir que l'Actif est toujours égal au passif. Cette équation de base ($A = P$) sera toujours respectée tant que nous avons des opérations improductives. Les différentes équations comptables vont donc tourner autour de cette égalité actif/passif.

Il existe dès lors quatre possibilités :

+ A, - A	+ A, + P	- A, - P	- P, + P
----------	----------	----------	----------

Exemple 1 : J'ouvre une frieterie et je dépose sur le compte de l'entreprise 10.000 euros. Au bilan, mon compte en banque va augmenter (à l'actif dans la rubrique IX) et mon capital va lui aussi augmenter (au passif dans la rubrique I). J'ai donc +A / +P

BILAN		
ACTIF	PASSIF	
	Capital : + 10.000	
Banque : + 10.000		
TOTAL : 10.000	TOTAL : 10.000	→ + A, + P

Exemple 2 : J'acquiers une friteuse d'occasion payée à crédit, financement auprès de la banque en 4 ans. Coût de la friteuse 15.000 euros. Au bilan, mon compte "matériel" va augmenter de la valeur de la

machine (Rubrique III, C) et mes dettes commerciales vont augmenter, soit le compte fournisseurs (Rubrique IX, C, 1).

BILAN	
ACTIF	PASSIF
Machine : + 15.000	Capital : 10.000
Banque : 10.000	Fournisseur : + 15.000
TOTAL : 25.000	TOTAL : 25.000

→ + A, + P

Ensuite, mon compte fournisseur va disparaître au profit d'un compte dette correspondante à un établissement de crédit.

BILAN	
ACTIF	PASSIF
Machine : 15.000	Capital : 10.000
Banque : 10.000	Fournisseur : 15.000
	Fournisseur : - 15.000
	Dette + d'1 an : +15.000
TOTAL : 25.000	TOTAL : 25.000

→ - P, + P

Dans cet exemple, nous distinguons deux flux :

- 1) Le flux réel : c'est-à-dire, l'entrée physique de la chose (la friteuse dans notre exemple) dans l'entreprise, pièce justificative : la facture du fournisseur.
- 2) Le flux financier : Ensuite, je vais analyser le flux financier, c'est-à-dire, la manière dont la friteuse sera payée. Dans ce cas-ci, je la finance par banque en 48 mois. Sur le plan juridique, il y a subrogation réelle entre le fournisseur et le banquier ; le banquier paie mon fournisseur et possède un privilège sur ma friteuse tant qu'elle n'est pas payée ; sur le plan comptable, je vais substituer une dette financière à plus d'un an (Rubrique VIII, A, 4) à ma dette commerciale.

Avant toute imputation comptable, je devrai me poser les questions suivantes :

- 1) S'agit-il d'une OI ou d'une OP ?
- 2) Combien ai-je de flux dans l'opération à imputer ? ; en général, toute opération possède deux flux différents :
 - a) le flux réel (de « res » en latin, la chose), ou également flux physique, c'est-à-dire, entrée de la chose dans l'entreprise. En contrepartie à ce flux réel, correspondra toujours un compte à payer (fournisseur) ou un compte à recevoir (client).
 - b) Une fois que le flux réel est comptabilisé, nous allons analyser la manière dont ce flux réel sera payé ou encaissé, suivant le cas. La distinction entre flux réel et financier, a d'autant plus d'importance, même si la facture est payée ou encaissée au grand comptant (directement), que la législation comptable impose la tenue d'un compte individuel par client ou par fournisseur, suivant le cas.

A l'issue des deux exemples, nous constatons l'égalité entre l'actif et le passif.

BILAN	
ACTIF	PASSIF
Machine : 15.000	Capital : 10.000
Banque : 10.000	Dette + d'1 an : 15.000
TOTAL : 25.000	TOTAL : 25.000

Exemple 3 : Je décide de transférer 250 euros de la banque vers la caisse.

BILAN	
ACTIF	PASSIF
Machine : 15.000	Capital : 10.000
Banque : 10.000	Dette + d'1 an : 15.000
Banque : - 250	
Caisse : + 250	
TOTAL : 25.000	TOTAL : 25.000

→ - A, + A

Un transfert de la banque vers la caisse ou entre banques, constitue un flux financier, qui ne modifie pas les rubriques du bilan, la caisse et les banques étant dans la même rubrique X "Valeurs disponibles".

Exemple 4 : J'achète du mobilier pour 100.000 euros, paiement à crédit

BILAN	
ACTIF	PASSIF
Machine : 15.000	Capital : 10.000
Mobilier : + 100.000	Dette + d'1 an : 15.000
Banque : 9.750	Fournisseur : + 100.000
Caisse : 250	
TOTAL : 125.000	TOTAL : 125.000

→ + A, + P

Nous constatons un flux car nous ne payons pas le mobilier maintenant.

Exemple 5 : J'achète des bons de caisse à 8 ans pour 5.000 euros.

BILAN		BILAN	
ACTIF	PASSIF	ACTIF	PASSIF
Machine : 15.000	Capital : 10.000	Machine : 15.000	Capital : 10.000
Mobilier : 100.000	Dette + d'1 an : 15.000	Mobilier : 100.000	Dette + d'1 an : 15.000
B de caisse : + 10.000	Fournisseur : 100.000	B de caisse : 10.000	Fournisseur : 100.000
Banque : 9.750		Banque : - 250	Dette - d'1 an : + 250
Banque : - 10.000		Banque : + 250	
Caisse : 250		Caisse : 250	
TOTAL : 125.000	TOTAL : 125.000	TOTAL : 125.250	TOTAL : 125.250

Un flux financier qui va avoir un impact sur la rubrique "placement de trésorerie" de l'actif qui va augmenter à 50.000 euros et faire diminuer la trésorerie.

Remarque : la banque étant négative, sur le plan comptable, nous ne pouvons pas compenser ; hors, dans le cas présent, l'entrepreneur a une dette financière envers sa banque de 250 euros. Nous devons par conséquent procéder au reclassement cette dette financière au passif du bilan parmi les de dettes à moins d'un an.

Cette écriture de reclassement devra être classée au moins une fois par an à la date de clôture du bilan. Sur le plan financier, l'entrepreneur aurait du négocier avec son banquier l'ouverture d'une ligne de crédit de caisse. La notification de cette ouverture de ligne de crédit par le banquier n'entraîne pas d'écriture au niveau du bilan ; mais, l'ouverture de cette ligne de crédit, est souvent liée à une garantie demandée par la banque.

Par conséquent, la garantie offerte à la banque fera l'objet de deux écritures possibles :

1. Ou bien, l'entrepreneur remet des bons de caisse en garantie de l'ouverture de la ligne de crédit. Dans notre exemple, l'entrepreneur disposant de bons de caisse déjà comptabilisés, il n'y aura pas d'autres écritures comptables à imputer.
2. La banque pourrait prendre une inscription sur le fond de commerce ou le cas échéant sur un bien appartenant à l'entrepreneur

Dans cette seconde alternative, l'inscription prise par la banque devra être enregistrée en comptabilité ; mais elle n'aura pas d'impact sur le bilan et sur le compte de résultat

La garantie prise par la banque sera, dans cette hypothèse, enregistrée dans la classe 0 du PCMN intitulée "droits et engagements hors bilan". C'est en effet l'engagement de l'entrepreneur de rembourser régulièrement son crédit de caisse et le droit éventuel de la banque d'exécuter la garantie et donc ici par exemple de faire vendre le fond de commerce.

Ces droits et engagements réciproques seront repris dans les annexes aux comptes annuels BNB.

Exemple 6 : J'obtiens de mon banquier un financement à tempérament de 100.000 euros remboursable en 5 ans pour financer le mobilier acheté à crédit.

BILAN	
ACTIF	PASSIF
Machine : 15.000 Mobilier : 100.000	Capital : 10.000
B de caisse : 10.000	Dette + d'1 an : 15.000 Dette + d'1 an : + 100.000
Caisse : 250	Fournisseur : 100.000 Fournisseur : - 100.000 Dette - d'1 an : 250
TOTAL : 125.250	TOTAL : 125.250

Dans cette opération, la banque remettra à l'entrepreneur un chèque certifié de 100.000 euros à l'ordre de son fournisseur.

Exemple 7 : nous achetons des marchandises pour 25.000 euros et nous signons une lettre de change à l'ordre de notre fournisseur.

Il s'agit ici d'une opération productive ; mais tant que l'entrepreneur n'a pas vendu de marchandises, ses marchandises se trouvent dans le stock. Donc, opération improductive (rubrique VI A 4 de l'actif du bilan) ; ce n'est qu'au moment où il aura vendu ses marchandises qu'elles seront consommées et donc, qu'elles passeront progressivement dans le compte de résultat, via le mécanisme de la variation des stocks que nous aurons l'occasion d'étudier en détail ultérieurement.

BILAN	
ACTIF	PASSIF
Machine : 15.000 Mobilier : 100.000	Capital : 10.000
Stock : + 25.000	Dette + d'1 an : 115.000 Dette - d'1 an : 250
B de caisse : 10.000	Fournisseur : + 25.000 Fournisseur : - 25.000 Effet à payer + 25.000
Caisse : 250	
TOTAL : 150.250	TOTAL : 150.250

On a donc ici 2 flux :

- Le flux réel (en rouge) : entrée des marchandises physiquement dans le stock et le fournisseur augmente de 25.000.
- Le flux financier (en bleu) : la manière dont ces marchandises vont être payées (ici au moyen d'une lettre de change que nous appellerons effet à payer).

La lettre de change signée par l'entrepreneur à l'ordre de son fournisseur, provoquera un changement de compte au niveau du PCMN, mais, ne modifiera pas la rubrique du bilan ; la lettre de change étant toujours une dette commerciale.

Regardons à présent le total de notre bilan par rubriques :

BILAN			
ACTIF		PASSIF	
ACTIFS IMMOBILISES	115.000	CAPITAUX PROPRES	10.000
ACTIFS CIRCULANTS	35.250	PROVISIONS POUR I & R DIFFERES	0
		DETTES	140.250
TOTAL ACTIF : 150.250		TOTAL PASSIF : 150.250	

Remarque : en personne physique, les capitaux propres ou fonds propres, ne reprendrons au maximum que deux rubriques : la rubrique I (capital personnel) ; mais, celui-ci n'existera pas toujours ! En effet, il y a confusion de patrimoines l'entrepreneur étant solidaire de lui-même. L'apparition de ce compte capital personnel sera souvent, dans la pratique, la conséquence du compte de l'exploitant, lequel sera lui-même le reflet des parties privées ou des charges non déductibles sur le plan fiscal (TVA et IPP).
Deuxième rubrique : la rubrique V (résultat reporté) : qui enregistrera le report, à la date de clôture de l'exercice comptable, du bénéfice ou de la perte de l'exercice.

Remarque 2 : ayant regroupé les rubriques du bilan en masses de capitaux, nous pouvons calculer l'actif net.

- Actif net : il s'agit de la valeur minimale de l'entreprise ; minimale de par l'existence du principe de prudence comptable qui est obligatoire.
- Principe de prudence (article 19 de l'AR d'octobre 1976) : la législation comptable nous oblige à imputer les amortissements, les réductions de valeurs et les provisions pour risques et charges, de manière systématique, c'est-à-dire sans qu'il puisse dépendre du bénéfice ou de la perte de l'exercice comptable. Autrement dit, tout notre système comptable est un système en coûts historiques, qui repose sur la notion de prix d'acquisition.
- Prix d'acquisition (article 21) : le coût d'achat des marchandises ou des fournitures ou des prestations, suivant le cas, hors TVA, diminué des RRR (remises, ristournes et rabais) et augmenté des frais accessoires (transport ainsi que la TVA non déductible).
- Il n'y a donc pas de revalorisation du bilan, sauf notions de plus-value que nous verrons en temps voulu.
- Actif net ou Capitaux propres : Actif – Dettes – Provisions pour risques et impôts différés.

3. Les opérations productives

3.1. Définition

Une opération sera dite productive, dès qu'elle modifie l'activité de l'entreprise et entraîne une charge ou un produit.

Une opération productive aura par conséquent un double impact :

- D'une part sur le compte de résultat
- Et d'autre part, sur le bilan ;

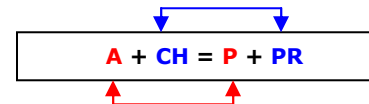
Une charge devant effectivement être payée, elle aura pour contrepartie un compte de passif (compte à payer) ; un compte de produit devra être encaissé et aura par conséquent, comme contrepartie, un compte d'actif ou à recevoir.

3.2. Inégalité actif / passif

Ces opérations productives, ayant un impact tant sur le compte de résultat que sur le bilan, déséquilibrera notre égalité de base, l'actif n'étant plus égal au passif. Pour retrouver l'égalité, nous devons ajouter à l'actif les comptes de charges et au passif, les comptes de produit.

Cette inégalité traduit le résultat de l'exercice comptable (bénéfice ou perte). Nous aurons deux manières de calculer le résultat de l'entreprise :

- Par différence entre les comptes d'actif et de passif
- Par différence entre les comptes de charge et de produit



Ces deux manières de calculer le résultat de l'entreprise subsisteront tout au long de l'exercice comptable et jusqu'à l'affectation définitive du résultat laquelle soldera le compte de résultat pour reporter le bénéfice ou la perte de l'exercice au passif du bilan, en diminution ou en augmentation des capitaux propres.

3.3. La structure du compte de résultat

La structure du compte de résultat est importante pour donner une première interprétation globale du résultat de la période considérée.

Compte de résultat suivant l'AR du 8 octobre 1976. Il existe deux schémas, nous allons voir celui sous forme de comptes afin de bien distinguer chaque étape. Dans la pratique, on travaille souvent sous forme de liste.

En comptabilité générale, c'est-à-dire dès que nous établissons les comptes annuels internes ou externes pour informer fidèlement les tiers à l'entreprise, le compte de résultat présentera les charges et les produits par nature ; Par contre, en comptabilité analytique, cette répartition par nature sera totalement insuffisante et nous serons obligé de la transformer en répartition par destination, c'est-à-dire par section, par centre de frais ou encore appelé centre de responsabilité.

Ainsi, en comptabilité analytique, nous parlerons de comptabilité par les objectifs (de vente).

3.4. Remarques sur le compte de résultat

- Marge brute : ce premier sous total est imparfaitement appelé marge brute et, en outre, la notion de marge brute retenue en comptabilité générale (financière) diffère dans les comptes annuels internes et externes :
 - Comptes annuels internes (schéma de l'AR 8/10/1976) : la marge brute est définie comme étant la différence entre le chiffre d'affaires et les seuls achats consommés.
 - Comptes annuels externes (ou BNB) : les comptes annuels externes, s'ils sont imposés par l'Arrêté Royal du 8 octobre 1976 (pour les moyennes et grandes entreprises, au sens de la législation comptable), leurs contenus et structures sont définis par la Banque Nationale ; dans ce schéma (de la BNB), la marge brute est définie comme étant la différence entre le chiffre d'affaires et la somme des achats consommés et des services et biens divers.

Néanmoins, cette marge brute est incomplète et nous devons, sur le plan analytique, distinguer, d'une part, les centres de frais et d'autre part, la notion de coûts variables et de coûts fixes.

Nous parlerons ainsi, sur le plan analytique, de marge sur coûts variables, encore appelée contribution marginale ; c'est-à-dire, de calculer le surplus des ventes par rapport aux coûts variables (directs et/ou indirects).

COMPTE DE RESULTAT

CHARGES	PRODUITS	
II. A. Coût des ventes et prestations 1. Achats 2. Variation de stocks	I. Ventes A. Chiffre d'affaires B. Variation des commandes en cours et des produits finis	Marge brute (BNB)
II. B. Services et biens divers		Marge brute
II. C. Rémunérations, ch. sociales et pensions	C. Production immobilisée	
II. D. Amortissements et réd. de valeurs	D. Autres produits d'exploitation	
II. E. Réductions de valeurs		
II. F. Provisions pour risques et charges		
II. G. Autres charges d'exploitation		III. Résultat D'exploitation
V. Charges financières A. Charges des dettes B. Réductions de valeurs sur les charges financières (nous y reviendrons) C. Les autres charges financières	IV. Produits financiers A. Produits des immobilisations financières B. Produits des actifs circulants C. Les autres produits financiers	VI. Résultat courant avant impôts (Résultat financier si nous ne considérons que IV - V -> lecture horizontale)
VIII. Charges exceptionnelles	VII. Les produits exceptionnels	
X. A. Impôts (charges fiscales)	X. B. Impôts (produits fiscaux)	IX. Résultat de l'exercice avant impôts (Résultat exceptionnel si on ne considère que VII - VIII -> lecture horizontale)
Résultat de l'exercice après impôt (Résultat fiscal si on ne considère que X, A - X, B -> lecture horizontale)		

Le compte de résultat se lit de manière verticale, mais aussi horizontale.

- Les services et biens divers : nous y regrouperons, par nature de charges, les locations, les entretiens et réparations, les fournitures faites à l'entreprise (exemple : électricité, téléphone, gaz, GSM, carburant, mazout, frais postaux, fournitures de bureau, eau,...), les rétributions de tiers (honoraires de l'avocat ou du comptable, frais de gestion payés à un secrétariat social, les commissions payées à des indépendants, assurances,...), les frais commerciaux (la publicité, le mailing, les restaurants,...), les sous-traitants, les frais d'intérimaires et les rémunérations dirigeants d'entreprise indépendants.
- Rémunérations, charges sociales et pensions : nous y retrouverons l'imputation des frais liés à l'engagement de travailleurs inscrits au registre du personnel (employés, ouvriers, apprentis, personnel domestique,...). Parmi ces frais, citons les rémunérations, les charges d'ONSS patronal, l'assurance accident du travail, les frais de cantine, les frais liés au service médical, l'intervention de l'employeur dans les frais de déplacement du domicile au lieu de travail, les chèques repas, l'assurance groupe prise pour le personnel,...
- Dans les charges II, D-E-F : sources de cash flow (ce cash flow sera calculé en analyse financière, nous y reviendrons dans le future) / principe de prudence (nous y reviendrons plus loin dans le cours).

- Autres charges d'exploitation : sans être un compte fourre-tout, nous y retrouverons les frais d'établissement s'ils ne sont pas activés, c'est-à-dire reclassés à la rubrique I de l'actif du bilan. Pour une personne physique, l'inscription au guichet d'entreprise. Mais aussi, le cas échéant, et c'est notamment le cas pour les entrepreneurs, les déchets professionnels
- Autres produits d'exploitation : nous y retrouverons les subsides à l'emploi, les remboursements d'assurances, les revenus des locations d'immeubles, ou encore, par exemple, la refacturation de frais administratifs.
- Résultat d'exploitation : le résultat d'exploitation est donc la différence entre les rubriques I A, B, C, D et les rubriques II, A, B, C, D, E, F, G. Ce résultat peut être bénéfice ou perte. Le résultat d'exploitation est le reflet de l'activité quotidienne et "normale" de l'entreprise.
- Les charges financières : nous allons y retrouver deux catégories d'opération ;
 - 1) Les charges de la dette (rubrique V, A) : c'est-à-dire le coût du capital emprunté (intérêts) ; autrement dit, les intérêts sur le crédit de caisse, les intérêts sur les crédits d'investissement et les intérêts sur les autres financements personnels ou à tempérament.
 - 2) Les autres charges financières : frais bancaires ; c'est-à-dire, non seulement, les frais de gestion, les assurances sur l'utilisation du compte bancaire, mais aussi et nous y reviendrons lorsque nous analyserons la tenue du livre de caisse, les intérêts sur comptes de carte de crédit (commissions retenues sur les paiements Visa, Eurocard, Mastercard, American Express,... Dans la pratique ce n'est jamais très clair, cela figure simplement sur les extraits en petit. Supposons qu'un restaurant encaisse la totalité de ses recettes par carte visa ; lors de l'imputation des extraits bancaires, nous devons ventiler le montant net crédité sur l'extrait bancaire par rapport au montant brut de la recette client. La différence entre les deux, c'est-à-dire la commission, est une opération productive que nous imputerons dans la rubrique V, C "autres charges financières").

- Produit des actifs circulant : c'est notamment ici que nous retrouverons les intérêts débiteurs.
- Résultat courant avant impôt : cumul de la marge brute, +/- résultat d'exploitation, +/- résultat financier.
- Chiffre d'affaires (lien avec le premier chapitre) : Signification de la notion de chiffre d'affaires dans la distinction moyenne et grande entreprise :
 - 1) Si on a une entreprise commerciale ou une entreprise prestataire de services, le chiffre d'affaires est égal à la rubrique I, A du compte de résultat.
 - 2) Si nous avons une entreprise immobilière, le chiffre d'affaires est égal à la somme des rubriques I, A, B, C et D.
 - 3) Si nous avons une société financière, un holding qui gère des participations financières, et recueille des dividendes, le chiffre d'affaires sera égal à la somme des rubriques I, A, B, C, D + IV, A.
- Résultat exceptionnel : qu'entends-on par résultat exceptionnel ? Parmi les charges ou les produits exceptionnels, nous imputerons deux types d'opérations :
 - 1) Le mot exceptionnel signifie une charge ou un produit relatif à un exercice antérieur (parallèle à faire avec les comptes de régularisation dans le bilan, nous y reviendrons plus loin). Supposons que le délégué commercial ait eu un accident de roulage entre le 25 décembre et le 31 décembre ; la voiture est totalement sinistrée et la compagnie d'assurance doit indemniser l'entreprise ; sur le plan de l'imputation comptable, trois alternatives sont possibles :
 - La compagnie d'assurance verse l'indemnité avant la clôture annuelle du 31 décembre (à ce moment là, on parlera d'un produit d'exploitation et nous l'imputerons dans la rubrique I, D) ;
 - L'indemnité n'est pas versée avant la clôture annuelle du 31 décembre, mais elle est versée le 15 juillet de l'année suivante. Dès lors, elle est postérieure aux six mois. Dans cette hypothèse, l'indemnité étant reçue et notifiée après le délai de six mois suivant la clôture annuelle, nous ne pouvions pas provisionner l'indemnité et nous l'imputerons en produits exceptionnels.
 - L'indemnité est notifiée à l'entreprise dans la période des six mois ; le paiement ayant lieu dans ou après cette période, nous devons provisionner cette indemnité dans la clôture du bilan (de l'exercice concerné par l'accident). Par conséquent, nous passerons une écriture d'opération diverse à la date de clôture du bilan, par laquelle, nous imputerons l'indemnité en "autres produits d'exploitation".
 - 2) Le mot exceptionnel signifie qu'il s'agira d'opérations occasionnelles, non récurrentes (exemple : la vente d'une voiture de la société dans le cadre d'une fiduciaire. Cela doit être exceptionnel par rapport à l'exercice comptable).
- Les impôts (rubriques XI) : la rubrique XI reprendra uniquement l'imputation des impôts directs ; par contre, les taxes indirectes seront toujours imputées au point G (autres charges d'exploitation). Exemple de taxes indirectes : le précompte immobilier, la taxe de circulation, la cotisation société, la taxe radio, la taxe sur les enseignes lumineuses, la TVA non déductible,... Les taxes régionales ne sont, pour la plupart, plus déductibles, nous y reviendrons.

3.5. Note sur l'encodage d'une pièce justificative

Avant d'encoder une pièce justificative, nous ferons attention aux points suivants :

- 1) Quelle est l'activité de l'entreprise dont nous tenons la comptabilité ? (la comptabilité doit être le reflet de la réalité, elle doit reprendre de manière intégrale, toutes les opérations de l'entreprise) ;
- 2) S'agit-il d'une opération improductive ou productive ?
- 3) S'il s'agit d'une opération productive, quel est l'impact de cette opération sur les différents sous totaux du compte de résultat (où vais-je l'encoder ?)

3.6. Exemples d'opérations productives et improductives

Imaginons que nous ouvrons une petite librairie...

- **Opération 1** : Immatriculation au guichet d'entreprise : 70 €
Il s'agit d'une opération productive : car ces frais ont un impact sur le résultat de l'activité de l'entreprise ; nous pourrions envisager "d'activer" ces frais, c'est-à-dire de les imputer à l'actif du bilan sous la rubrique I (frais d'établissement) compte tenu du faible montant. Dans le cas présent, nous ne les activerons pas, nous les considérerons comme une charge "normale".
Flux financier : autres charges d'exploitation, rubrique II, G (dans le compte de résultat)

Actif	+	Charges	=	Passif	+	Produits
0		+ 70		+ 70		0

- **Opération 2** : Nous ouvrons un compte en banque et y déposons 50.000 € de capital.
Opération improductive (opération de patrimoine) ne met en jeu que la structure du bilan. Le compte en banque "augmente" à l'actif et le capital "augmente" au passif.
Flux financier : pièce justificative : extrait bancaire
- **Opération 3** : Transfert de 100 € de la banque dans la caisse
Il s'agit d'une opération improductive (mouvement uniquement dans le bilan : caisse et banque) avec un flux financier.

Bien qu'ayant deux pièces justificatives, le reçu du guichetier ou le ticket du paiement électronique qui constitueront ma pièce de caisse N°1 et l'extrait bancaire N°2, en terme de rubrique du bilan, la caisse et la banque font partie de la rubrique IX, il n'y a donc pas de changement dans le montant de la rubrique.

- **Opération 4** : Paiement du guichet d'entreprise de l'opération 1 (en espèce)
Il s'agit d'une opération improductive (mouvement uniquement dans le bilan : caisse et fournisseur) avec un flux financier.
- **Opération 5** : Achat d'une voiture utilitaire pour 4.000 € financée en deux années
Il s'agit d'une opération improductive
Flux réel impact sur le bilan (rubrique III, C + rubrique IX, C, 1)
Flux financier (on parle directement du financement) : impact sur la rubrique du bilan VIII, A, 4
- **Opération 6** : Achat de livre pour 1.000 €, paiement 30 jours facture.
Il s'agit d'une opération productive, car impact sur le compte de résultat.
Flux réel uniquement, car paiement dans 30 jours.
- **Opération 7** : Supposons que nous clôturons l'exercice comptable dans l'état actuel des comptes et nous constatons à l'inventaire, un stock de livre de 995 €, une différence de 5 € (un livre est introuvable)
- **Opération 8** :
 - a) Supposons que le livre introuvable soit retrouvé 15 jours après sur ma table de nuit
 - b) Supposons que le livre est perdu (rubrique VIII, E) autres charges exceptionnelles
 - c) Supposons que lors du transport, le chauffeur un peu ivre renverse son camion et un livre est abîmé. (Dans la RC exploitation, la compagnie d'assurance nous indemnise)

Dans cette 3^{ème} alternative, le produit d'exploitation ne peut être imputé que si l'indemnité est reçue avant la clôture de l'exercice comptable, ou si l'indemnité est notifiée dans les 6 mois qui suivent la clôture de l'exercice comptable (principe d'actualité). Si, par contre, l'indemnité est notifiée et perçue après les 6 mois suivant la clôture des comptes, nous aurons :

- Dans l'exercice à clôturer 2004 par exemple : une charge exceptionnelle
- Dans l'exercice suivant 2005 par exemple: un produit exceptionnel (VII, E)

- Opération 9 : L'exercice n'étant pas clôturé, nous devons annuler l'impact de l'inventaire
- Opération 10 : Nous négocions une ligne de crédit auprès de la banque de 50.000 € ; la banque nous demande en garantie de l'ouverture de crédit, de déposer des bons de caisse à 3 ans pour la même valeur.

L'ouverture de crédit n'est ni improductive, ni productive. Cela ne donne jamais lieu à une écriture comptable ; en effet, l'ouverture de crédit est une possibilité FUTURE de descendre en négatif sur le compte en banque.

Or la comptabilité enregistre des pièces justificatives passées. Conséquence de l'ouverture de crédit : j'ai des garanties

- Dépôt de bons de caisse à 3 ans (50.000 €)
- Achat de bons de caisse (opération improductive – flux financier, opération de patrimoine)

- Opération 11 : La banque débite 25 € d'intérêts sur l'utilisation du crédit de caisse (les valeurs disponibles sont = - 70 €)
Opération productive & Flux financier

- Opération 12 : Nous recevons l'avis d'échéance de paiement des lois sociales d'indépendant : 1000 €
Opération productive (impact sur le compte de résultat : rubrique II, C)
Flux réel (réception de l'avis : facture)

- Opération 13 : Nous vendons pour 1.200 € le stock marchandises
Opération productive
Flux réel (nous vendons, mais on ne sait pas comment)

3.6.1. Sous totaux du compte de résultat

- 1^{er} niveau : Marge brute
Chiffre d'affaires : 1.205 € - Achat de marchandises : 1.000 € = **Marge brute de 205 €**
- 2^{ème} niveau : Résultat d'exploitation
Marge brute : 205 € - Rémunérations : 1.000 € - Autre charges d'exploitation 70 € = **Perte d'exploitation de - 865 €**
- 3^{ème} niveau : Résultat courant avant impôts
Perte d'exploitation - 865 € - Charge de dettes 25 € = **Perte courante avant impôts - 890 €**
- 4^{ème} niveau : Résultat de l'exercice avant impôts
Perte courante avant impôt - 890 € - néant = **Perte de l'exercice avant impôts - 890 €**
- 5^{ème} niveau : Résultat de l'exercice après impôts (pas d'impôt car perte)
Perte de l'exercice avant impôt - 890 € - néant = **Perte de l'exercice - 890 €**

Remarque : Nous constatons que les différents sous totaux du compte de résultat nous permettent de justifier l'origine du résultat ; Dans le cas présent, la perte dégagée de 890 € n'est pas liée à une marge brute insuffisante ; n'oublions toutefois pas que la notion de marge brute dégagée ici est incomplète (on n'a pas la main d'œuvre).

Dans le cas présent, la perte dégagée provient du résultat d'exploitation et, plus précisément de l'importance relative des lois sociales d'indépendant.

Dans le cas présent, la perte dégagée est sous-estimée ; en effet, nous avons une camionnette d'occasion qui n'a pas encore été amortie ; or l'amortissement doit être imputé (II D charge d'exploitation)

3.6.2. Sous totaux du bilan▪ Total de l'actif

Actifs immobilisés : 4.000 €

Capitaux propres : 50.000 €

Actifs circulants : 51.205 €

Créances : 1.205 €

Placement trésorerie : 50.000 €

Valeurs disponibles : - 95 € (Opération 14 : à reclasser au passif – dettes financières à court terme)

Total Actifs : 55 205 €

Remarque sur l'opération 14 : Nous constatons que les valeurs disponibles sont négatives ; Compte tenu du principe de non compensation des avoirs et des dettes, nous ne pouvons pas laisser un compte de valeurs disponibles ou compte d'actif négatif à l'actif, nous devons toujours le reclasser au passif sous la rubrique la plus appropriée ; comme il s'agit ici de trésorerie active négative, nous le reclasserons en trésorerie passive positive (rubrique IX, B, 1 : dettes financière à court terme)

▪ Total du passif

Capitaux propres : 50.000 €

Dettes : 6.095 €

Total Passif : 56.095 €

Actif	+	Charges	=	Passif	+	Produits
52.205		2.095		56.095		1.205
		57.300				57.300

Différence entre l'actif et le passif : - 890 €

Différence entre les charges et les produits : - 890 €

Remarque : Dans la mesure où nous sommes en cours d'exercice comptable, le résultat de l'exercice, c'est-à-dire la perte de 890 €, n'est pas encore « affectée », c'est-à-dire n'est pas encore reportée au passif du bilan en diminution des capitaux propres. (Rubrique V résultat reporté)

3.6.3. Etablissement du bilan et du compte de résultat

BILAN			
ACTIF		PASSIF	
Actifs immobilisés	4.000	Capitaux propres	49.110
III. C. Mobilier et matériel roulant	4.000 (5)	I. Capital personnel	50.000 (2)
Actifs circulants	51.205	V. Perte reportée	-890
VI. A. 4. Stocks marchandises	0	Dettes	6.095
-> 995 (7)		VIII. A. 4. Dettes à plus d'un an	4.000 (5)
-> -995 (9)		IX. C. 1. Fournisseurs	2.000
VII. A. Créances commerciales	1.200 (13)	-> 70 (1)	
VII. B. Autres créances	5 (8a)	-> -70 (4)	
VIII. Placements de trésorerie	50.000 (10)	-> 4.000 (5)	
IX. Valeurs disponibles	0	-> - 4.000 (5)	
-> 50.000 (2)		-> 1.000 (6)	
-> -100 (3)		-> 1.000 (12)	
-> 100 (3)		IX. Dettes financières à court terme	95 (14)
-> -70 (4)			
-> -50.000 (10)			
-> -25 (11)			
-> 95 (14)			
TOTAL ACTIF	55.205	TOTAL PASSIF	55.205

COMPTE DE RESULTAT			
CHARGES		PRODUITS	
II. A. Coûts des ventes et prestations	1.000	I.A. Ventes et prestations	1.205
1. Achat marchandises	1.000	-> 5 (opération 8a)	
-> 1.000 (opération 6)		-> 1.200 (opération 13)	
-> 995 (opération 8b)			
2. Variation de stock	0		
-> -995 (opération 7)			
-> 995 (opération 9)			
-> -5 (opération 8b)			
-> -5 (opération 8c)			
(Niveau 1) Marge brute : $1.205 - 1.000 = 205$			
II.C. Rémunérations	1.000	I.D. Produit d'exploitation	5
-> 1.000 (opération 12)		-> 5 (opération 8c)	
II.G. Autres charges d'exploitation	70		
-> 70 (opération 1)			
-> 5 (opération 8c)			
(Niveau 2) Résultat d'exploitation : $205 - 1.070 = - 865$			
V. Charges financières	25		
-> 25 (opération 11)			
(Niveau 3) Résultat courant avant impôts : $- 865 - 25 = - 890$			
VIII.E. Autres charges exception.	5		
-> 5 (Opération 5b)			
(Niveau 4) Résultat de l'exercice avant impôts : - 890			
(Niveau 5) Résultat de l'exercice après impôts : - 890			

3.7. Exercices à choix multiples

En regard de nos connaissances sur le bilan, le compte de résultat et les équations comptables, analysons quelques questions.

- 1) Le capital propre peut être égal (en terme comptable, il faut donc raisonner en terme d'équation) :
- Au capital de l'entreprise **FAUX**
 - Au capital apporté par l'entrepreneur **FAUX**
 - Au passif **FAUX**
 - A l'argent en caisse **CORRECT**

Capital propre : rubrique XI à XV

Egal (en "langue" comptable), signifie la contrepartie

- 2) Dans une entreprise qui a contracté des emprunts, le capital propre est :
- Au capital de l'entreprise **FAUX**
 - Au capital apporté par l'entrepreneur **CORRECT**
 - Au passif **FAUX**
 - A l'argent en caisse **FAUX**
- 3) Parmi les valeurs suivants quelle est ou quelles sont celles qui représentent un emploi est :
- Du matériel **CORRECT**
 - Une dette fournisseur **FAUX**
 - Une créance client **CORRECT**
 - Un emprunt **FAUX**
- 4) Le terme "capital" est :
- L'argent en caisse **FAUX**
 - Le terme financier pour désigner les ressources étrangères de l'entreprise **FAUX**
 - Le terme comptable utilisé pour exprimer les ressources mises par l'entrepreneur à la disposition de l'entreprise **CORRECT**
 - Les avoirs de l'entreprise **FAUX**
- 5) Le capital étranger est égal (en français, soit on cherche une formule) :
- A l'actif + capitaux propres **FAUX**
 - Au passif – capitaux propres **CORRECT**
 - Actifs immobilisés + capitaux propres **FAUX**
 - Actifs circulants + capitaux propres **FAUX**
- 6) Un vol d'argent de billets de banque appartenant à l'entreprise entraîne les mutations suivantes dans les postes du bilan) :
- Un "+" en banque et un "-" en caisse **FAUX**
 - Un "-" en caisse et un "-" en dettes diverses **FAUX**
 - Un "-" en banque et un "-" en capital **FAUX**
 - Un "-" en caisse et un "-" en capital **CORRECT***

* Remarque : un vol d'argent dans la caisse de l'entreprise, constitue une opération productive ; elle a un impact négatif sur le résultat de l'activité ; en terme d'équation comptable, nous aurions : un "+" charges (charge exceptionnelle) et en contrepartie, "-" en caisse (à l'actif). Ceteris paribus (toutes autres choses étant égale par ailleurs), après affectation des résultats, cette perte sera reportée dans la rubrique V (résultat reporté) des capitaux propres et diminue le capital. Par conséquent, tel que la question nous est posée, la seule réponse possible est la troisième.

- 7) La revente à crédit, sans gains ni pertes, d'un matériel usagé, entraîne les mutations suivantes dans les postes du bilan (si il est convenu que le règlement aura lieu ultérieurement par virement bancaire) :

- Un "+" en matériel et un "-" en banque **FAUX**
 - Un "+" en clients et un "-" en matériel **CORRECT**
 - Un "+" en banque et un "-" en matériel **FAUX**
 - Un "+" en matériel et un "-" en clients **FAUX**
 - Un "+" en créances diverses et un "-" en matériel **CORRECT**
- 8) Font partie de la rubrique "actifs circulants" les groupes de valeurs suivant :
- Matériel, marchandises, clients et banque **FAUX**
 - Clients, marchandises et caisse **CORRECT**
 - Clients, CCP, banque, caisse et fournisseurs **FAUX**
 - Clients, banque et caisse **CORRECT**
- 9) La subdivision de l'actif en rubriques est faite en fonction de suivant :
- Distinction entre avoirs et dettes **FAUX**
 - Degré de liquidité **CORRECT**
 - Du fait que les achats ont été effectués au comptant ou à crédit **FAUX**
 - De la distinction entre capital propre et capital étranger **FAUX**

Remarque : pour la quatrième solution, la question porterait sur la distinction entre le non exigible (capitaux propres) et l'exigible long terme et court terme (capitaux étrangers).

- 10) Les tiers qui doivent de l'argent à l'entreprise, sont :
- Les clients **CORRECT**
 - Les fournisseurs **FAUX**
 - Les prêteurs **FAUX**
 - Les emprunteurs **CORRECT**
- 11) Le compte client fait partie de quelle masse comptable :
- Les dettes **FAUX**
 - Les actifs immobilisés **FAUX**
 - Les actifs circulants **CORRECT**
 - Les capitaux propres **FAUX**

Remarque : si, à la clôture de l'exercice comptable, la balance individuelle "clients" reprend, notamment, un créance à plus d'un an sur une filiale (entreprise liée, par exemple), nous devons reclasser ce compte "client" dans la rubrique IV (immobilisations financières), dans la masse des actifs immobilisés.

- 12) Parmi les valeurs ou groupes de valeurs ci après, quelles sont celles (ou ceux) qui représentent l'ensemble des actifs circulants :
- L'ensemble des créances sur les tiers **FAUX**
 - Les stocks **FAUX**
 - Les stocks, les créances et les valeurs disponibles **CORRECT**
 - Les actifs immobilisés, les stocks, les valeurs disponibles et les créances à un an au plus **FAUX**

Remarque : la troisième réponse est correcte compte tenu des possibilités offertes ; mais, l'ensemble complet des actifs circulants, doit encore comprendre la rubrique VIII (placements de trésorerie) et la rubrique XI (comptes de régularisation d'actif)

- 13) Le valeur du capital propre peut correspondre à la valeur du :
- Capital de l'entreprise **FAUX**
 - Capital apporté par l'entrepreneur **FAUX**
 - Au passif **FAUX**
 - A l'argent en caisse **CORRECT**

Chapitre 6 : Transformation des équations comptables en débit/crédit

1. Conventions

ACTIF		CHARGES	
DEBIT	CREDIT	DEBIT	CREDIT
Solde initial +	-	+	-
PASSIF		PASSIF	
DEBIT	CREDIT	DEBIT	CREDIT
-	Solde initial +	-	+

+ ACTIF	- PASSIF	+ CHARGES	- PRODUIT	→	Débit
- ACTIF	+ PASSIF	- CHARGES	+ PRODUIT	→	Crédit

2. Exemples

Considérons un commerce de chaussure.

- Opération 1 : nous décidons de commencer un commerce au détail en chaussures. Pour ce faire, il va prendre une inscription au guichet d'entreprise. Coût de l'inscription 70 €, payé au moyen d'un chèque.
Il s'agit d'une opération productive avec un flux réel et le "début" d'un flux financier (avec le chèque).

Le flux réel :

(1) AUTRES CHARGES D'EXPLOITATION (Charges)		(2) AUTRES DETTES (Passif)	
DEBIT	CREDIT	DEBIT	CREDIT
70,00 €			70,00 €

Le flux financier :

(3) CHEQUES EMIS (Actif)		(4) AUTRES DETTES (Passif)	
DEBIT	CREDIT	DEBIT	CREDIT
	70,00 €	70,00 €	70,00 €
(Compte soldé)			

- Opération 2 : Nous ouvrons un compte bancaire et nous y déposons 10.000 €. Opération improductive avec un flux financier

(5) CAPITAL PERSONNEL (Passif)		(6) BANQUE (Actif)	
DEBIT	CREDIT	DEBIT	CREDIT
	10.000,00 €	10.000,00 €	

- Opération 3 : Nous payons le loyer du magasin et nous recevons le deuxième extrait bancaire (le premier étant l'ouverture du compte). Le loyer s'élève à 1.000 €
Opération productive car elle a un impact sur le compte de résultat avec un flux financier

(7) LOYER (Charge)	
DEBIT	CREDIT
1.000,00 €	

(8) BANQUE (Actif)	
DEBIT	CREDIT
10.000,00 €	1.000,00 €

- Opération 4 : Nous achetons du mobilier, une caisse enregistreuse, des étagères pour aménagement du magasin. Valeur des achats : 2.000 €. Financement en 3 ans auprès de la banque ; mais nous payons un acompte de 100 €.
Opération improductive avec deux flux, réel et financier.

Le flux réel :

(9) MATERIEL D'EXPLOITATION (Actif)	
DEBIT	CREDIT
2.000,00 €	

(10) FOURNISSEUR "X" (Passif)	
DEBIT	CREDIT
	2.000,00 €

Le flux financier :

(11) BANQUE (Actif)	
DEBIT	CREDIT
10.000,00 €	1.000,00 € 100,00 €

(12) FOURNISSEUR "X" (Passif)	
DEBIT	CREDIT
100,00 €	2.000,00 €

(13) ETABLISSEMENT CREDIT – FINANCEMENT X (Passif)	
DEBIT	CREDIT
	1.900,00 €

(14) FOURNISSEUR "X" (Passif)	
DEBIT	CREDIT
100,00 € 1.900,00 €	2.000,00 €
(Compte soldé)	

- Opération 5 : Transfert de 125,00 € pour alimenter un fond de caisse.
Opération improductive avec un flux financier.

(15) BANQUE (Actif)		(16) CAISSE (Actif)	
DEBIT	CREDIT	DEBIT	CREDIT
10.000,00 €	1.000,00 € 100,00 € 125,00 €	125,00 €	

Dans la réalité, nous passerons par un compte de transit appelé "virement interne", mais n'ayant pas encore abordé les comptes du plan comptable, nous simplifions ici l'écriture de ce transfert.

- Opération 6 : Nous achetons différents modèles de chaussures pour 50.000,00 €, achat financé au moyen d'une lettre de change (consulter note 2.1. ci après) à 90 jours.
Opération productive avec deux flux, réel et financier.

(17) ACHAT DE MARCHANDISES (Charge)		(18) FOURNISSEUR "Y" (Passif)	
DEBIT	CREDIT	DEBIT	CREDIT
50.000,00 €			50.000,00 €

(19) FOURNISSEUR "Y" (Passif)		(20) EFFET A PAYER (Passif)	
DEBIT	CREDIT	DEBIT	CREDIT
50.000,00 €	50.000,00 € (Compte soldé)		50.000,00 €

Transformation de la dette commerciale (facture en lettre de change)

- Opération 7 : Nous vendons notre première paire de chaussure pour 150,00 €. Paiement par terminal "Bancontact" (paiement par carte bancaire).
Opération productive avec deux flux, réel et financier.

(21) CHIFFRE D'AFFAIRES (Produit)		(22) CLIENT "A" (Actif)	
DEBIT	CREDIT	DEBIT	CREDIT
	125,00 €	125,00 €	

(23) CLIENT "A" (Actif)		(24) BANCONTACT A ENCAISSER (Actif)	
DEBIT	CREDIT	DEBIT	CREDIT
125,00 €	125,00 € (Compte soldé)	125,00 €	

Nous n'avons pas encore l'extrait bancaire, nous utilisons un compte de transit (voir note 2.2.)

Profitons de ce nouvel exemple pour rappeler qu'il est impératif de bien distinguer les comptes, en effet, l'utilisation de comptes fourre tous est interdite (un compte par client, un compte par fournisseur,...)

- Opération 8 : Réception de l'avis d'échéance des lois sociales d'indépendant pour le troisième trimestre 2005 à payer avant le 30 septembre. Montant de 350,00 €
Opération productive avec un flux réel (nous ne le payons pas maintenant)

(25) LOIS SOCIALES D'INDEPENDANT (Charges)		(26) FOURNISSEUR "Z" (ou autre dette) (Passif)	
DEBIT	CREDIT	DEBIT	CREDIT
350,00 €			350,00 €

- Opération 9 : l'échéance du 30 septembre 2005 est dépassée, nous n'avons pas encore payé nos loix sociales d'indépendant et la caisse d'assurances sociales pour travailleurs indépendants (C.A.S.T.I.) nous notifie, via un rappel de paiement, une majoration de 10%.
Opération productive avec flux réel (nous ne parlons pas encore du paiement)

(27) INTERÊTS DE RETARD (Charges)		(28) FOURNISSEUR "Z" (ou autre dette) (Passif)	
DEBIT	CREDIT	DEBIT	CREDIT
35,00 €			350,00 € 35,00 €

2.1. Note sur la lettre de change

Définition : (effet à recevoir ou effet à payer, suivant que l'on se situe dans le chef du tiré ou du tireur)
: La lettre de change est un document commercial qui, contrairement au chèque, présente les éléments suivants :

- La date et le lieu de l'émission ;
- Le montant de la lettre de change ;
- Le numéro de la lettre de change ;
- La spécification de la nature de la marchandise vendue et les références du document accompagnant cette livraison (c'est-à-dire, la facture) ;
- Le nom et l'adresse du tireur (le fournisseur) ;
- Le nom et l'adresse du tiré (le client) ;
- L'identification de la banque auprès de laquelle le tiré est domicilié ;
- Le nom et l'adresse de la caution, c'est-à-dire de celui ou celle qui se porte garant des obligations du tiré.

Intérêt de la lettre de change : la lettre de change est, à la fois un instrument de paiement et un instrument de crédit (à la différence du chèque qui n'est qu'un instrument de paiement) :

- Instrument de paiement : par la lettre de change, le tireur s'assure d'une certaine garantie quant au paiement de la lettre de change par son client, le tiré, à l'échéance. En effet, si, à l'échéance, la lettre de change n'est pas payée par le tiré, ce dernier, va être "protesté", ce qui constitue une certaine garantie.
- Instrument de crédit : le tireur va pouvoir négocier auprès de sa banque l'ouverture d'une ligne de crédit d'escompte cédant ; ce crédit d'escompte cédant, est une forme de crédit à court terme proposé par la banque, dans le cadre du financement du cycle d'exploitation de l'entreprise.

Protesté : la lettre de change sera publiée au moniteur des protêts avec le nom du mauvais tiré.

Nous reviendrons sur cette notion de lettre de change, plus loin dans le cours.

2.2. Note sur les valeurs échues à l'encaissement

Si, le transfert d'espèces entre la banque et la caisse (et vice versa) sera imputé dans un compte "virement interne", faisant partie de la rubrique IX (valeurs disponibles), les transferts d'argent fiduciaire représentés par le double VISA, Dinners Club, American Express, Bancontact,... mais aussi les chèques à encaisser seront imputés dans un compte intitulé "valeurs échues à l'encaissement".

2.3. Etablissement du bilan et du compte de résultat

- Opération 10 : Imaginons, pour clôturer cet exemple, que notre stock est de 49.900,00 € (29)

BILAN			
ACTIF		PASSIF	
Actifs immobilisés	2.000	Capitaux propres	8.570
Matériel d'exploitation -> + 2.000 (9)	2.000	Capital personnel -> +10.000 (5)	10.000
Actifs circulants	58.855	Perte reportée -> -1.430 (31)	-1.430
Stocks -> +49.900 (30)	49.900	Dettes	52.285
Clients -> +125 (22) -> -125 (23)	0	Fournisseurs -> +2.000 (10) -> -100 (12) -> -1.900 (14) -> +50.000 (18) -> -50.000 (19) -> +350 (26) -> +35 (28)	385
Banque -> +10.000 (6) -> -1.000 (8) -> -100 (11) -> -125 (15)	8.775	Autres dettes -> +70 (2) -> -70 (4)	0
Chèque émis -> -70 (3)	-70	Effets à payer -> +50.000 (20)	50.000
BC à encaisser -> +125 (24)	125	Etablissement de crédit -> +1.900 (13)	1.900
Caisse -> +125 (16)	125		
TOTAL ACTIF	60.855	TOTAL PASSIF	60.855

COMPTE DE RESULTAT			
CHARGES		PRODUITS	
Achat marchandises -> 50.000 (17)	100	Chiffre d'affaires -> 125 (21)	125
Variation de stock -> -49.900 (29)			
(Niveau 1) Marge brute : 125 - 100 = 25			
Loyer -> 1.000 (7)			
Lois sociales -> 350 (25)			
Autres charges d'exploitation -> 70 (1)			
(Niveau 2) Résultat d'exploitation : 25 - 1.420 = -1.395			
Intérêts de retard -> 35 (27)			
(Niveau 3) Résultat courant avant impôts : -1.395 - 35 = -1.430			
(Niveau 4) Résultat de l'exercice avant impôts : -1.430			
(Niveau 5) Résultat de l'exercice après impôts : -1.430 (31)			

Chapitre 7 : L'articulation du plan comptable minimum normalisé

Par plan comptable minimum normalisé, on entend le minimum obligatoire.

Le plan comptable est divisé en :

Classes : 1 chiffre (exemple : 1)

Comptes de synthèse : 2 chiffres (exemple : 10)

Comptes principaux : 3 chiffres (exemple : 100)

Comptes divisionnaires : 4 chiffres (exemple : 1000)

Sous comptes : plus de 4 chiffres (et nous les bloquons à 6, exemple : 100000)

Les 3 premiers comptes (classes, comptes de synthèse et comptes principaux) sont appelés des comptes titres et ne sont pas imputables. Les comptes divisionnaires et les sous comptes sont eux appelés, des comptes imputables.

L'appropriation du plan comptable se fait toujours de la gauche vers la droite.

Exemple : Supposons que dans notre entreprise, nous ayons trois comptes bancaires à vue, des chèques émis et des virements émis. Appropriiez le plan comptable de cette entreprise.

Comptes financiers à vue (rubrique IX à l'actif du bilan qui correspond à la classe 5 du PCMN) : correspond au compte de synthèse 55.

Etant donné que nous avons 3 comptes à vue, nous les déterminerons comme suit :

- Compte à vue ING : 550000
- Compte à vue FORTIS : 551000
- Compte à vue DEXIA : 552000

Imaginons des chèques et virement émis dans chacune des banques :

- Chèques émis auprès d'ING : 5501000
- Virements émis auprès d'ING : 5502000
- Chèques émis auprès de FORTIS : 5511000
- Virements émis auprès de FORTIS : 5512000
- Chèque émis auprès de DEXIA : 5521000
- Virements émis auprès de FORTIS : 5522000

1. Le plan comptable minimum normalisé (1984) : les comptes de synthèse

Classe 1 (Comptes de bilan)	Comptes F.P., provisions pour risques et charges et dettes à long terme	10. Capital 11. Primes d'émission 12. Plus-value de réévaluation 13. Réserves 14. Bénéfice ou perte reportée 15. Subsidés reçus en capital 16. Provisions pour risque et charges 17. Dettes à plus d'un an 18. Comptes de liaison des établissements et des succursales
Classe 2 (Comptes de bilan)	Comptes de frais d'établissement d'actifs immobilisés et de créances à long terme	20. Frais d'établissement 21. Immobilisations incorporelles 22. Terrains et constructions 23. Installations machines et outillage 24. Mobilier et matériel roulant 25. Immobilisations détenues en leasing ou assimilés 26. Autres immobilisations corporelles 27. Immob. en cours et acomptes versés sur immob. corp. 28. Immobilisations financières 29. Créances à plus d'un an

Classe 3 (Comptes de bilan)	Comptes de stocks	30. Approvisionnement ; matières premières 31. Approvisionnement ; fourniture 32. Encours de fabrication 33. Produits finis 34. Marchandises 35. Immeubles acquis ou construits en vue de la vente 36. Acomptes versés sur achats pour stock 37. Commandes en cours d'exécution
Classe 4 (Comptes de bilan)	Comptes de créances et dettes à court terme	40. Créances commerciales 41. Autres créances 42. Dettes à plus d'un an échéant dans l'année 43. Dettes financières 44. Dettes commerciales 45. Dettes fiscales salariales et sociales 46. Acomptes reçus sur commandes 47. Dettes découlant de l'affectation des résultats 48. Dettes diverses 49. Comptes de régularisation et d'attente
Classe 5 (Comptes de bilan)	Placements de trésorerie et valeurs disponibles	50. Actions propres 51. Actions et parts 52. Titres à revenu fixes 53. Dépôts à terme 54. Valeurs d'échues à l'encaissement 55. Etablissements de crédits 56. Banque de la Poste 57. Caisses 58. Virement interne
Classe 6 (Comptes de résultat)	Charges	60. Approvisionnement et marchandises 61. Services et biens divers 62. Rémunérations, charges sociales et pensions 63. Amortissement, réductions de valeur, provision pour R & C 64. Autres charges d'exploitation 65. Charges financières 66. Charges exceptionnelles 67. Impôt sur le résultat 68. Transfert aux réserves immunisées 69. Affectations et prélèvements
Classe 7 (Comptes de résultat)	Produits	70. Chiffre d'affaires 71. Stocks et commandes en cours d'exécution 72. Production immobilisée 73. / 74. Autres produits d'exploitation 75. Produits financiers 76. Produits exceptionnels 77. Régularisation impôts et reprises de provisions fiscales 78. / 79. Affectation et prélèvement
Classe 0 (Comptes spéciaux)	Comptes de droits et engagement hors bilan	00. Garanties constituées par des tiers pour notre compte 01. Garanties personnelles constituées pour compte de tiers 02. Garanties réelles constituées sur avoirs propres 03. Garanties reçues 04. Biens et valeurs détenus par des tiers en leur nom mais aux risques et profit de l'entreprise 05. Engagement acquisition et de cession 06. Marchés à terme 07. Bien et valeurs détenus par l'entreprise 08. / 09. Droits en engagement divers

2. Le bilan avec les comptes du PCMN

BILAN

ACTIF	(classé par exigibilité croissante) PASSIF
ACTIFS IMMOBILISES (classe 2) I. Frais d'établissement (20) II. Les immobilisations incorporelles (21) III. Les immobilisations corporelles (22 à 27) A) Terrains et constructions (22) B) Installations, machine et outillages (23) C) Mobilier et matériel roulant (24) D) Immob. détenues leasing et assimilés (25) E) Autres immobilisations (26) F) Immob. en cours et acomptes versés (27) IV. Les immobilisations financières (28) ACTIFS CIRCULANTS V. Les créances à plus d'un an (29) VI. Les stocks et commandes en cours (30 à 37) VII. Les créances à un an au plus (40 à 41) VIII. Les placements de trésorerie (50 à 53) IX. Valeurs disponibles (54 à 58) X. Comptes de régularisation (490 à 491)	CAPITAUX PROPRES I. Capital (10) II. Les primes d'émission (11) III. Plus-values de réévaluation (12) IV. Les réserves (13) V. Bénéfice reporté ou perte reportée (-) (14) VI. Subsidés en capital (15) PROVISIONS P/ IMPÔTS & RISQUES DIFFERES VII. Les provisions pour risques et impôts différés (16) DETTES VIII. Dettes à plus d'un an (17) IX. Dettes à un an au plus (42 à 48) X. Comptes de régularisation (492 à 493)

2.1. Les acomptes versés

Si nous avons, à la date de clôture du bilan, enregistré des factures fournisseurs relatives à des acomptes versés, nous devons reclasser ces imputations dans les comptes ad hoc :

- Acompte versé sur immobilisation incorporelle : sous compte 21 (rubrique II)
- Acompte versé sur immobilisation corporelle : sous compte 27 (rubrique III)
- Acompte versé pour achat sur stock : sous compte 36 (rubrique VI)

Pour le compte 36, précisons que, généralement, en cours d'exercice comptable, ce type de facture aura été imputée en achat marchandise (opération productive, compte 604) ; Or, à la clôture de l'exercice comptable, nous n'avons pas encore reçu la marchandise et elle n'est pas encore vendue ; par conséquent, elle n'est pas dans le stock et donc elle n'est pas encore dans le compte 34 (inventaire) ; Comme il n'y a pas de vente, elle devra sortir des charges ; d'où le compte 36.

- Dans les autres cas, nous classerons l'acompte versé, à la clôture de l'exercice comptable, dans la classe 4 dans le compte de synthèse 40, compte principal 406.

2.2. Les dettes à plus d'un an échéant dans l'année

Le compte 42 ne s'utilise jamais seul ; il va toujours de paire avec le compte 17. Les comptes 17 et 42 sont toujours liés.

En effet, à la date de clôture du bilan, nous ferons passer du compte de synthèse 17 vers le compte de synthèse 42, la partie de la dette à plus d'un an qui vient à échéance dans les 12 mois.

Il n'y a qu'une situation où nous pourrions avoir un compte 42 sans compte 17 ; c'est-à-dire à la dernière année (les 12 derniers mois) du remboursement d'une dette à plus d'un an. Le compte 17, par contre, devra toujours s'accompagner d'un compte 42 (dès l'enregistrement du contrat).

Remarque : Il est possible contractuellement de ne pas rembourser la partie en capital du prêt avant l'année n+5 et, dans ce cas là, le compte 17 restera créateur avec le même solde jusqu'à la fin de la 4^{ème} année, où nous reclasserons en bloc la dette en capital en compte 42.

2.3. L'utilisation de la classe 3 pour une société prestataire de services

De manière générale, il n'y a pas à valoriser de stock ou de commandes en cours pour une société prestataire de service ; tout au plus, nous analyserons, à la clôture de l'exercice comptable,

l'éventualité de l'imputation d'une provision pour factures à établir ("matching principe" : rapprochement des charges et des produits).

Néanmoins, depuis environ 3 ans, l'AFER (Administration de la Fiscalité des Entreprises et des Revenus) a imposé aux sociétés d'architecture, au moins une fois par an, à la date de clôture des comptes annuels, des commandes en cours d'exécution.

2.4. Le compte 40 : Les créances commerciales

Dans le compte de synthèse 40, nous allons retrouver, notamment, le compte général (ou collectif) "client". Ce compte général ne devra pas être confondu avec les comptes individuels clients ; Le compte général n'est jamais un compte imputable.

En effet, ce compte général sert de **compteur** et de **vérification** :

- Compteur : Dès que nous débitons, lors d'une vente, ou que nous créditions lors d'un paiement ou d'une note de crédit un client individuel (client n°1), le compteur, donc le compte collectif, est incrémenté automatiquement (par l'ordinateur) du même mouvement.
- Vérification : Si nous étions amenés à imputer directement un mouvement dans le compte général ou collectif client, nous n'aurions pas de correspondance dans la balance individuelle client ; Dans ce cas-là notre balance ne serait pas carrée. C'est, par conséquent, la somme de tous les clients individuels qui nous donne l'historique du compte général ou collectif client.

400000 CLIENT (général)		400001 CLIENT N°1	
DEBIT	CREDIT	DEBIT	CREDIT
100,00 € (c)	100,00 € (c)	100,00 € (1)	100,00 € (c)
50,00 € (2)			
Compteur + Vérification		somme	

La même remarque s'applique au compte général ou collectif fournisseur (440000)

2.5. Distinction entre les comptes principaux 17 et 42 (dettes)

- Lien 172 / 422 : Sera utilisé pour imputer les dettes de leasing et assimilé (baux emphytéotiques)
- Lien 173 / 426 : Sera utilisé pour imputer les dettes à chargement forfaitaire (art 27 bis§2 AR 8/10/76) ; c'est-à-dire les financements à tempéraments et personnels.
- Lien 174 / 424 : Sera utilisé dans les autres cas, c'est-à-dire les emprunts fait pour l'entreprise auprès d'une société mère, d'une filiale, d'un administrateur, ainsi que l'imputation des crédits d'investissements et des prêts hypothécaires.

2.6. Rubrique IX du passif : dettes à un an au plus

2.6.1. Compte 433 : Dette financière

Sous cette rubrique, compte tenu du principe de non compensation des avoirs et des dettes (actif / passif), nous y imputerons le(s) compte(s) bancaire(s) à solde(s) négatif(s) (créditeur) ; ce compte 433 du PCMN constitue, sur le plan de l'analyse financière la trésorerie passive. La trésorerie active étant constituée des rubriques VIII et IX de l'actif du bilan.

2.6.2. Liaison entre le compte fournisseur général et les comptes fournisseurs individuels

- Nous ne mouvementerons jamais le compte fournisseur général (ou collectif) ; celui-ci fonctionne comme un compteur qui assure la vérification entre les fournisseurs individuels et qui permet d'avoir une balance carrée.
- Lors de l'imputation des factures ou NC fournisseur, nous devons toujours imputer un fournisseur individuel (ou particulier) et, c'est la somme de tous les fournisseurs individuels qui nous donnera après centralisation ou mise à jour des écritures, le compte général fournisseur.

2.6.3. Le compte 45 : Les dettes fiscales, salariales et sociales

Dans la rubrique IX, E, 1, on trouvera les comptes principaux suivants :

- 450 : Provisions fiscales – impôts société
- 451 : TVA
- 452 : Autres impôts et taxes (indirectes), exemple : précompte immobilier, enseigne lumineuse, ...
- 453 : Dettes de précompte professionnel

Dans la rubrique IX, E, 2, on trouvera les comptes principaux suivants :

- 454 : Dettes ONSS
- 455 : Rémunérations nettes à payer
- 456 : Provisions pécule de vacances
- 459 : Autres dettes sociales (exemple : assurance accident de travail)

2.6.4. Les comptes 47 et 48 : Autres dettes

Dans les dettes à un an au plus, nous retrouverons également les comptes de synthèse du PCMN :

- 47 : Dettes découlant de l'affectation du résultat (dividendes) attribuées par l'Assemblée Générale Ordinaire ;
- 48 : Dettes diverses telles que :
 - Compte de l'exploitant (en personne physique) lorsqu'il présente un solde créditeur
 - En société, le compte courant des administrateurs ou des gérants s'il présente un solde créditeur.

2.7. Rubriques VIII et IX de l'actif : placement de trésorerie et valeurs disponibles

2.7.1. Les comptes 50 à 53 : Les placements de trésorerie

- 51 : Actions et parts du bon père de famille
- 52 : Titre à revenus fixes : les obligations, les bons de caisse, ...
- 53 : Dépôts à terme : livret d'épargne, carnet de dépôt, ... (de 1 mois à plus d'un an)

2.7.2. Les comptes 54 à 58 : Les valeurs disponibles

- 54 : Valeurs échues à l'encaissement : sous ce terme, nous distinguerons par exemple les sous-comptes suivants :
 - 540000 (Visa en encaisser)
 - 540100 (Diners Club à encaisser)
 - 540300 (Chèques à encaisser)
 - 540400 (Proton à encaisser)
 - 540500 (Bancontact à encaisser)
- 58 : Virement interne (transfert de fond) : Il sera utilisé exclusivement par les transferts d'espèces entre la caisse et une banque.

2.7.3. Remarque sur l'utilisation du virement émis

Il s'agira d'un sous-compte 55 ; nous aurons par exemple :

- Si le compte 550000 est celui de notre compte DEXIA : 550100 sera virement émis DEXIA
- Si le compte 551000 est celui de notre compte FORTIS : 551100 sera virement émis FORTIS

Supposons qu'à la date de clôture de l'exercice comptable, notre compte DEXIA présente un solde créditeur de 100.000 € ; alors que le compte FORTIS présente un solde débiteur de 200.000 €

Supposons que l'entreprise émet un virement de 100.000 € de FORTIS vers DEXIA pour lequel nous ne recevons les extraits bancaires respectifs qu'au début de l'exercice comptable suivant. Devant pareille situation nous passerons une opération diverse du compte 550100 (virement émis DEXIA) à 551100 (virement émis DEXIA) ; Ainsi, lors de l'établissement du bilan de l'année "n" nous ne devons pas reclasser le compte DEXIA au passif du bilan, en compte 433000. En effet, les 2 comptes 550 s'annulent et il nous restera 100.000 € net chez FORTIS.

3. Le compte de résultat avec les comptes du PCMN

COMPTE DE RESULTAT	
CHARGES	PRODUITS
II. COUT DES VENTES ET PRESTATIONS (60/64) A) Approvisionnement et marchandises (60) 1. Achats (600 à 608) 2. Variation de stocks (609) B) Services et biens divers (61) C) Rémunérations, ch. sociales et pensions (62) D) Amortissements et réductions de valeurs (630) E) Réductions de valeurs (631) F) Provisions pour risques et charges (635 à 637) G) Autres charges d'exploitation (649)	I. VENTES ET PRESTATIONS (70/74) A) Chiffre d'affaires (70) B) Variation des encours, des produits finis et des commandes en cours d'exécution (71) C) Production immobilisée (72) D) Autres produits d'exploitation (73)
III. RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)	
V. CHARGES FINANCIERES (65) A) Charges des dettes (650) B) Réductions de valeurs sur les charges financières (651) C) Autres charges financières (652 à 659)	IV. PRODUITS FINANCIERS (75) D) Produits des immobilisations financières (750) E) Produits des actifs circulants (751) F) Autres produits financiers (752 à 759)
VI. RESULTAT COURANT AVANT IMPÔTS (III+IV-V)	
VIII. CHARGES EXCEPTIONNELLES (66) A) Amortissements et réductions de valeur exceptionnelles sur frais (660) B) Réductions de valeur sur immobilisations financières (661) C) Provisions pour risques et charges exceptionnelles (662) D) Moins-values sur réalisation d'actifs immobilisés (663) E) Autres charges exceptionnelles (664 à 668) F) Charges exceptionnelles portées à l'actif au titre de frais de restructuration (-) (669)	VII. PRODUITS EXCEPTIONNELS (76) A) Reprises d'amortissements et de réductions de valeur sur immobilisation (760) B) Reprises de réduction de valeur sur immobilisations financières (761) C) Reprises de provisions pour risques et charges exceptionnelles (762) D) Plus-values sur réalisation d'actifs immob. (763) E) Autres produits exceptionnels (764 à 769)
VI. RESULTAT DE L'EXERCICE AVANT IMPÔTS (III+VII-VIII)	
X. IMPÔTS (CHARGES FISCALES) (67)	X. IMPÔTS (PRODUITS FISCAUX) (77)
VI. RESULTAT DE L'EXERCICE (VI-X)	

3.1. Comptes de charges ou comptes de produit

Nous retrouverons dans la classe 6 les comptes de charges, tandis que les comptes de produits appartiennent à la classe 7.

3.2. Le compte 61 : Les services et biens diverse

Répartitions par nature au niveau des comptes principaux :

- 610 : Locations (loyer, machine, remorque, ...)
- 611 : Entretien et réparations
- 612 : Petites fournitures faites à l'entreprise (téléphone, gaz, eau, chauffage, électricité, GSM, ...)
- 613 : Rétributions de tiers (assurance non relative au personnel, frais de gestion secrétariat social, honoraires, assurances obligatoires telles que voiture, RC objective)
- 614 : frais commerciaux tels que frais de publicité, de mailing, missions et réceptions (notes de restaurant), cadeaux à la clientèle, coup des foires et expositions, frais de documentation technique, les échantillons commerciaux, frais de représentation à l'étranger
- 615 : Les sous traitants de l'entreprise commerciale (on peut aussi les mettre en 603 dans le cadre d'une entreprise de construction générale et qui tient compte du coup de ses sous-traitants... entreprise prestataire de services)

- 617 & 618 (assez récents 31/12/1996) : relatifs à l'obligation du bilan social (617 : imputation des intérimaires / 618 : rémunérations des dirigeants d'entreprise indépendants).

3.2.1. Note sur l'assurance RC Objective

Relativement jeune, elle est née lors des incendies dans les dancings de La Louvière et de l'hôtel d'Anvers à la Saint Sylvestre en 1994, les assureurs ont rendu obligatoire la RC Objective pour tous les exploitants de salles ouvertes à un grand public.

Pour qu'il y ait responsabilité il faut 3 éléments :

- L'existence d'un dommage
- L'existence d'une faute de la part de l'exploitant
- La relation causale entre la faute et le dommage

Par conséquent, la RC objective indemnise directement les victimes d'un sinistre et puis l'assurance recherchera les responsabilités éventuelles.

Ainsi, les assurances obligatoires pour l'entreprise seront imputées dans un compte 613, tandis que les autres seront imputées ailleurs tels que, par exemple l'assurance loi dans un compte 62.

3.3. Le compte 62 : Rémunérations, charges sociales et pensions

- 620 : Rémunérations brutes des travailleurs manuels et intellectuels au sens de la législation sociale
- 621 : Les charges d'ONSS employeur
- 622 : L'assurance groupe pour le personnel salarié ou appointé
- 623 : Les autres frais de personnel (notamment : l'assurance loi, intervention dans les déplacement du personnel, chèques repas, service médical inter entreprise,...)
- 625 : Les Provisions pour pécule de vacances

Rappelons-nous qu'à partir de 20 travailleurs il doit y avoir un comité d'hygiène et d'embellissement des lieux de travail, et qu'à partir de 50 travailleurs il faut un service médical inter entreprise (en dessous de 50 il peut être externe). Enfin, à partir de 100 travailleurs, il faut un conseil d'entreprise.

3.3.1. Notion de rémunération coût

La notion de rémunération coût désigne le coût réel du travailleur pour l'entreprise. En effet, il existe plusieurs notions de rémunérations : net, brute, imposable... mais quel est le coût réel pour une entreprise ? La rémunération coût qui regroupe les comptes 620 et 621 donne un aperçu précis à l'entreprise du coût de ses travailleurs.

3.4. Le compte 63 : Les amortissements

3.4.1. Les amortissements (630)

- 6300 : Dotation aux amortissements sur frais d'établissement
- 6301 : Dotation aux amortissements sur les immobilisations incorporelles
- 6302 : Dotation aux amortissements sur les immobilisations corporelles

3.4.2. Les réductions de valeurs (631)

- 631 : Dotation aux réductions de valeur sur stock (E)
- 634 : Dotation aux réductions de valeur sur créances commerciales (E)

3.5. Le compte 64 : Autres charges d'exploitation

- 640 : Taxes indirectes telles que le précompte immobilier, la taxe de circulation voiture, la taxe unique à payer par les sociétés chaque année (appelée cotisation société), le contrôle technique, les taxes communales, provinciales et régionales,...
- 648 : autres charges d'exploitation (les frais d'établissement dans la mesure où ils ne sont pas activés)

3.6. Les ventes et prestations (rubrique I)

- 72 : Nous y reviendrons en comptabilité analytique
- 74 : Autres produits d'exploitation, nous y imputerons notamment ; les subsides à l'emploi, les frais administratifs refacturés, les frais de ports refacturés, le remboursement des assurances, les frais de transports refacturés,...

3.7. Les charges financières (rubrique V)

- 650 : Charges des dettes (intérêts débiteurs : compte principal 650)
- 651 : Nous y reviendrons l'an prochain
- 652 à 659 : les autres charges financières (frais bancaires 656 tels que les commissions bancaires, les frais relatifs aux dossiers de crédit, les frais liés aux différents moyens de paiement (proton, bancontact,...), les frais liés sur les assurances sur compte bancaire, les frais de gestion du compte bancaire)

Par refacturés, il faut comprendre des frais que nous avons imputé dans nos factures adressées à nos clients.

3.8. Les produits financiers (rubrique IV)

- 750 : Les produits des actifs circulant (retenons le 751 où nous imputerons les intérêts créditeurs)
- 752 à 759 : Les autres produits financiers (retenons 756 ou 757)

3.9. Les charges exceptionnelles (rubrique VIII)

- 664 à 668 : Les autres charges exceptionnelles (compte principal 668 et c'est là que nous imputerons notamment les amendes de roulages, les pénalités commerciales,...)

3.10. Les impôts (rubrique X)

Il s'agit ici de bien distinguer les impôts du compte 640 (taxes indirectes), on retrouve ici les impôts directs

3.10.1. Les impôts directs sur les charges (67)

- 670 : Impôts directs sur l'exercice (on imputera ici les versements anticipés)
- 671 : Régularisation d'impôts sur exercices antérieurs

3.10.2. Les impôts directs sur les produits (77)

- 770 : Impôt directs sur l'exercice
- 771 : Régularisation d'impôts sur exercices antérieurs

4. Exercices à choix multiples et remarques

- 1) Un débiteur nous fait un paiement en espèces
 - Un débit caisse et un crédit client **CORRECT**
 - Un débit caisse et un crédit fournisseur **FAUX**
 - Un débit client et un crédit caisse **FAUX**
 - Un débit fournisseur et un crédit caisse **FAUX**
- 2) Les comptes sont débités :
 - Uniquement des augmentations **FAUX**
 - Uniquement des diminutions **FAUX**
 - Des augmentations et des diminutions **CORRECT**
 - Ni des augmentations et ni des diminutions **FAUX**

* Remarque : Si nous précisons la question et que nous la limitons aux seuls comptes de bilan, la réponse devra être précisée comme suit :

Les comptes d'actifs sont débités des augmentations et des soldes initiaux (c'est-à-dire du report du bilan de l'année comptable précédente)

Les comptes de passifs sont débités des diminutions et crédités des augmentations, ainsi que les soldes initiaux (reports des soldes de l'exercice comptable précédent)

- 3) A la fin d'un exercice comptable, un solde créditeur :
 - Figure au passif du bilan **FAUX**
 - Est inscrit au crédit du compte **FAUX**
 - Est inscrit au débit du compte **CORRECT**
 - Figure à l'actif du bilan **FAUX**

* Remarque : En général, un compte d'actif aura toujours un solde débiteur, lequel s'inscrira au crédit du compte de manière à annuler ce compte.

240000 MOBILIER	
DEBIT	CREDIT
100,00 €	80,00 €
	20,00 €
	(solde débiteur)

Le solde du compte est purement informatif, il sert à établir les balances et ensuite le bilan.

Le fait de tirer le solde d'un compte permet de regrouper les sous-comptes du PCMN en comptes divisionnaires, en comptes principaux, en compte de synthèse et en classe pour faire la liaison avec les rubriques du bilan.

En général, un compte de passif présentera un solde créditeur, qui s'inscrira au débit du compte, de manière à l'annuler. Dans le respect du principe de non compensation des avoirs et des dettes, mais aussi des charges et des produits, ainsi que des droits et engagements hors bilan (classe 0),

- Un compte d'actif aura toujours un solde débiteur
- Un compte de passif aura toujours un solde créditeur

Exceptions : Si le principe de non compensation est absolu, l'AR autorise la compensation dans certains cas et ceci, afin d'améliorer la lecture, la transparence et l'image des comptes annuels. Ces exceptions concernent :

- Pour l'actif du bilan : les amortissements et les réductions de valeurs
- Pour le passif du bilan : le capital non appelé (I, B) et la perte reportée (V)
- Au niveau du compte de résultat : les comptes de produits présenteront toujours un solde créditeur, certains comptes de charges présenteront un solde créditeur dans certains cas :
 - Des RRR obtenus (608000)
 - L'utilisation reprise du compte provision pécule de vacance (625100)
 - Redistribution charge patronale (sous compte 621)
 - Tous les comptes 63 avec un petit (-) (reprise de provisions)
 - Les Charges d'exploitations portées à l'actif au titre de frais de restructuration (649)
 - 6503, 6511, 669, ...

- 4) Le total du débit d'un compte est de 20.000, celui du crédit de 5.000. Ce compte :
- A un solde créditeur **FAUX**
 - Peu avoir un solde débiteur ou créditeur **FAUX**
 - A un solde débiteur **CORRECT**
 - Aucune des trois solutions **FAUX**
- 5) Pour clôturer un compte de passif, on commence par :
- Le côté où sont enregistrés le plus petit nombre d'opérations **FAUX**
 - Le débit **FAUX**
 - Le crédit **CORRECT**
 - Le côté où sont enregistrés le plus grand nombre d'opérations **FAUX**
- 6) Laquelle ou lesquelles des affirmations suivantes sont exactes :
- Le total du journal est égal au total de la balance de vérification **FAUX**
 - Le total du journal est égal au total de la balance des soldes **FAUX**
 - Le total de la balance de vérification peut être égal au total de la balance par soldes **FAUX**
 - Les totaux de la balance par soldes sont égaux aux totaux du bilan **CORRECT**

* Remarque : pour mieux comprendre cette question 6, illustrons avec un exemple :

Livre journal

N° ordre	N° PCMN	Libellé des opérations	Débit	Crédit
1 Journal Banque 1	550000 100000	24/09/2005 Banque À Capital personnel Extrait bancaire n°1	50.000	50.000

Balance des comptes généraux (2 sous balances) :

- Balance vérification (reprend les totaux débit/crédit par compte PCMN)
- Balance par solde (reprend les soldes débiteurs et créditeurs par compte PCMN)

N° ordre	N° PCMN	Balance de vérification		Balance par solde	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit

Le but de la balance de vérification est de vérifier l'égalité débit/crédit entre le livre journal et le respect débit/crédit de tous les comptes.

Le but de la balance par solde est d'établir le bilan (en reprenant les soldes des comptes PCMN classe 1 à 5 regroupés en comptes titres) ainsi que d'établir le compte de résultat en regroupant les sous-comptes 6 et 7 en sous compte titres 6 et 7.

Balances individuelles client/fournisseurs

Compte C	Nom client	Balance de vérification		Balance par solde	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit
		Total débit = Total crédit (= compte client 400000)		Solde débiteur – Solde créditeur (= solde débiteur client 400000)	

Compte F	Nom fournisseur	Balance de vérification		Balance par solde	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit
		Total débit = Total crédit (= compte client 440000)		Solde débiteur – Solde créditeur (= solde débiteur client 440000)	

De cette trilogie, nous pouvons tirer les raisons d'être d'une balance carrée :

- La balance sera dite carrée si la différence entre le total des soldes débiteurs et créditeurs clients est égal au solde débiteur du compte principal client (400000) ;
- La différence entre le total des soldes débiteurs et des soldes créditeurs de la balance fournisseur est égal au solde créditeur du compte principal fournisseur (440000)
- La différence entre le total des soldes débiteurs et le total des soldes créditeurs de la balance par solde, au niveau de la balance générale, doit toujours faire 0.

5. Application de la théorie

(exercice de la page 20 bis du syllabus)

1. Vendu à Dupuis des marchandises pour 3.300 €, paiement à 2 mois (OP productive, 1 flux réel)
2. Payé la location de l'immeuble : 182 euros (OP productive, 1 flux financier)
3. Payé les intérêts annuels de l'emprunt : 150 € (OP, 1 flux financier)
4. Acheté à Legrand des marchandises pour 6.250 € payables à 3 mois (OP productive, 1 flux réel)
5. Payé au comptant des frais de transport à fournisseur Gaspard : 8 € (par caisse) (OP productive (flux réel) et l'autre improductive (flux financier) que nous ferons plus loin.)
6. Vendu à Bertrand des marchandises pour 5.000 € au comptant (par caisse) (OP productive (flux réel) et l'autre improductive (flux financier) que nous ferons plus loin.)
7. Adressé au client Lebrun note de débit pour intérêts de retard : 10 € (OP productive, 1 flux réel)
8. Payé le salaire du manutentionnaire : 625 € (OP improductive, 1 flux financier)
9. Reçu facture pour réparations effectuées à un camion : 90 € (OP productive, 1 flux réel)
10. Réglé facture par chèque postal la prime d'assurance incendie : 160 € (OP improductive, 1 flux financier)

5.1. Le livre journal

N° ordre	N° PCMN	Libellé des opérations	Débit	Crédit
1 Journal ventes	C1 700000	07/11/2005 Client DUPUIS À Ventes Facture n°1 (flux réel)	3.300	3.300
2 Journal Banque 1	610000 550000	07/11/2005 Loyer immeuble À Banque Extrait bancaire n°1 (flux financier)	182	182
3 Journal Banque 1	650000 550000	07/11/2005 Intérêts sur emprunt À Banque Extrait bancaire n°2 (flux financier)	150	150
4 Journal achats	604000 F1	07/11/2005 Achats de marchandises À Fournisseur LEGRAND Facture d'entrée n°1 (flux réel)	6.250	6.250
5 Journal achats	603000 F2	07/11/2005 Frais de transports* À Fournisseur GASPARD Facture d'entrée n°2 (flux réel)	8	8
6 Journal ventes	C2 700000	07/11/2005 Client BERTRAND À Ventes Facture n°2 (flux réel)	5.000	5.000
Total à reporter			14.890	14.890

Remarque sur le point 1 : On débite le compte client n°1 (Dupuis) -> Le compte C1 car on impute jamais le compte général 4000 (sur ordinateur nous verrons jamais le compte centralisateur, nous identifierons le client par son compte au format alphanumérique. En effet, le compte 4000 tout comme le 4400, est un compte "compteur").

		Report	14.890	14.890
7 Journal ventes	C3 751000	Client LEBRUN À Intérêts de retard Note de débit n°3 (flux réel) <i>07/11/2005</i>	10	10
8 Journal banque 1	455000 550000	Rémunération d'ouvrier À Banque Extrait bancaire n°3 (flux financier) <i>07/11/2005</i>	625	625
9 Journal achats	611000 F3	Entretiens et réparations À Garage du Sud Facture n°3 (flux réel) <i>07/11/2005</i>	90	90
10 Journal achats	F4 560100	Fournisseur AXA À Chèque émis Chèque émis n°1 (flux financier) <i>07/11/2005</i>	160	160
11 Journal caisse	F2 570000 C2	Fournisseur GASPARD Caisse À Client BERTRAND Centralisation livre de caisse (1 fois/jour) <i>07/11/2005</i>	8 4.992	5.000
		TOTAUX DEBIT/CREDIT	20.775,00	20.775,00

Remarque : les frais de transport pourront être imputés de trois manières alternatives :

- Référence à l'article 21 de l'AR du 8/10/1976, les frais de transport constituent l'accessoire au principal (la marchandise) ; s'ils sont, par conséquent, facturés en même temps que la marchandise, ils seront imputés comme elle, dans un compte 604000 ;
- S'ils ne sont pas facturés en même temps que le principal (la marchandise), mais qu'ils sont refacturés au client, nous les imputerons dans un sous compte 60 (par exemple, le 603000) ;
- S'ils ne sont pas repris sur la facture du fournisseur de la marchandise et qu'ils ne sont pas refacturés au client, nous les imputerons parmi les frais commerciaux dans un sous compte 614.

5.2. Historique des comptes généraux (grand livre)

700000 VENTES		400000 CLIENT (centralisation)	
DEBIT	CREDIT	DEBIT	CREDIT
8.300,00 (SC)	3.300,00 € (1) 5.000,00 € (6)	3.300,00 € (1) 5.000,00 € (6) 10,00 € (7)	5.000,00 € (11) 3.310,00 (SD)
455000 REMUNERATION OUVRIER		610000 LOYER IMMEUBLE	
DEBIT	CREDIT	DEBIT	CREDIT
625,00 € (8)	625,00 € (SD)	182,00 € (2)	182,00 € (SD)
650000 INTERET SUR EMPRUNT		604000 ACHAT DE MARCHANDISES	
DEBIT	CREDIT	DEBIT	CREDIT
150,00 € (3)	150,00 € (SD)	6.250,00 € (4)	6.250,00 € (SD)
440000 FOURNISSEUR (centralisation)		550000 BANQUE	
DEBIT	CREDIT	DEBIT	CREDIT
160,00 € (10) 8,00 (11) 6.180,00 (SC)	6.250,00 € (4) 8,00 € (5) 90,00 € (9)	957,00 (SC)	182,00 € (2) 150,00 € (3) 625,00 € (8)
751000 INTERET DE RETARD		603000 FRAIS DE TRANSPORT	
DEBIT	CREDIT	DEBIT	CREDIT
10,00 € (SD)	10,00 € (7)	8,00 € (5)	8,00 € (SD)

611000 ENTRETIENS & REPARATIONS	
DEBIT	CREDIT
90,00 € (9)	90,00 € (SD)

560100 CHEQUES EMIS	
DEBIT	CREDIT
160,00 € (10)	160,00 € (SD)

570000 CAISSE	
DEBIT	CREDIT
4.992,00 € (11)	4.992,00 € (SD)

5.3. Historique des clients

C1 DUPUIS	
DEBIT	CREDIT
3.300,00 € (1)	3.300,00 € (SD)

C2 BERTRAND	
DEBIT	CREDIT
5.000,00 € (6)	5.000,00 € (11)

C3 LEBRUN	
DEBIT	CREDIT
10,00 € (7)	10,00 € (SD)

5.4. Historique des fournisseurs

F1 LEGRAND	
DEBIT	CREDIT
6.250,00 € (SD)	6.250,00 € (4)

F2 GASPARD	
DEBIT	CREDIT
8,00 € (11)	8,00 € (5)

F3 GARAGE DU SUD	
DEBIT	CREDIT
90,00 € (SD)	90,00 € (9)

F4 AXA	
DEBIT	CREDIT
160,00 € (10)	160,00 € (SD)

5.5. Le livre de caisse

Le livre de caisse (LC) est une obligation comptable et non pas TVA. Il ne faudra pas le confondre avec le livre des recettes (LR) qui lui, est une obligation TVA.

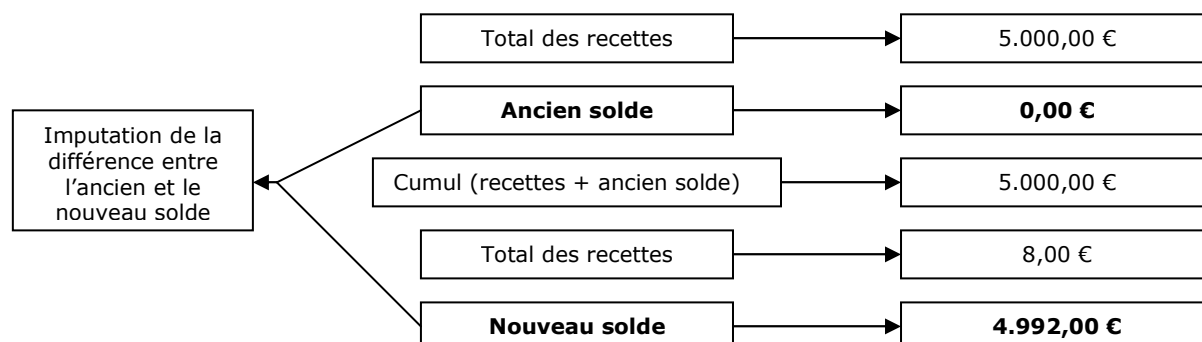
Nous le présenterons comme suit :

Dates	Références pièce justificative	Libellés	Imputation	Recettes	Dépenses
1/1	N°1 Report LR	Report LR		X €	
2/1	Notre Facture n°2	Facture client X		X €	
3/1	Bordereau	Transport express		X €	
4/1	Sa facture n°10	Fournisseur Y			X €
		Encaissement PROTON			X €
		Encaissement BC			X €
		Encaissement VISA			X €
		Encaissement DINNERS			X €
		Encaissement Tickets			X €
		Restaurant			X €

Le total des recettes, cumulé avec l'ancien solde, et déduit du total des dépenses, donne donc le nouveau solde.

Appliquons à notre exemple une opération n°11 centralisant le livre de caisse :

Dates	Références pièce justificative	Libellés	Imputation	Recettes	Dépenses
7/11	Facture F2 Facture C2	Fournisseur Gaspard Client Bertrand	F2 C2	5.000,00 €	8,00 €



5.6. Etablissement des balances5.6.1. Balance clients

Nous réalisons la balance clients en fonction de l'historique clients.

N° Client	Libellé	Balance de vérification		Balance par solde	
		Débit	Crédit	Solde débiteur	Solde créditeur
C1	DUPUIS	3.300,00	0,00	3.300,00	0,00
C2	BERTRAND	5.000,00	5.000,00	0,00	0,00
C3	LEBRUN	10,00	0	10,00	0,00
		8.310.500	5.000,00	3.310,00	0,00

5.6.2. Balance fournisseurs

N° Client	Libellé	Balance de vérification		Balance par solde	
		Débit	Crédit	Solde débiteur	Solde créditeur
F1	LEGRAND	0,00	6.250,00	0,00	6.250,00
F2	GASPARD	8,00	8,00	0,00	0,00
F3	GARAGE DU SUD	0,00	90,00	0,00	90,00
F4	AXA	160,00	0,00	160,00	0,00
		168,00	6.348,00	160,00	6.340,00

5.6.3. Cas d'un solde débiteur pour un compte fournisseur

Nous constatons un solde débiteur pour F4 Axa. De manière générale, le solde débiteur peut indiquer qu'il s'agit :

- D'une note de crédit ou d'un remboursement effectué par la compagnie ;
- D'un paiement effectué par l'entreprise mais pour lequel l'avis d'échéance n'est pas encore reçu ou enregistré.

Conséquences de ce solde débiteur :

- 1) S'il s'agit d'une note de crédit, le solde débiteur est correct mais compense un avoir et une dette ; dans la mesure où nous ne pouvons jamais compenser un avoir et une dette, nous devons reclasser ce débit à l'actif du bilan dans les créances commerciales ou autres créances. Néanmoins, nous ne pouvons pas bouger à la balance fournisseurs... dès lors, comment s'y prendre ?

Nous allons ouvrir 4 comptes généraux au PCMN

- Compte d'actif 402000 : clients créditeurs à reclasser
- Compte d'actif 403000 : fournisseurs débiteurs
- Compte de passif 442000 : client créditeur
- Compte de passif 443000 : fournisseur débiteur à reclasser

Journal des OD	403000	Fournisseur débiteur	160,00	160,00
	443000	À Fournisseur débiteur à reclasser		
		Clôture de l'exercice		

- 2) S'il s'agit d'un paiement au fournisseur AXA, cela signifie que nous n'avons pas encore reçu ou comptabilité l'avis d'échéance ; par conséquent, à la clôture de l'exercice comptable, il nous faudra imputer une facture à recevoir.

Journal des OD	613000	Facture à recevoir	160,00	160,00
	444000	À Facture à recevoir		
		Clôture de l'exercice		

- 3) S'il s'agit d'un double paiement ; dans ce cas-là, nous avons une créance sur le fournisseur ; soit nous serons remboursé de notre double paiement, soit nous le déduisons d'une prochaine facture ; par conséquent, à la clôture de l'exercice comptable, nous devons reclasser ce débit à l'actif du bilan par la même écriture que dans le 1^{er} cas, à savoir :

Journal des OD	403000 443000	Fournisseur débiteur À Fournisseur débiteur à reclasser Clôture de l'exercice	<u>31/12/2005</u> 160,00	160,00
----------------	------------------	---	-----------------------------	--------

5.6.4. La balance âgée clients ou l'échéancier clients

Quel est le but de la balance âgée clients (ou échéancier client) ?

Il s'agit de l'outil de gestion et de suivi de l'encours client ou fournisseur (le suivi du solde). Elle se présente comme suit :

N° Client	Nom client	Solde D	Echus				0	Non échus			
			...	-90	-60	-30		+30	+60	+90	...
C1	DUPUIS	3.300,00						3.300,00			
C2	BERTRAND	0,00									
C3	LEBRUN	10,00							10,00		

Cet outil ne peut fonctionner correctement que si nous avons rempli correctement la signalétique client (fiche client et ses conditions de paiement).

Dans cette mesure, nous pouvons, grâce à cet outil lancer les rappels de paiement client ou analyser les clients douteux.

5.7. Balance des comptes généraux

Pour réaliser cette balance, nous nous référons aux comptes en "T". Il s'agit d'une balance carrée car les quatre points de cohérence sont vérifiés.

N° PCMN	Libellé	Balance de vérification		Balance par solde	
		Débit	Crédit	Solde débiteur	Solde créditeur
400000	Clients (compte général)	8.310,00	5.000,00	3.310,00	0
440000	Fournisseurs (cpt général)	168,00	6.348,00	0	6.180,00
455000	Rémunérations nettes	625,00	0	625,00	0
550000	Banque, compte courant	0	957,00	0	957,00
560100	Chèque émis sur CCP	0	160,00	0	160,00
570000	Caisse	4.992,00	0	4.992,00	0
603000	Frais de transport	8,00	0	8,00	0
604000	Achat marchandises	6.250,00	0	6.250,00	0
610000	Loyer	182,00	0	182,00	0
611000	Entretiens & réparations	90,00	0	90,00	0
650000	Intérêts sur emprunt n°1	150,00	0	150,00	0
700000	Chiffre d'affaires	0	8.300,00	0	8.300,00
751000	Intérêts de retard	0	10,00	0	10,00
		20.775,00	20.775,00	15.607,00	15.607,00
		Egal au total du livre journal		SD – SC doit faire zéro	

1^{er} point de cohérence : le solde débiteur du compte 400000 doit toujours être égal à la différence entre le total des soldes débiteurs – le total des soldes créditeurs de la balance individuelle clients.

2^{ème} point de cohérence : Le solde créditeur du compte 440000 est égal à la différence entre le total des soldes créditeurs – le total des soldes débiteurs de la balance individuelle fournisseurs.

3^{ème} point de cohérence : le total de la balance de vérification est égal au total du livre journal

Remarque : Normalement un compte de passif doit avoir un solde créditeur. Nous constatons que le compte 455000 présente un solde débiteur ; ceci signifie que l'opération diverse (OD) des rémunérations n'est pas encore imputée ; celle-ci mouvementera le compte de charge 62 (rémunérations) pour la rémunération brute et ONSS employeur (nous verrons les rémunérations plus loin dans le cours de comptabilité)..

5.8. Equations comptables

$$\text{ACTIF} + \text{CHARGES} = \text{PASSIF} + \text{PRODUIT}$$

- Les comptes d'actifs : 400000 / 550000 / 560100 / 570000
 $3.310,00 - 957,00 - 160,00 + 4.992,00 = 7.185,00 \text{ €}$
- Comptes de passif : 440000 / 455000
 $6.180,00 - 625,00 = 5.555,00 \text{ €}$
- Comptes de charges : 603000 / 604000 / 610000 / 611000 / 650000
 $8,00 + 6.250,00 + 182,00 + 90,00 + 150,00 = 6.680,00 \text{ €}$
- Comptes de produits : 700000, 751000
 $8.300,00 + 10,00 = 8.310,00 \text{ €}$

$$\text{Résultat} = \text{PRODUITS} - \text{CHARGES} = \text{ACTIF} - \text{PASSIF}$$

Produits	-	Charges	
8.310,00 €		6.680,00 €	
			1.630,00 €
Actif	-	Passif	
7.185,00 €		5.555,00 €	

Tant que le compte de résultat n'est pas mis à zéro, c'est-à-dire tant que le bénéfice (ou la perte) de l'exercice n'est pas affecté, c'est-à-dire reporté au passif du bilan (compte PCMN 14, rubrique V du passif du bilan : "résultat reporté"), nous avons une inégalité tant sur le plan du bilan que du compte de résultat. Cette inégalité, traduit le bénéfice (ou la perte) de l'exercice. Dans l'équation comptable (Actif + Charges = Passif + Produits), nous constatons que le total de l'actif (7.185,00) est supérieur au total du passif (5.555,00) ; la différence de 1.630,00 après affectation du résultat, viendra s'ajouter aux 5.555,00, dans la rubrique V (résultat reporté) pour retrouver l'égalité actif/passif de 7.185,00 dans cet exemple.

Parallèlement, les produits (8.310,00) sont supérieurs aux charges (6.680,00) et dégagent la même différence de 1.630,00 (le bénéfice provisoire de l'exercice).

5.9. Etablissement du bilan

BILAN

ACTIF		PASSIF	
ACTIFS IMMOBILISES		CAPITAUX PROPRES	1.630,00
I. Frais d'établissement		I. Capital	
II. Les immobilisations incorporelles		II. Les primes d'émission	
III. Les immobilisations corporelles		III. Plus -values de réévaluation	
IV. Les immobilisations financières		IV. Les réserves	
		V. Bénéfice reporté ou perte reportée (-)	1.630,00
		VI. Subsidés en capital	
ACTIFS CIRCULANTS	8.302,00	PROVISIONS P/ IMPÔTS & RISQUES DIF	
V. Les créances à plus d'un an		VII. Les provisions p/ risques et impôts dif.	
VI. Les stocks et comm. encours	3.310,00		
VII. Les créances à un an au plus	3.310,00	DETTES	6.672,00
A. Créances commerciales		VIII. Dettes à plus d'un an	
B. Autres créances		IX. Dettes à un an au plus	6.672,00
VIII. Les placements de trésorerie		A. Dettes à plus d'un an échéant dans l'an	
IX. Valeurs disponibles	4.992,00	B. Dettes financières	1.117,00
X. Comptes de régularisation		1. Etablissement de crédit	1.117,00
		2. Autres emprunts	
		C. Dettes commerciales	6.180,00
		1. Fournisseurs	
		2. Effets à payer	
		D. Acomptes reçus sur commandes	
		E. Dettes fiscales, salariales et sociales	
		1. Impôts	
		2. Rémunérations et charges sociales	(-625)
		F. Autres dettes	
		X. Comptes de régularisation	
TOTAL : 8.302,00		TOTAL : 8.302,00	

Remarques :

- Nous constatons des soldes créditeurs pour les comptes 550000 et 560100
Nous avons une dette financière vis-à-vis de la banque et de la Poste (voir comptes 550000 et 560100 qui présentent tous deux un solde créditeur) ; par conséquent, au moins une fois par an, à la clôture de l'exercice comptable, nous devons imputer une opération diverse (OD) de reclassement de la rubrique IX (valeurs disponibles), respectivement des comptes 550000 et 560100 dans notre exemple, vers le passif court terme du bilan (rubrique IX, B, 1 : dette financière envers établissement de crédit, un compte 433000)
Dans ce cas ci, on ouvrira deux sous comptes : le 433000 pour l'un et le 433100 pour l'autre.
- Nous avons vu que le compte 455 (rémunération nette) présente un solde débiteur. Ceci signifie que l'opération diverse des rémunérations n'est pas encore imputée. Et, par conséquent, le point II, C est toujours à zéro (compte principale 62).
Lorsque nous aurons passé l'opération diverse des rémunérations, la rubrique II, C, reprendra la rémunération brute et l'ONSS employeur.
- Rubrique IX, B, 1 : il s'agit de la trésorerie passive, c'est-à-dire le compte principal 43 (reclassement des soldes créditeurs de l'actif dans notre exemple)

5.10. Etablissement du compte de résultat**COMPTE DE RESULTAT**

CHARGES		PRODUITS	
II. COUT DES VENTES ET PRESTAT	6.530,00	I. VENTES ET PRESTATIONS	8.300,00
A. Approvisionnement et marchandises	6.258,00	A. Chiffre d'affaires	
1. Achats		B. Variation des encours, des produits finis et des commandes en cours d'exécution	8.300,00
2. Variation de stocks	272,00	C. Production immobilisée	
B. Services et biens divers		D. Autres produits d'exploitation	
C. Rémunérations, charges sociales et pensions			
D. Amortissements et réductions de valeurs			
E. Réductions de valeurs			
F. Provisions pour risques et ch.			
G. Autres charges d'exploitation			
		III. RESULTAT D'EXPLOITATION	1.770,00
V. CHARGES FINANCIERES	150,00	IV. PRODUITS FINANCIERS	10,00
A. Charges des dettes	150,00	A. Produits des immob. financières	
B. Réductions de valeurs sur les charges financières		B. Produits des actifs circulants	10,00
C. Autres charges financières		C. Autres produits financiers	
		VI. RESULTAT COURANT AVANT IMPÔTS	1.630,00
VIII. CHARGES EXCEPTIONNELLES		VII. PRODUITS EXCEPTIONNELS	
A. Amortissements et réductions de valeur exceptionnelles sur frais		A. Reprises d'amortissements et de réductions de valeur sur immobilisation	
B. Réductions de valeur sur immobilisations financières		B. Reprises de réduction de valeur sur immobilisations financières	
C. Provisions pour risques et charges exceptionnelles		C. Reprises de provisions pour risques et charges exceptionnelles	
D. Moins-values sur réalisation d'actifs immobilisés		D. Plus-values sur réalisation d'actifs immob.	
E. Autres charges exceptionnelles		E. Autres produits exceptionnels	
Charges exceptionnelles portées à l'actif au titre de frais de restructuration (-)			
		VI. RESULTAT DE L'EXERCICE AVANT IMPÔTS	1.630,00
X. IMPÔTS (CHARGES FISCALES)		X. IMPÔTS (PRODUITS FISCAUX)	
		XI. RESULTAT DE L'EXERCICE	1.630,00

Notons que pour bien comprendre le principe, nous n'avons pas ici la présence d'impôts qui, dans la réalité, interviendront dans la rubrique X.

De plus, après le point XI, le compte de résultat se prolonge dans une logique d'affectation (ou pas) du résultat. Ainsi, nous pourrions retrouver des éléments tels qu'un résultat reporté d'un exercice précédent permettant de combler une perte éventuelle ou encore un tableau d'affectations dans lequel l'entreprise peut décider de partager le bénéfice avec les actionnaires ou les administrateurs. Elle pourra aussi procéder à une augmentation de capital,... Ces notions, nous les analyserons dans le futur.

6. Application de la théorie n°2

(exercice de la page 20 bis du syllabus)

1. Reçu facture de Marchand pour fourniture de marchandises, 1.290,00 €, paiement à 1 mois (OP productive, 1 flux réel)
2. Payé par caisse la taxe de circulation d'un camion : 75,00 € (OP productive, 1 flux financier)
3. Adressé à Lebeau facture pour livraison de marchandises : 2.130,00 € (OP productive, 1 flux réel)
4. Montant des intérêts échus sur un prêt à Pierre, versé à mon CCP : 14,00 € (OP productive, 1 flux financier)
5. Réglé par caisse une note pour entretien du matériel de bureau : 32,00 € (OP productive, 1 flux financier)
6. Intérêts bonifiés en compte à la Banque du Nord : 3,00 € (OP productive, 1 flux financier)
7. Viré par chèque postal le coût de l'abonnement à une revue : 19,00 € (OP productive, 1 flux réel)
8. Reçu la facture à payer de la prime d'assurance incendie : 115,00 € (OP productive, 1 flux réel)
9. Payé le salaire du mois : 750,00 € (OP productive, 1 flux financier)
10. Reçu de Marchand une note de crédit pour retour de marchandises non conformes : 125,00 € (OP productive, 1 flux réel)
11. Encaissé des revenus de titres : 20,00 € (OP productive, 1 flux financier)
12. Reçu de Piron note de débit pour intérêts de retard : 5,00 € (OP productive, 1 flux réel)
13. Adressé note de crédit à Lebeau pour son retour de marchandises : 200,00 € (OP productive, 1 flux réel)

6.1. Le livre journal

N° ordre	N° PCMN	Libellé des opérations	Débit	Crédit
1 Journal ventes	604000 F1	<u>19/11/2005</u> Achats de marchandises À Fournisseur MARCHAND Facture d'entrée n°1	1.290	1.290
2 Journal achats	C1 700000	<u>19/11/2005</u> Client LEBEAU À Ventes Facture n°1	2.130	2.130
3 Journal CCP	560000 751200	<u>19/11/2005</u> Banque de la Poste À Intérêts créditeurs Extrait bancaire n°1	14	14
4 Journal Banque 1	550000 751200	<u>19/11/2005</u> Banque du Nord À Intérêts créditeurs Extrait bancaire n°2	3	3
5 Journal OD	F2 560100	<u>19/11/2005</u> Fournisseur REVUE À Chèque émis Chèque n°1	19	19
6 Journal OD	613000 F3	<u>19/11/2005</u> Assurance incendie À Fournisseur AGF Chèque n°1	115	115
Total à reporter			3.571	3.571

		Report	3.571	3.571
7 Journal banque 1	455000 550000	<u>19/11/2005</u> Rémunération nette À Banque du Nord Extrait bancaire n°3	750	750
8 Journal achats	F1 604000	<u>19/11/2005</u> Fournisseur MARCHAND À Achat de marchandises Note de crédit n°1	125	125
9 Journal banque 1	550000 750000	<u>19/11/2005</u> Banque du Nord À Dividendes sur participation financière Extrait bancaire n°4	20	20
10 Journal achats	650000 F4	<u>19/11/2005</u> Intérêt de retard fournisseur À Fournisseur PIRON Extrait bancaire n°4	5	5
11 Journal ventes	700000 C1	<u>19/11/2005</u> Vente marchandises À Client LEBEAU Note de crédit n°1	200	200
12 Journal caisse	570000 611000 640000 489100	<u>19/11/2005</u> Caisse Entretien matériel de bureau Taxe de circulation camion À Compte de l'exploitant Centralisation livre de caisse (1 fois/jour)	18 32 75	125
TOTAUX DEBIT/CREDIT			4.796,00	4.796,00

Nous constatons l'utilisation du compte caisse 570000 dont le total correspond à la différence entre l'ancien et le nouveau solde.

Remarque relative à l'écriture n°5 : Dans la pratique, il est fréquent de payer un fournisseur de services avant de recevoir la facture ; ce sera le cas de la plupart des abonnements, mais aussi le cas du carburant prélevé avec une carte bancaire ou de crédit ; en effet, dans ces cas-là, nous enregistrons d'abord les extraits bancaires, donc l'opération improductive (flux financier) du paiement, plus tard, à la réception de la facture, nous comptabiliserons l'opération productive, c'est-à-dire, le flux réel.

Si, à la clôture de l'exercice comptable, nous n'avons pas reçu la facture, nous enregistrons le flux réel par OD en facture à recevoir (principe du CUT OFF)

- Pour une assurance, on parle d'une opération hors champ
- Pour une facture d'entrée, on parle d'avis d'échéance.

Remarque générale : depuis le 1^{er} janvier 2003, le registre de commerce est supprimé, tel que nous l'avons vu en début de cours. Il a été remplacé par la banque Carrefour des Entreprises (BCE), via le guichet d'entreprise ; dès lors, toutes les entreprises ont un numéro d'entreprise, structuré en 10 positions.

Sur le plan de la législation comptable, la suppression du registre de commerce a entraîné la suppression des livres légaux (livre centralisateur et le livre des inventaires), mais uniquement par les entreprises qui tiennent une comptabilité complète sur ordinateur ; dans ce cas-là, les backups informatique remplacent les livres légaux. Par contre, pour les entreprises qui tiennent une comptabilité simplifiée, les livres légaux restent d'application même s'ils ne doivent plus être signés par le Greffe du Tribunal de commerce (facturier des entrées, facturier des sorties, le livre de trésorerie et le livre des inventaires).

6.1.1. La réception d'une note de crédit d'un fournisseur

Une note de crédit sera relative à :

- Un "RRR" obtenu (compte 608000 du PCMN)
- Un retour de marchandises fournisseur. Dans cette hypothèse, nous créditerons le compte 604 (achat de marchandises)

6.1.2. L'encaissement de dividendes

Il s'agit d'une opération productive et d'un flux financier. Néanmoins, il pourrait s'agir de dividendes encaissés sur des actions du bon père de famille (qui auront été imputées en compte principal 51 actions et "parts"), ou il pourrait s'agir de dividendes encaissés sur des immobilisations financières (actions qui auraient été imputées en compte principal 28) ; par conséquent, le produit de ces dividendes sera imputé :

- Soit en 750000 : production des immobilisations financières
- Soit en 751000 : production des placements de trésorerie

6.1.3. Remarque sur les notes de crédit clients

Le principe est similaire aux notes de crédit fournisseurs :

- S'il s'agit d'un RRR (compte 708000 du PCMN)
- S'il s'agit d'un retour physique de la marchandise, nous débiterons directement le compte 700000

6.2. Historique des comptes généraux (grand livre)

604000		440000 (centralisation)	
DEBIT	CREDIT	DEBIT	CREDIT
1.290,00 € (1)	125,00 € (8)	19,00 € (5)	1.290,00 € (1)
	1.165,00 € (SD)	125,00 (8)	115,00 € (6)
		1.266,00 (SC)	5,00 € (10)
751200		550000	
DEBIT	CREDIT	DEBIT	CREDIT
17,00 € (SC)	14,00 € (3)	3,00 € (4)	750,00 € (7)
	3,00 € (4)	20,00 € (9)	
		727,00 € (SC)	
700000		400000	
DEBIT	CREDIT	DEBIT	CREDIT
200,00 € (11)	2.130,00 € (2)	2.130,00 € (2)	200,00 € (11)
1.930,00 € (SC)			1.930,00 € (SD)
560000		560100	
DEBIT	CREDIT	DEBIT	CREDIT
14,00 € (3)	14,00 € (SD)	19,00 € (SC)	19,00 € (5)
613000		455000	
DEBIT	CREDIT	DEBIT	CREDIT
115,00 € (6)	115,00 € (SD)	750,00 € (7)	750,00 € (SD)
750000		650000	
DEBIT	CREDIT	DEBIT	CREDIT
20,00 € (SC)	20,00 € (9)	5,00 € (10)	5,00 € (SD)
489100		640000	
DEBIT	CREDIT	DEBIT	CREDIT
125,00 € (SC)	125,00 € (12)	75,00 € (12)	75,00 € (SD)
611000		570000	
DEBIT	CREDIT	DEBIT	CREDIT
32,00 € (12)	32,00 € (SD)	18,00 € (12)	18,00 € (SD)

6.3. Historique des clients

C1	
DEBIT	CREDIT
2.130,00 € (2)	200,00 € (11)
	1.930,00 € (SD)

6.4. Historique des fournisseurs

F1	
DEBIT	CREDIT
125,00 € (8)	1.290,00 € (1)
1.165,00 € (SC)	

F3	
DEBIT	CREDIT
115,00 € (SC)	115,00 € (6)

F2	
DEBIT	CREDIT
19,00 € (5)	19,00 € (SD)

F4	
DEBIT	CREDIT
5,00 € (SC)	5,00 € (10)

6.5. Livre de caisse

Dates	Références pièce justificative	Libellés	Imputation	Recettes	Dépenses
19/11	1	Taxe de circulation	640000		75,00 €
	2	Note pour entretien	611000		32,00 €
	3	Avance gérant	489100	125,00 €	
		TOTAL		125,00 €	107,00 €
		Ancien solde		0,00 €	
		Cumul (+)		125,00 €	
		Total des dépenses (-)		107,00 €	
		NOUVEAU SOLDE		18,00 €	

6.5.1. Remarque sur la taxe de circulation

Dans la mesure où il n'y a pas de TVA sur la taxe de circulation, nous avons deux possibilités alternatives de classer cette pièce justificative ;

- Nous la classerons dans le facturier des entrées et nous créditerons alors un fournisseur individuel, lequel sera débité dans la feuille de caisse.
- Nous la classerons dans les pièces justificatives de caisse et nous débiterons, dans la feuille de caisse, directement le compte de charge adoc.

6.5.2. Remarque sur l'entretien de matériel de bureau

Deux questions alternatives doivent également être posées :

- S'agissant d'une note, nous devons nous demander s'il ne s'agit pas d'une facture à recevoir ; si c'est le cas, nous devons enregistrer le paiement de cette note au débit du fournisseur. Par OD, nous imputerons le flux réel par l'écriture 611000 à 444000 (facture à recevoir) ?
- Nous ne recevons jamais de facture du fournisseur et cette note ou ticket de caisse est notre seule pièce justificative, dans ce cas-là, nous imputerons, dans la caisse, le flux réel en débitant le compte de charge adoc (611000).

6.5.3. Le fonctionnement du compte de l'exploitant

Le compte de l'exploitant ne concerne que les personnes physiques (commerçant, indépendant). Le compte de l'exploitant va fonctionner comme un compte courant, celui-ci va enregistrer :

COMPTE DE L'EXPLOITANT	
DEBIT	CREDIT
Paiements effectués par l'exploitant sur les achats de son propre magasin.	AVANCES
Prélèvements privés	
Remboursements avances	

Cependant, nous ne pourrions que très difficilement, en cours d'exercice comptable, distinguer toutes les opérations à long terme de celles à court terme ; c'est la raison pour laquelle nous n'utiliserons pas le compte 109 prévu au PCMN, mais nous ouvrirons deux comptes de l'exploitation (le 416200 et le 489100).

Tout au long de l'exercice comptable, chaque opération entre l'exploitant et son commerce seront imputés indifféremment dans l'un de ces deux comptes. En fin d'exercice comptable, si le 489100 présente un solde débiteur (SD), nous pourrions le reclasser en compte 100000 (capital personnel).

Si le 416200 présente un solde créditeur (SC), nous le reclasserons au choix, en 489100 ou en 100000.

6.5.4. Remarque sur le solde de caisse

Supposons que l'ancien solde de caisse soit de 1.000,00 euros et le nouveau de 800,00 euros, ce qui implique une variation de 200,00 €.

Lors de la centralisation mensuelle de la caisse, cette dernière sera mouvementée du résultat de la variation entre l'ancien et le nouveau solde de la caisse ; soit, dans notre exemple 18,00 euros au crédit du compte 570000.

6.6. Etablissement des balances6.6.1. Balance clients

N° Client	Libellé	Balance de vérification		Balance par solde	
		Débit	Crédit	Solde débiteur	Solde créditeur
C1	LEBEAU	2.130,00	200,00	1.930,00	0,00
		2.130,00	200,00	1.930,00	0,00

SD net du compte 400000 clients

6.6.2. Balance fournisseurs

N° Client	Libellé	Balance de vérification		Balance par solde	
		Débit	Crédit	Solde débiteur	Solde créditeur
F1	MARCHAND	125,00	1.290,00	0,00	1.165,00
F2	REVUE	19,00	0,00	19,00	0,00
F3	AGF	0,00	115,00	0,00	115,00
F4	PIRON	0,00	5,00	0,00	5,00
		144,00	1.410,00	19,00	1.285,00

SC net du compte 440000 fournisseurs (1.285,00 – 19,00) = 1.266,00

6.6.3. Balance des comptes généraux

N° PCMN	Libellé	Balance de vérification		Balance par solde	
		Débit	Crédit	Solde débiteur	Solde créditeur
400000	Clients (compte général)	2.130,00	200,00	1.930,00	0,00
440000	Fournisseurs (cpt général)	144,00	1.410,00	0,00	1.266,00
455000	Rémunérations nettes	750,00	0,00	750,00	0,00
489100	Compte de l'exploitant	0,00	125,00	0,00	125,00
550000	Banque, compte courant	23,00	750,00	0,00	727,00
560000	Chèque émis sur CCP	14,00	0,00	14,00	0,00
560100	Chèque émis	0,00	19,00	0,00	19,00
570000	Caisse	18,00	0,00	18,00	0,00
604000	Achat de marchandises	1.290,00	125,00	1.165,00	0,00
611000	Entretien, réparation	32,00	0,00	32,00	0,00
613000	Assurance incendie	115,00	0,00	115,00	0,00
640000	Taxe circulation camion	75,00	0,00	75,00	0,00
650000	Intérêt de retard fournisseur	5,00	0,00	5,00	0,00
700000	Chiffre d'affaires	200,00	2.130,00	0,00	1.930,00
750000	Dividendes bruts	0,00	20,00	0,00	20,00
751000	Intérêts de retard	0,00	17,00	0,00	17,00
		4.796,00	4.796,00	4.104,00	4.104,00
	Egal au total du livre journal			SD – SC doit faire zéro	

Remarque si on fait une clôture du bilan :

- On passera une OD pour débiter le 550000 et créditer le 433000 ;
- Pour la poste, on passera une OD pour débiter, d'une part, le compte 560100 de 19,00 euros, on créditera le 560000 de 14,00 euros et, d'autre part, je crédite le 433100 de 5,00 euros.

560100	Chèque émis	OD 19/11/2005	19	
433100	À dette en compte courant			14
560000	Banque de la poste			5
	Extrait bancaire n°X			

6.7. Résultat provisoire calculé par l'équation comptable

$$\text{ACTIF} + \text{CHARGES} = \text{PASSIF} + \text{PRODUIT}$$

- Les comptes d'actifs : 400000 / 550000 / 560000 / 560100 / 570000
 $1.930,00 - 727,00 + 14,00 - 19,00 + 18,00 = \underline{1.216,00 \text{ €}}$
 - Comptes de passif : 440000 / 455000 / 489100
 $1.266,00 - 750,00 + 125,00 = \underline{641,00 \text{ €}}$
 - Comptes de charges : 604000 / 611000 / 613000 / 640000 / 650000
 $1.165,00 + 32,00 + 115,00 + 75,00 + 5,00 = \underline{1.392,00 \text{ €}}$
 - Comptes de produits : 700000 / 750000 / 751000
 $1.930,00 + 20,00 + 17,00 = \underline{1.967,00 \text{ €}}$
- Diagram illustrating the calculation of the balance sheet total (2.608,00 €) by summing the results of the four account categories:
- Les comptes d'actifs: 400000 / 550000 / 560000 / 560100 / 570000
 $1.930,00 - 727,00 + 14,00 - 19,00 + 18,00 = \underline{1.216,00 \text{ €}}$
 - Comptes de passif: 440000 / 455000 / 489100
 $1.266,00 - 750,00 + 125,00 = \underline{641,00 \text{ €}}$
 - Comptes de charges: 604000 / 611000 / 613000 / 640000 / 650000
 $1.165,00 + 32,00 + 115,00 + 75,00 + 5,00 = \underline{1.392,00 \text{ €}}$
 - Comptes de produits: 700000 / 750000 / 751000
 $1.930,00 + 20,00 + 17,00 = \underline{1.967,00 \text{ €}}$
- The results are summed to find the total balance sheet value:
- 1.216,00 € (Actifs)
 - 641,00 € (Passif)
 - 1.392,00 € (Charges)
 - 1.967,00 € (Produits)
- The total balance sheet value is 2.608,00 €.

$$\text{Résultat} = \text{PRODUITS} - \text{CHARGES} = \text{ACTIF} - \text{PASSIF}$$

Produits	-	Charges		
1.967,00 €		1.392,00 €		
Actif	-	Passif		
1.216,00 €		641,00 €		
				575,00 €

Nous remarquons que le total du passif (641,00 €) est inférieur au total de l'actif (1.216,00 €) ; en effet, à la clôture de l'exercice comptable, lorsque nous aurons affecté ce bénéfice, c'est-à-dire ramener à zéro le compte de résultat, le bénéfice (575,00 €) viendra s'ajouter aux capitaux propres et donc, au passif.

6.8. Etablissement du bilan

BILAN

[illegible]

6.9. Etablissement du compte de résultat**COMPTE DE RESULTAT**

CHARGES		PRODUITS	
II. COUT DES VENTES ET PRESTAT	1.387,00	I. VENTES ET PRESTATIONS	1.930,00
A. Approvisionnement et marchandises	1.165,00	A. Chiffre d'affaires	
1. Achats	1.165,00	B. Variation des encours, des produits finis et des commandes en cours d'exécution	1.930,00
2. Variation de stocks		C. Production immobilisée	
B. Services et biens divers	147,00	D. Autres produits d'exploitation	
C. Rémunérations, charges sociales et pensions			
D. Amortissements et réductions de valeurs			
E. Réductions de valeurs			
F. Provisions pour risques et ch.			
G. Autres charges d'exploitation	75,00		
		III. RESULTAT D'EXPLOITATION	543,00
V. CHARGES FINANCIERES	5,00	IV. PRODUITS FINANCIERS	37,00
A. Charges des dettes	5,00	A. Produits des immob. financières	
B. Réductions de valeurs sur les charges financières		B. Produits des actifs circulants	37,00
C. Autres charges financières		C. Autres produits financiers	
		VI. RESULTAT COURANT AVANT IMPÔTS	575,00
VIII. CHARGES EXCEPTIONNELLES		VII. PRODUITS EXCEPTIONNELS	
		VI. RESULTAT DE L'EXERCICE AVANT IMPÔTS	575,00
X. IMPÔTS (CHARGES FISCALES)		X. IMPÔTS (PRODUITS FISCAUX)	
		XI. RESULTAT DE L'EXERCICE	575,00

7. Exercice à choix multiples et remarques

1) Une facture relative à des frais de réparation du camion de l'entreprise est enregistrée au débit de :

- Matériel roulant **FAUX**
- Compte de l'exploitant **FAUX**
- Achat marchandises **FAUX**
- Services et biens divers **CORRECT**

2) Les frais de transport (à l'achat) des marchandises sont imputés au débit de :

- Le magasin **FAUX**
- Stock de marchandises **FAUX**
- Achat marchandises **CORRECT**
- Services et biens divers **FAUX**

L'article 21 de l'AR du 8 octobre 1976 : prix d'acquisition : c'est le coût d'achat net des marchandises augmenté des frais de transport et de la TVA non déductible.

3) Le bénéfice réalisé (la plus-value réalisée) sur la vente d'une immobilisation est le plus souvent :

- Un élément du résultat d'exploitation **FAUX**
- Un produit exceptionnel **CORRECT**
- Un résultat à reporter **FAUX**
- Un autre produit d'exploitation **FAUX**

Pour la réponse n°3 : imaginons une entreprise qui disposerait d'un parc important de camionnettes afin d'assurer, par exemple, la maintenance et l'entretien des chaudières à mazout ; dans la mesure où ces camionnettes auraient beaucoup de kilomètres parcourus en peu de temps, il est possible que tous les deux ans, une partie de ce parc de camionnettes soit renouvelé ; la moins-value (ou la plus-value) réalisée sur la vente des camionnettes sera enregistrée en produits ou en charges d'exploitation.

4) Un transfert de notre CCP vers notre compte en banque est enregistré par l'écriture :

- CCP à banque **FAUX**
- Caisse à banque **FAUX**
- Banque à CCP **CORRECT**
- CCP à caisse **FAUX**

Pratiquement, nous aurons deux pièces justificatives, que nous ne recevrons pas nécessairement en même temps ; dès lors, nous allons enregistrer l'extrait de la poste en créditant celle-ci et en débitant le compte 58 (virement interne). Lorsque nous recevrons l'extrait bancaire, nous débiterons la banque et nous créditerons le compte 58.

5) L'immeuble de l'entreprise est repeint ; ces frais sont imputés au débit de :

- Construction **FAUX**
- Service et biens divers **FAUX**
- Charges exceptionnelles **FAUX**
- Installation **FAUX**
- Autres immobilisations corporelles **CORRECT**

8. Application de la théorie n°3

(exercice de la page 23 bis du syllabus)

Vous désirez ouvrir une épicerie et vous passez les opérations suivantes :

1. Vous apportez en caisse 1.530,00 €, en banque 62.000,00 € (OP improductive, flux réel)
2. J'achète un immeuble et paie comptant par banque 42.100,00 € (OP improd., flux réel et financier)
3. J'achète une camionnette FORD TRANSIT pour 12.500,00 € payée comptant par la banque (OP improductive, flux réel et financier)
4. J'achète des marchandises à crédit pour 6.250,00 € (OP productive, flux réel)
5. Je reçois et paie la note de transport des marchandises achetées à crédit : 200,00 € (OP productive, flux réel et financier)
6. Je vends des marchandises à crédit pour 4.830,00 € (OP improductive, flux réel)
7. J'achète 30 titres en bourse d'une valeur de 750,00 € chacun payé par banque (OP improductive, flux financier)
8. Je paie mon aidant 500,00 € (OP productive, flux financier)
9. J'obtiens un rabais de mon fournisseur sur les marchandises achetées : 37,00 € (OP productive, flux réel)
10. Je paie par banque mon fournisseur à raison de 3.720,00 € (OP improductive, flux financier)
11. mon découvert bancaire oblige mon banquier à porte en compte 3,00 € d'intérêts débiteurs (OP productive, flux financier)
12. Je verse sur mon compte bancaire 870,00 € (OP improductive, flux financier)

8.1. Le livre journal

N° ordre	N° PCMN	Libellé des opérations	Débit	Crédit
1 Journal Banque 1	550000 100000	<u>28/11/2005</u> Banque À Capital personnel Extrait bancaire n°1 : Apport initial	62.000	62.000
2 Journal OD	220000 221000 489000	<u>28/11/2005</u> Terrain Construction À Dettes diverses Acte de vente	8.420 33.680	42.100
3 Journal Banque	489000 550000	<u>28/11/2005</u> Dettes diverses À Banque Extrait bancaire n°2	42.100	42.100
4 Journal Achats	240000 F1	<u>28/11/2005</u> Camionnette À Fournisseur FORD Facture n°1	12.500	12.500
5 Journal Banque	F1 550000	<u>28/11/2005</u> Fournisseur FORD À Banque Extrait bancaire n°3	12.500	12.500
6 Journal Achat	604000 F2	<u>28/11/2005</u> Achat marchandises À Fournisseur X Facture n°2	6.250	6.250
Total à reporter			177.450	177.450

		Report	177.450	177.450
7 Journal achats	603000 F3	<u>28/11/2005</u> Frais de transport sur marchandises À Fournisseur ZZ Facture n°3	200	200
8 Journal ventes	C1 700000	<u>28/11/2005</u> Client BIDUL À Vente de marchandises Facture client n°1	4.830	4.830
9 Journal Banque 1	510000 550000	<u>28/11/2005</u> Achats et parts À Banque Extrait bancaire n°4	750	750
10 Journal Banque 1	613000 550000	<u>28/11/2005</u> Aidant À Banque Extrait bancaire n°5	500	500
11 Journal achats	F2 608000	<u>28/11/2005</u> Fournisseur XY À RRR obtenus Note de crédit n°1	37	37
12 Journal banque 1	F2 550000	<u>28/11/2005</u> Fournisseur XY À Banque Extrait bancaire n°6	3.720	3.720
13 Journal banque 1	650000 550000	<u>28/11/2005</u> Intérêts débiteurs À Banque Extrait bancaire n°7	3	3
14 Journal banque 1	550000 580000	<u>28/11/2005</u> Banque À Virements internes Extrait bancaire n°8 (transfert caisse)	870	870
15 Journal caisse	F3 580000 570000 100000	<u>28/11/2005</u> Fournisseur ZZ Virements interne Caisse À Capital personnel Centralisation livre de caisse (1 fois/jour)	200 870 460	1.530
TOTAUX DEBIT/CREDIT			189.165	189.165

8.2. Historique des comptes généraux (grand livre)

DEBIT	220000	CREDIT
8.420,00 € (2)		8.420,00 € (SD)

DEBIT	489000	CREDIT
42.100,00 € (3)		42.100,00 € (2)

DEBIT	604000	CREDIT
6.250,00 € (6)		6.250,00 € (SD)

DEBIT	700000	CREDIT
4.830,00 € (SC)		4.830,00 € (8)

DEBIT	400000 (Centralisation clients)	CREDIT
4.830,00 € (8)		750,00 € (SD)

DEBIT	100000	CREDIT
63.530,00 € (SC)		62.000,00 € (1) 1.530,00 € (15)

DEBIT	613000	CREDIT
500,00 € (10)		500,00 € (SD)

DEBIT	221000	CREDIT
33.680,00 € (2)		33.680,00 € (SD)

DEBIT	241000	CREDIT
12.500,00 € (4)		12.500,00 € (SD)

DEBIT	603000	CREDIT
200,00 € (7)		200,00 € (SD)

DEBIT	510000	CREDIT
750,00 € (9)		750,00 € (SD)

DEBIT	608000	CREDIT
37,00 € (SC)		37,00 € (11)

650000	
DEBIT	CREDIT
3,00 € (13)	3,00 € (SD)
440000 (Centralisation fournisseurs)	
DEBIT	CREDIT
12.500,00 € (5)	12.500,00 € (4)
37,00 € (11)	6.250,00 € (6)
3.720,00 € (12)	200,00 € (7)
200,00 € (15)	
2.493,00 € (SC)	
570000	
DEBIT	CREDIT
460,00 € (15)	460,00 € (SD)

580000	
DEBIT	CREDIT
870,00 € (15)	870,00 € (14)
550000	
DEBIT	CREDIT
62.000,00 € (1)	42.100,00 € (3)
870,00 € (14)	12.500,00 € (5)
	750,00 € (9)
	500,00 € (10)
	3.720,00 € (12)
	3,00 € (13)
	3.297,00 € (SD)

8.3. Historique des clients

C1	
DEBIT	CREDIT
4.830,00 € (8)	4.830,00 € (SD)

8.4. Historique des fournisseurs

F1	
DEBIT	CREDIT
12.500,00 € (5)	12.500,00 € (4)
F3	
DEBIT	CREDIT
200,00 € (15)	200,00 € (7)

F2	
DEBIT	CREDIT
37,00 € (11)	6.250,00 € (6)
3.720,00 € (12)	
2.493,00 € (SC)	

Remarque relative à l'achat d'un immeuble (énoncé 2) :

Lorsque nous achetons un immeuble déjà construit, l'acte authentique concerne à la fois le terrain et l'immeuble ; or, le terrain n'est pas amortissable ; par conséquent, nous devons distinguer la valeur du terrain de la valeur de l'ensemble du bien immobilier.

Forfaitairement, l'administration estime la valeur du terrain à 20% de la valeur total ; soit ici, 20% de 42.100,00 €, c'est-à-dire, 8.420,00 € pour le terrain. La pièce justificative étant le contrat de vente, nous imputerons une opération diverse.

Remarque relative à l'aidant (énoncé 8) :

Il s'agit d'un indépendant qui n'établit pas de facture et n'est pas assujéti à la TVA, mais pour lequel l'entreprise devra établir, au début de l'exercice comptable suivant et avant le 30/04 n+1, une fiche 281.50, accompagnée de son relevé 325.50 ; le tout étant envoyé à Mons au centre de documentation, service précompte professionnel du SPF finance. Par conséquent, il s'agit d'une OD et d'un flux financier.

8.5. Livre de caisse

Dates	Références pièce justificative	Libellés	Imputation	Recettes	Dépenses
19/11	1 2 3	Apport initial Païement transporteur Transfert banque	100000 F3 580000	1.530,00 €	200,00 € 870,00 €
		TOTAL		1.530,00 €	1.070,00 €
		Ancien solde Cumul (+) Total des dépenses (-)		0,00 € 1.530,00 € 1.070,00 €	
		NOUVEAU SOLDE		460,00 €	

8.5.1. Note sur l'utilisation des comptes principaux 54, 55 et 58

- Le compte 54 (valeur échue à l'encaissement) : il sera subdivisé en autant de sous comptes qu'il y a de modes d'encaissement des recettes ; c'est-à-dire, par exemple, les sous comptes suivants :

- 540000 : Chèque à encaisser
- 540100 : Visa à encaisser
- 540200 : American Express à encaisser
- 540300 : Dinners Club à encaisser
- 540400 : Bancontact à encaisser
- 540500 : Proton à encaisser

Nous utiliserons ces sous comptes, d'une part, dans l'imputation des feuilles de caisse et, d'autre part, dans l'imputation des extraits bancaires ; en effet, ces sous comptes 54 seront toujours débités dans l'imputation de la caisse et toujours crédités dans l'imputation de l'extrait bancaire.

- Les sous comptes 55 serviront à comptabiliser les transferts de banque à banque (virement émis) et, d'autre part, les chèques émis à l'ordre d'un fournisseur. Nous aurons par conséquent, 2 sous comptes possible à chaque compte principal bancaire :

- 550000 : ING
- 550100 : Virements émis sur ING
- 550200 : Chèques émis sur ING
- 551000 : FORTIS
- 551100 : Virements émis sur FORTIS
- 551200 : Chèque émis sur FORTIS

Exemple :

550100 551000	Virement émis sur ING À FORTIS Extrait bancaire n°X	<u>XX/XX/2005</u>	100	100
------------------	---	-------------------	-----	-----

550000 550100	ING À Virement émis sur ING Extrait bancaire n°X	<u>XX/XX/2005</u>	100	100
------------------	--	-------------------	-----	-----

- Le compte 58 (virements internes) sera de préférence réservé aux transferts d'espèces entre la caisse et la banque et vice et vers.

8.5.2. Note sur l'utilisation des relevés carte de crédit

Un relevé reçu de Visa ou autre, n'est pas une facture ; il s'agit d'une pièce justificative annexée à un extrait bancaire. Dans mon extrait bancaire, je constate une opération – 5.000,00, sous l'intitulé "relevé Visa". Cette opération se réfère à mon décompte Visa reçu plus tôt par voie postale.

Relevé VISA :

- Restaurant du coin : 100,00 €
- Café de la gare : 50,00 €
- Boucherie : 350,00 €
- SANEF : 500,00 €
- Garage FORD : 4.000,00 €

XX/XX/2005			
614600	Restaurant du coin	100	
614600	Café de la gare	50	
F1	Fournisseur FORD	4.00	
614000	SANEF	500	
623000	Frais de cantine	350	
650000	Intérêts débiteurs	0	
55000	À Banque		5.00
Extrait bancaire n°X			

On impute chaque montant (pas le total) dans une écriture séparée. On peut aussi retrouver, dans certains cas, des intérêts débiteurs qui seront alors imputés dans un sous compte 65.

8.6. Etablissement des balances8.6.1. Balance clients

N° Client	Libellé	Balance de vérification		Balance par solde	
		Débit	Crédit	Solde débiteur	Solde créditeur
C1	BIDUL	4.830,00	0,00	4.830,00	0,00
		4.830,00	0,00	4.830,00	0,00

8.6.2. Balance fournisseurs

N° Fourn.	Libellé	Balance de vérification		Balance par solde	
		Débit	Crédit	Solde débiteur	Solde créditeur
F1	FORD	12.500,00	12.500,00	0,00	0,00
F2	XY	3.757,00	6.250,00	0,00	2.493,00
F3	ZZ	200,00	200,00	0,00	0,00
		16.457,00	18.950,00	0,00	2.493,00

8.6.3. Balance des comptes généraux

N° PCMN	Libellé	Balance de vérification		Balance par solde	
		Débit	Crédit	Solde débiteur	Solde créditeur
100000	Capital personnel	0,00	63.530,00	0,00	63.530,00
220000	Terrain	8.420,00	0,00	8.420,00	0,00
221000	Construction	33.680,00	0,00	33.680,00	0,00
241000	Camionnette	12.500,00	0,00	12.500,00	0,00
400000	Clients	4.830,00	0,00	4.830,00	0,00
440000	Fournisseurs	16.457,00	18.950,00	0,00	2.493,00
489000	Dettes diverses	42.100,00	42.100,00	0,00	0,00
510000	Actions & parts	750,00	0,00	750,00	0,00
550000	Banque	62.870,00	59.573,00	3.297,00	0,00
570000	Caisse	460,00	0,00	460,00	0,00
580000	Virements internes	870,00	870,00	0,00	0,00
603000	Frais de transport	200,00	0,00	200,00	0,00
604000	Achat de marchandises	6.250,00	0,00	6.250,00	0,00
608000	RRR obtenus	0,00	37,00	0,00	37,00
613000	Aidant	500,00	0,00	500,00	0,00
650000	Intérêts de retard	3,00	0,00	3,00	0,00
700000	Chiffre d'affaires	0,00	4.830,00	0,00	4.830,00
		189.890,00	189.890,00	70.890,00	70.890,00
		Egal au total du livre journal		SD – SC doit faire zéro	

8.7 Résultat provisoire calculé par l'équation comptable

$$\text{ACTIF} + \text{CHARGES} = \text{PASSIF} + \text{PRODUIT}$$

- Les comptes d'actifs : 220000 / 221000 / 241000 / 400000 / 510000 / 570000 / 580000
 $8.420,00 + 33.680,00 + 12.500,00 + 4.830,00 + 750,00 + 3.297,00 + 460,00 = \underline{63.937,00 \text{ €}}$
- Comptes de passif : 100000 / 440000 / 489000
 $63.530,00 + 2.493,00 + 0,00 = \underline{66.023,00 \text{ €}}$
- Comptes de charges : 603000 / 604000 / 608000 / 613000 / 650000
 $200,00 + 6.250,00 - 37,00 + 500,00 + 3,00 = \underline{6.916,00 \text{ €}}$
- Comptes de produits : 700000
 $\underline{4.830,00 \text{ €}}$

70.853,00 €

70.853,00 €

$$\text{Résultat} = \text{PRODUITS} - \text{CHARGES} = \text{ACTIF} - \text{PASSIF}$$

Produits	-	Charges	
4.830,00 €		6.916,00 €	
			- 2.086,00 €

Actif	-	Passif	
63.937,00 €		66.023,00 €	
			- 2.086,00 €

8.7. Etablissement du bilan**BILAN**

ACTIF		PASSIF	
ACTIFS IMMOBILISES	54.600,00	CAPITAUX PROPRES	61.444,00
I. Frais d'établissement		I. Capital	63.530,00
II. Les immobilisations incorpor.		II. Les primes d'émission	
III. Les immobilisations corporelles	54.600,00	III. Plus -values de réévaluation	
A. Terrains et constructions	42.100,00	IV. Les réserves	
B. Installations, machines,...		V. Bénéfice reporté ou perte reportée (-)	- 2.086,00
C. Mobilier et matériel roulant	12.500,00	VI. Subsidés en capital	
D. Location financement...			
E. Autres immobilisations		PROVISIONS P/ IMPÔTS & RISQUES	
F. Immobilisations encours...		VII. Les provisions p/ risques et impôts dif.	
IV. Les immobilisations financières			
ACTIFS CIRCULANTS	9.337,00	DETTES	2.493,00
V. Les créances à plus d'un an		VIII. Dettes à plus d'un an	
VI. Les stocks et comm. Encours		IX. Dettes à un an au plus	
VII. Les créances à un an au plus	4.830,00	G. Dettes à plus d'un an échéant dans l'an	
A. Créances commerciales	4.830,00	H. Dettes financières	
B. Autres créances		1. Etablissement de crédit	
VIII. Les placements de trésorerie	750,00	2. Autres emprunts	
IX. Valeurs disponibles	3.757,00	I. Dettes commerciales	2.493,00
X. Comptes de régularisation		1. Fournisseurs	
		2. Effets à payer	
		J. Acomptes reçus sur commandes	
		K. Dettes fiscales, salariales et sociales	
		1. Impôts	
		2. Rémunérations et charges sociales	
		3. Autres dettes	
		X. Comptes de régularisation	
TOTAL : 63.937,00		TOTAL : 63.937,00	

8.8. Etablissement du compte de résultat**COMPTE DE RESULTAT**

CHARGES		PRODUITS	
II. COUT DES VENTES ET PRESTAT	6.913,00	I. VENTES ET PRESTATIONS	4.830,00
A) Approvisionnement et marchandises	6.413,00	A) Chiffre d'affaires	4.830,00
1. Achats*	6.413,00	B) Variation des encours, des produits finis et des commandes en cours d'exécution	
2. Variation de stocks		C) Production immobilisée	
B) Services et biens divers	500,00	D) Autres produits d'exploitation	
C) Rémunérations, charges sociales et pensions			
D) Amortissements et réductions de valeurs			
E) Réductions de valeurs			
F) Provisions pour risques et ch.			
G) Autres charges d'exploitation			
III. RESULTAT D'EXPLOITATION			-2.083,00
V. CHARGES FINANCIERES	3,00	IV. PRODUITS FINANCIERS	
A) Charges des dettes	3,00	A) Produits des immob. Financières	
B) Réductions de valeurs sur les charges financières		B) Produits des actifs circulants	
C) Autres charges financières		C) Autres produits financiers	
VI. RESULTAT COURANT AVANT IMPÔTS			-2.086,00
VIII. CHARGES EXCEPTIONNELLES		VII. PRODUITS EXCEPTIONNELS	
VI. RESULTAT DE L'EXERCICE AVANT IMPÔTS			-2.086,00
X. IMPÔTS (CHARGES FISCALES)		X. IMPÔTS (PRODUITS FISCAUX)	
XI. RESULTAT DE L'EXERCICE			-2.086,00

* Comment avons-nous obtenu le total du II, A, 2 ? Dans la rubrique "achats", nous retrouvons les comptes 600 à 608. Dans notre balance, nous retrouvons donc 3 comptes concernés :

603000 (frais de transport) = + 200,00

604000 (achat de marchandises) = + 6.250,00

608000 (RRR obtenus) = - 37,00

Soit un total de 6.413,00

Chapitre 8 : Les principes d'établissement des comptes annuels

Ces principes sont repris à l'arrêté royal du 8 octobre 1976, modifié par les arrêtés royaux des 27 décembre 1977, 14 février 1979, 12 septembre 1983, 6 novembre 1987 et 6 mars 1990.

Sont soumises aux dispositions du présent arrêté, nous explique l'article 1, les entreprises visées à l'article 1 de la loi-cadre, à l'exception :

- 1) Des commerçants personnes physiques, et des sociétés en nom collectif ou en commandite simple, visés à l'article 5 de cette loi ;
- 2) Des entreprises visées à l'article 16, 1^{er} paragraphe de cette loi ;
- 3) Des entreprises d'assurances et de réassurances, sous réserve de l'application de l'article 41 du présent arrêté.

Nous pouvons résumer ces principes généraux de la manière suivante :

1. Le principe de clarté

Pour assurer ce premier principe, le bilan devra grouper les comptes de même nature sous une rubrique générale qui les caractérise nettement, présenter, en détails, au sein de chacune de ces rubriques, tous les comptes dont il y a intérêt à connaître la situation propre et, enfin, donner à chaque compte une dénomination précise indiquant nettement sa nature et son rôle.

2. Le principe de l'image fidèle (true and fair view)

La clarté dans la présentation des comptes est un aspect de l'information ; la sincérité et l'exactitude en sont deux autres. Les comptes sociaux peuvent être clairs, nettement articulés, sans pour autant être sincères. Les comptes sont sincères lorsque la situation qu'ils présentent ne s'écarte pas sensiblement de l'appréciation raisonnable. La sincérité se situe au niveau d'un choix de règles lorsque ces dernières ne sont pas obligatoires. Elles résultent du respect des règles lorsqu'elles sont fixées par la loi.

L'exactitude s'apprécie eu égard aux règles fixées par la loi, la jurisprudence et les organisations professionnelles compétentes pour préciser le contenu de la doctrine comptable.

Des comptes sont exacts lorsqu'ils sont établis selon les principes d'une comptabilité régulière. Il serait certes utopique de prétendre à l'exactitude absolue d'un bilan et d'un compte de résultats. L'essentiel est d'approcher la vérité, dans un souci de correction, de loyauté à l'égard de ceux qui, à quelque échelon que ce soit, sont intéressés à l'entreprise et ce, jusqu'au sommet, c'est-à-dire la collectivité. La notion de correction, ainsi comprise, se confond, donc avec celle de sincérité.

L'article 3 nous enseigne : "les comptes annuels doivent donner une image fidèle du patrimoine, de la situation financière ainsi que des résultats de l'entreprise. Ils doivent être établis avec clarté et indiquer systématiquement d'une part, à la date de clôture de l'exercice, la nature et le montant des avoirs et droits de l'entreprise, de ses dettes, obligations et engagements ainsi que de ses moyens propres et, d'autre part, pour l'exercice clôturé à cette date, la nature et le montant de ses charges et de ses produits".

La notion d'image fidèle, de "TRUE AND FAIR VIEW", a nourri les réflexions de plusieurs auteurs, lesquels se sont penchés sur ce qui différenciait une image fidèle des notions de sincérité, de régularité et de prudence pour porter un jugement sur la réalité des comptes annuels des entreprises. Les réflexions sur la notion d'image fidèle seront toujours bloquées par des considérations sur les limites de la technique comptable et, notamment, par des problèmes nés de l'inflation.

2.1. Est-ce que le principe de l'image fidèle reflète-t-il la réalité économique de l'entreprise ?

Non ; car le principe de prudence (article 19 de l'AR du 8 octobre 1976), obligatoire, diminue la valeur du patrimoine (amortissements, réductions de valeur, provisions pour risques et charges). Par ailleurs, toute notre comptabilité repose sur le prix d'acquisition ou la valeur nominale ; on ne revalorise quasiment jamais les postes du bilan. En effet, pour exprimer (imputer, en comptabilité) une

plus-value de réévaluation, il faut que celle-ci réponde aux conditions de l'article 34 de l'AR du 8 octobre 1976 :

- 1) La plus-value doit être certaine et durable
- 2) Elle doit être justifiée par la rentabilité de l'entreprise.

Une image fidèle toujours dans le respect des règles comptables, bien évidemment.

3. Le principe du complet

Les documents financiers ne sont complets que si tous les engagements contractés s'y trouvent mentionnés, non seulement ceux qui peuvent se traduire à un moment déterminé (date de fin d'exercice comptable) par une écriture d'actif ou de passif, mais encore ceux non encore arrivés à conclusion ou conditionnels (article 14 de l'AR du 8 octobre 1976)

Tout dissimulation d'éléments importants, qu'elle soit directe ou indirecte, par le recours à des intitulés trompeurs ou à des groupements erronés, est condamnable. Tel est, notamment, le cas des compensations frauduleuses qui sont prescrites par l'article 6 de l'AR du 8 octobre 1976.

Enregistrement de toutes les écritures, de manière distincte et sans compensation (sauf exception telle que procéder à une compensation au niveau de la trésorerie, c'est la seule compensation autorisée. Exemple : un client qui est également fournisseur doit 100 €, nous lui devons 50 €, on compense, il ne nous doit plus que 50 €).

Index provisoire (au 6 décembre 2006)

Introduction : le graduat en comptabilité et la profession	2
C. Organisation du graduat en comptabilité (modules)	2
D. Organisation professionnelle de l'exercice comptable et fiscal	2
E. Organisation du cours de comptabilité	4
F. Préliminaires à la comptabilité (les deux volets de la comptabilité)	4
Chapitre 1 : Catégorisation des entreprises	6
1. La catégorisation comptable des entreprises commerciales	6
1.1. Remarques	7
2. Distinction entre moyenne et grande entreprise	8
2.1. Le total du chiffre d'affaires	8
2.2. Le total du bilan	8
2.3. Le nombre de travailleurs	8
3. Changement de catégorie d'entreprise en cours d'exercice comptable	8
Chapitre 2 : Chronologie des opérations comptables sur un exercice type (calendrier)	9
1. Remarque préliminaire	9
2. Chronologie des opérations comptables	9
3. Note relative à la chronologie des opérations comptables	10
3.1. L'assemblée générale ordinaire	10
3.2. La déclaration à la TVA	10
Chapitre 3 : Articulation des logiciels comptables	11
1. Deux types de logiciels	11
2. Structure type d'un logiciel comptable	11
3. Présentation des écrans de saisie	12
3.1. Facture d'entrée (fournisseur)	12
3.2. Facture de sortie (client)	12
3.3. L'écran des financiers	13
3.4. L'écran des opérations diverses	14
Chapitre 4 : Organisation de la comptabilité et chronologie des opérations comptables	15
1. Le livre centralisateur	16
1.1. Centralisation informatisée	16
1.2. Centralisation manuelle	16
2. Note sur le mot "entreprise"	16
3. Note sur le rapport de gestion	16
Chapitre 5 : Les opérations productives et improductives	17
1. Définitions	17
2. Les opérations improductives	17
2.1. La structure du bilan comptable	17
2.1.1. Les capitaux propres (ou fonds propres) tels que définis dans l'A.R. du 08/10/1976	17
2.1.2. Les actifs immobilisés	18
2.1.3. Les actifs circulants	19
2.1.4. Provisions pour impôts et risques différés	20
2.1.5. Dettes	20
2.2. Les équations comptables	20
3. Les opérations productives	25
3.1. Définition	25
3.2. Inégalité actif/passif	25
3.3. La structure du compte de résultat	25
3.4. Remarques sur le compte de résultat	25
3.5. Note sur l'encodage d'une pièce justificative	28
3.6. Exemples d'opérations productives et improductives	29
3.6.1. Sous totaux du compte de résultat	30
3.6.2. Sous totaux du bilan	31
3.6.3. Etablissement du bilan et du compte de résultat	32
3.7. Exercices à choix multiples	33
Chapitre 6 : Transformation des équations comptables en débit/crédit	35
1. Conventions	35
2. Exemples	35
2.1. Note sur la lettre de change	38

2.2.	Note sur les valeurs échues à l'encaissement.....	38
2.3.	Etablissement du bilan et du compte de résultat	38

Chapitre 7 : L'articulation du plan comptable minimum normalisé40

1.	Le plan comptable minimum normalisé (1984) : les comptes de synthèse	40
2.	Le bilan avec les comptes du PCMN	42
2.1.	Les acomptes versés	42
2.2.	Les dettes à plus d'un an échéant dans l'année.....	42
2.3.	L'utilisation de la classe 3 pour un société prestataire de services	42
2.4.	Le compte 40 : Les créances commerciales	43
2.5.	Distinction entre les comptes principaux 17 et 42 (dettes)	43
2.6.	Rubrique IX du passif : Dettes à un an au plus	43
2.6.1.	Le compte 43 : Dette financière	43
2.6.2.	Liaison entre le compte fournisseur général (440) et les comptes fournisseurs individuels	43
2.6.3.	Le compte 45 : Les dettes fiscales, salariales et sociales.....	44
2.6.4.	Les comptes 47 et 48 : Autres dettes.....	44
2.7.	Rubriques VIII et IX de l'actif : placements de trésorerie et valeurs disponibles	44
2.7.1.	Les comptes 50 à 53 : Les placements de trésorerie	44
2.7.2.	Les comptes 53 à 58 : Les valeurs disponibles	44
2.7.3.	Remarque sur l'utilisation du virement émis.....	44
3.	Le compte de résultat avec les comptes du PCMN.....	46
3.1.	Comptes de charges ou comptes de produits	46
3.2.	Le compte 61 : Les services et biens divers	46
3.2.1.	Note sur l'assurance RC Objective	46
3.3.	Le compte 62 : Rémunérations, charges sociales et pensions	47
3.3.1.	Notion de rémunération coût.....	47
3.4.	Le compte 63 : Les amortissements	47
3.4.1.	Les amortissements (630)	47
3.4.2.	Les réductions de valeur (631).....	47
3.5.	Le compte 64 : Autres charges d'exploitation	48
3.6.	Les ventes et prestations (rubrique I).....	48
3.7.	Les charges financières (rubrique V).....	48
3.8.	Les produits financiers (rubrique IV).....	48
3.9.	Les charges exceptionnelles (rubrique VIII).....	48
3.10.	Les impôts (rubrique X)	48
3.10.1.	Impôts directs sur les charges (67).....	48
3.10.2.	Impôts directs sur les produits (77)	48
4.	Exercices à choix multiples et remarques	49
5.	Application de la théorie.....	51
5.1.	Le livre journal	51
5.2.	Historique des comptes généraux (grand livre)	52
5.3.	Historique des clients	53
5.4.	Historique des fournisseurs	53
5.5.	Le livre de caisse	54
5.6.	Etablissement des balances.....	55
5.6.1.	Balance clients	55
5.6.2.	Balance fournisseurs.....	55
5.6.3.	Cas d'un solde débiteur pour un compte fournisseur	55
5.6.4.	La balance âgée clients ou l'échéancier clients.....	55
5.7.	Balance des comptes généraux.....	57
5.8.	Equations comptables.....	57
5.9.	Etablissement du bilan.....	58
5.10.	Etablissement du compte de résultat	59
6.	Application de la théorie n°2.....	60
6.1.	Le livre journal	60
6.1.1.	La réception d'une note de crédit d'un fournisseur	61
6.1.2.	L'encaissement de dividendes	62
6.1.3.	Remarque sur les notes de crédit clients.....	62
6.2.	Historique des comptes généraux (grand livre)	62
6.3.	Historique des clients	62
6.4.	Historique des fournisseurs	63
6.5.	Le livre de caisse	64
6.5.1.	Remarque sur la taxe de circulation	64
6.5.2.	Remarque sur l'entretien de matériel de bureau	64
6.5.3.	Le fonctionnement du compte de l'exploitant	64
6.5.4.	Remarque sur le solde de caisse.....	65
6.6.	Etablissement des balances.....	66
6.6.1.	Balance des clients	66
6.6.2.	Balance des fournisseurs	66
6.6.3.	Balance des comptes généraux	66
6.7.	Résultat provisoire calculé par l'équation comptable	68
6.8.	Etablissement du bilan.....	68
6.9.	Etablissement du compte de résultat	68
7.	Exercice à choix multiples et remarques	68

8.	Application de la théorie n°3	70
8.1.	Le livre journal	70
8.2.	Historique des comptes généraux (grand livre)	71
8.3.	Historique des clients	72
8.4.	Historique des fournisseurs	72
8.5.	Livre de caisse.....	73
8.5.1.	Note sur l'utilisation des comptes principaux 54, 55 et 58.....	73
8.5.2.	Note sur l'utilisation des relevés carte de crédit.....	74
8.6.	Etablissement des balances.....	74
8.6.1.	Balance clients	74
8.6.2.	Balance fournisseurs.....	74
8.6.3.	Balance des comptes généraux	74
8.7.	Etablissement du bilan.....	75
8.8.	Etablissement du compte de résultat	76

Chapitre 8 : Les principes d'établissement des comptes annuels77

1.	Le principe de clarté	77
2.	Le principe de l'image fidèle.....	77
2.1.	Est-ce que le principe de l'image fidèle reflète la réalité économique de l'entreprise ?	77
3.	Le principe du complet	78